Le Mans Université

2018-2019

Master mention **Histoire, Civilisations, Patrimoine**

Parcours : Société, Politiques et Religions

Le Parti social français, des ligues à son héritage poujadiste en Sarthe (1932-1958)

Les transformations politiques et économiques de la Sarthe

CHAMPROUX Adrien



Photographie de la liste Union et Fraternité Française mené par Fernand Bone en Sarthe, *Union*, décembre 1955 : Archives Départementales de la Sarthe : 1134W538 : Documents de la préfecture sur l'organisation des législatives de 1956, *A7 Samsung*, avril 2019

Sous la direction de Monsieur TISON Stéphane

Mémoire soutenu publiquement le 26/06/2019

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS 4
LISTE D'ABRÉVIATION 5
Introduction : la contestation ligueuse 6
Une querelle historiographique 10
Chapitre I : Les Croix-de-Feu et les Chemises Vertes, itinéraires des ligues 15
Introduction : 15
I.A- L'implantation de la ligue Croix-de-Feu 18
I.A.1- Un mouvement urbain 18
I.A.2- Des actions de propagandes régulières 21
I.A.3- Une dépendance à l'égard de Paris 22
I.B-Le 6 février 1934, l'acmé ligueuse 23
I.B.1- Absence de réactions des ligues 24
I.B.2- Une population qui ne se préoccupe pas de ce qui se passe à Paris 25
I.B.3- Le Front Populaire ou le chemin de la dissolution 30
I.C- Les chemises vertes dorgéristes 35
I.C.1- Une ligue dynamique 35
I.C.2- Les paysans sarthois rétifs 40
I.C.3- Les limites des chemises vertes 41
Conclusion de la première partie : 42
Chapitre II : Des Croix-de-Feu au Parti social français 43
Introduction : 43
II.A-De la ligue au parti, la méfiance des autorités 44
II.A.1- Organisation 44
II.A.2- Réaction de la presse lors de sa création 47
II.A.3- Une adhésion ligueuse 49
II.B- De l'implantation aux élections 51
II.B.1- Les élections cantonales et d'arrondissement de 1937 51
II.B.2- Les élections municipales du Mans de 1938 58
II.B.3- Une menace pour la droite républicaine sarthoise 62
II.C- La Seconde Guerre mondiale et la disparition du mouvement 64
II.C.1- Une activité militante qui s'essouffle 64
II.C.2- Juin 1940, la Sarthe passe sous le giron allemand 66
II.C.3- La dissolution du parti en 1942 68
Conclusion de la deuxième partie : 70
Chapitre III : Le mouvement poujadiste, héritier du Parti social français ? 72
Introduction : 72
III.A- Des similitudes entre les deux mouvements 75

III.A.1- L'organisation 76
III.A.2- Le répertoire d'actions 81
III.A.3- Le discours politique populiste 83
III.B- Fernand Bone, symbole de cet héritage 85
III.B.1- Du militant PSF à la délégation de l'U.D.C.A. 85
III.B.2- Les élections législatives de janvier 1956 86
III.B.3- Les élections syndicales et professionnelles 94
III.C- Un mouvement divisé 96
III.C.1- Division au niveau parlementaire 96
III.C.2- Division au niveau local 99
III.C.3- Un mouvement qui ne peut empêcher le changement de régime 101
Conclusion du mémoire : 105

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je remercie vivement les personnels et archivistes de la médiathèque Louis Aragon du Mans et des Archives départementales de la Sarthe pour leurs aides durant cette année de recherche.

J'adresse également mes remerciements à mon directeur de mémoire, Monsieur Stéphane Tison, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université du Mans, pour les moments passés pour nos échanges et réflexions.

Remerciements à Monsieur Aurélien Ruellet, Maître de conférences en histoire moderne à l'Université du Mans, pour la numérisation des cartes du département de la Sarthe et de ses cantons.

Remerciement à Monsieur Vincent Vilmain, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université du Mans, pour sa disponibilité durant toute cette année et l'attention porté à nos travaux.

Remerciements à Madame Elisabeth Cardon, doyenne du département d'Histoire de l'Institut Catholique de Rennes pour sa relecture attentive de ce mémoire, ainsi qu'à Monsieur Didier Béoutis, Président de l'Académie du Maine, pour les échanges au sujet de son grand-père, Monsieur André Bouton, historien du Maine.

Et bien sûr sans oublier mes parents et ma sœur pour la relecture régulière de mes travaux.

LISTE D'ABRÉVIATION

AD : Alliance Démocratique

ADP : Auxiliaire de la Défense passive transformé en Artisans du devoir patriotique en 1939

ADS : Archives départementales de la Sarthe

AF : Action française

ALP : Action libérale populaire

AN : Assemblée Nationale

CDF : Croix-de-Feu

DF : Défense paysanne

EVP : Équipes de volontaires de la propagande

EVN : Équipes des volontaires nationaux

FR : Fédération Républicaine

MRP : Mouvement républicain populaire

PCF : Parti communiste français

PDP : Parti démocrate populaire

PR : Parti Radical

PSF : Parti social français

R.P.F : Rassemblement du peuple français

R-S : Radicaux-socialistes

R-I : Radicaux indépendants

S.F.I.O : Section française de l'internationale ouvrière

U.D.A.F. : Union de défense des agriculteurs Français

U.D.C.A. : Union de défense des commerçants et des artisans

U.D.O.F. : Union de défense des ouvriers Français

U.F.F. : Union et fraternité française

URD : Union républicaine démocratique

Introduction : la contestation ligueuse

« C'est en se maintenant sur ce terrain d'une large union républicaine et en évitant avec soin toute sorte de compromission avec les conservateurs et les royalistes que [les catholiques] pourront espérer remporter, en 1924, des succès semblables à ceux de 1919. Il en est parmi eux que leur impatience aveugle et qui, déjà par leur attitude intransigeante, ont provoqué la mauvaise humeur des républicains de gauche […]. Il faut souhaiter que cette politique maladroite ne soit pas considérée comme l'expression des sentiments de l'épiscopat et du clergé car il pourrait en résulter les plus graves et les plus pénibles conséquences. Il est encore temps, si on le veut, de calmer l'ardeur de ces *zelanti* dangereux[1]. », dans ce rapport d'Emmanuel Desgrée du Loû, directeur politique de l'*Ouest-Éclair* au pape Pie XI (1922-1939), le 20 janvier 1923, on peut entrevoir la volonté des catholiques de lier leur destin à la République et de ne pas suivre la voie de la marginalisation prise par l'Action française. Le nonce Bonaventura Ceretti, partisan d'un rapprochement avec la République, a mis en garde le pape des dangers de la pensée maurassienne pour la jeunesse.

1924, est une année charnière pour la vie politique sarthoise car Monseigneur Grente[2], évêque du Mans pousse ses fidèles à se réunir au sein de la Ligue de Défense catholique, le 10 octobre 1924 à la salle Maupertuis du Mans pour faire face au Cartel des Gauches. L'historien Serge Bernstein[3] définit la ligue comme : « le groupement d'individus (…) autour de formations qui contestent les structures politiques existantes et affirment leur vocation à représenter et encadrer les masses, qu'elles soient issues du monde ouvrier ou appartiennent aux classes moyennes en pleine émergence. » Ce mouvement a pour objectif de « défendre et faire respecter par tous les moyens appropriés les droits et les libertés des catholiques[4] ». La loi de séparation des Églises et de l'État a laissé une trace indélébile dans la mémoire des catholiques français. Ils voient dans le Cartel le retour à une politique anticatholique car ils ont peur de se sentir marginalisés par le pouvoir politique de cette Troisième République en proie à une instabilité ministérielle notoire depuis son avènement en 1870. La ligue va s'affilier à la fédération nationale catholique du général Castelnau et pouvoir compter au niveau local sur le ralliement d'une ligue moribonde en 1924, la ligue Patriotique des français fondé en 1903 par l'abbé Dufort dont la présidente est Madame de Fleurieu, épouse d'un conseiller municipal

[1] DELLA SUDDA Magali, « Les transformations de l'exercice de l'autorité épiscopale dans l'église catholique en France à la lumière de la condamnation de l'action française », *Genèses*, 2012/3 n°88, pages 68 à 88

[2] Poisson Emmanuel, « Ligues de droite et d'extrême droite au Mans », in *La Province du Maine*, Tome 12, 1999.

[3] SIRINELLI Jean-François (éd.), *Cultures*, Paris, Gallimard, « Histoire des droites en France », 2006, 771 p.

[4] POISSON Emmanuel, « Ligues de droite et d'extrême droite au Mans », in *La Province du Maine*, Tome 12, 1999, p.27-74

d'arrondissement du Mans et conseiller général de 1931 à 1937 du canton de Marolles-Les-Braults. Elle constitue une centaine de comités dans le département appuyé par un journal *La défense catholique* qui tire à 10 000 exemplaires. Le général Darde préside cette ligue, avec des soutiens non négligeables à l'exemple des parlementaire François Saudubray et Xavier Mordret. L'activité est soutenue ; des rencontres périodiques sont instaurés le vendredi, pour le Comité Directeur de la ligue de Défense catholique. Ces rencontres permettent de maintenir une sociabilité au sein du groupe. La Ligue de Défense catholique de la Sarthe a pour membres des individus de la haute bourgeoisie et des classes moyennes. Plusieurs grands congrès marqueront aussi la vie militante et ils réuniront entre 10 et 16 000 personnes. Elles sont toujours présidées par Monseigneur Grente[5]. Il souhaite en 1925 : « l'union de tous les bons citoyens pour la Gloire de Dieu et le bien de la France ». Pourtant ces réunions provoquent des incidents, comme le 22 mars 1925, les communistes chahutent les ligueurs catholiques à l'église de la Couture.

Les principales échauffourées des années 1920 concernent l'Action Française d'Ange Desormeaux avec les camelots du roi dirigé par René des Courtis. Ils multiplient les collages de papillons et d'affiches dans les lieux publics. Les attaques personnelles sont aussi dans le répertoire d'action au sein du journal *L'Action Française*, à l'encontre de Joseph Caillaux sur son passé et son action politique. Les militants socialistes et communistes dérangent les manifestations des ligueurs ainsi que les réunions au sujet de l'école unique permet un débat passionné entre François Saudubray et le socialiste Georges Catois par l'entremise des journaux *La Sarthe* et *La République Sociale de l'Ouest.* Cette passion au sujet de la question éducative vaudra à François Saudubray une violente campagne à son encontre de la part de l'Action Française en juillet 1925. Le mouvement maurrassien va voir son aura se terminer par l'excommunication de Charles Maurras dans un décret de Pie XI, le 29 décembre 1926. Celui-ci est publié dans les *Acta apostolicae sedis* et confèrent à cette « condamnation » une portée universelle à laquelle les évêques se devront se conformer. Elle résulte d'une mise à l'Index des œuvres de Charles Maurras et de sa revue mensuelle. Le quotidien de la ligue n'est pas mis à l'Index mais Pie XI interdit sa lecture aux fidèles. L'Action Française est devenue une entrave à la politique de rapprochement du Saint-Siège avec le gouvernement français républicain ainsi qu'une menace sur l'autorité pontificale et épiscopale. Monseigneur Grente exclut fin février 1928, les membres de cette ligue des œuvres et mouvements catholiques. Il exécute les ordres de la curie romaine et applique son pouvoir de juridiction sur son diocèse comme le prévoit le Codex de 1917 dans son canon 335 : « Les évêques ont le droit et le devoir de gouverner leur diocèse au spirituel et au temporel, avec le pouvoir législatif, judiciaire et coercitif. [6]». Le 16 mars, dans une

[5] *Ibid.*
[6] Codex 1917, canon 335,1

lettre au cardinal Dubois, il relate son soulagement de voir disparaitre cette ligue : « Me voilà débarrassé de la ligue (..) Deo Gratias[7]. » Le comité royaliste de la Sarthe, du baron Christian Billeheust d'Argentan et son journal l'*Écho du Maine* ne relance pas le débat entre l'Action française et l'*Osservatore Romano*. Des ecclésiastiques sont mis à la marge du diocèse comme l'Abbé Albert de la Croix, surnom d'un aumônier des Camelots du roi qui célèbre chaque 21 janvier, le souvenir de la mort de Louis XVI à l'église de la Visitation[8]. La condamnation de l'Action française est un moment de transformation du rapport des catholiques à la politique car c'est la confirmation d'un « second Ralliement » des catholiques à la République[9], elle ouvre l'espace à des engagements politiques qui dissocient la cause de l'Église de celle de la Couronne. Elle permet aussi de poursuivre l'œuvre de reconquête chrétienne de la société qui coure des pontificats de Léon XIII à Pie XII qui doit passer selon Pie XI par la vision du « Christ roi des nations, des familles et des individus[10] » dont le règne doit assurer la paix au monde. Le pontificat se trouve ainsi en 1925 dans l'encyclique Quas primas sur la royauté sociale de Jésus-Christ qui est célébré par l'institution de la fête du Christ-Roi et doit permettre la lutte contre le socialisme et le libéralisme. Le concile Vatican I, prend la forme d'une centralisation de l'autorité aux mains de la curie romaine qui va redéfinir le rôle des évêques et archevêques. Ils vont devenir localement les médiateurs du pouvoir du centre romain comme le sont les préfets au sein de la République Française[11].

Les mouvements catholiques sont à leur apogée dans le département et poursuivent la volonté de Pie XI d'une reconquête chrétienne de la société par des associations, des mouvements politiques, les œuvres de la *Bonne Presse* et le cinéma. Les ecclésiastiques sont les instigateurs de l'installation de certaines ligues, comme l'abbé de Forceville qui aide les Jeunesses Patriotes de Taittinger à s'établir dans le département. Celui-ci sera aussi à l'initiative de la création de la Ligue Franc Catholique (1932) qui a son siège dans la rue du docteur Leroy. Cette ligue éphémère n'organise qu'une conférence le 1er juin 1933 avec un certain Pozzo di Borgo, professeur de philosophie à Alençon qui fait un réquisitoire tout au long de son propos contre l'État républicain. Tous ce mouvement sont sous la tutelle du diocèse qui voit ses prérogatives renforcer sous le pontificat de Pie XI, on peut nommer ce phénomène de « diocésanisation [12]». Le diocèse voulant étendre son contrôle sur les nouveaux médias qui apparaissent à l'époque comme le cinéma qui est un puissant levier de propagande ; une

[7] *Ibid.*
[8] ADS 72 : 1M388 : Rapport des réunions des partis, syndicats, ligues de 1919 à 1930 : 20 janvier 1930
[9] REMOND René, *Les droites en France*, Paris, Aubier Montaigne, « Collection historique », 1982, 544 p.
[10] POULAT Émile, « Le Saint-Siège et l'Action Française, retour sur une condamnation », *Revue Française d'Histoire des Idées politiques*, Editions Picard, 2010 n°1, pages 141 à 159
[11] DELLA SUDDA Magali, « Les transformations de l'exercice de l'autorité épiscopale dans l'église catholique en France à la lumière de la condamnation de l'action française », *Genèses*, 2012/3, n°88, pages 68 à 88
[12] DELLA SUDDA Magali, « Les transformations de l'exercice de l'autorité épiscopale dans l'église catholique en France à la lumière de la condamnation de l'action française », *Genèses*, 2012/3, n°88, pages 68 à 88

conférence organisée par l'office manceau du Cinéma sensibilise à « la puissance éducative du cinéma ». Au sein de cette association siège un ecclésiastique le chanoine Hubert qui est le Vice-Président de celle-ci. L'échec du Cartel des Gauches entraine une diminution de l'activité de ces ligues qui se mettent « en sommeil ». L'apathie des mouvements ligueurs se confirme dans les rapports de sûreté générale de la Préfecture de la Sarthe « activités nulles des groupements extrémistes[13] ». Le département est pris dans la tourmente des années trente à partir de l'affaire Oustric, scandale politico-financier en 1930-1931. Le préfet dans son rapport sur l'état d'esprit de la population note le 3 janvier 1931 : « Les affaires Oustric, particulièrement, font l'objet de commentaires sévères. Les citoyens expriment sans passion, leur mécontentement de voir des hommes politiques influents mêlés à ces scandales financiers. »[14]. La crise de 1929 n'est ressentie en France qu'à partir des années 1931-1932 et en moindre mesure que dans les autres pays européens. La crise économique mondiale fait ressentir un malaise politique. En 1932, le retour de la Gauche au pouvoir permet aux ligues de reprendre une activité, c'est le cas de l'action des associations d'anciens combattant pour la défense de leur pension. Georges Lebecq, président de l'Union Nationale des Anciens Combattants, appelle ses membres de la région parisienne à se rassembler le 6 devant le Grand Palais[15]. Au cours de la manifestation sur les banderoles surgit le slogan « Nous voulons que la France vive dans l'honneur et la propreté. ». Pour l'historienne Annette Becker, ce genre de manifestation rentre dans l'unité de temps de la génération perdue : « un ensemble parfaitement tragique : unité de temps, le 11 novembre, unité de lieu, le monument aux morts, unité d'action, la cérémonie commémorative[16]. ». Le pouvoir passe du parlement à la rue, plus d'un millier de manifestations sont organisées entre février 1934 et mai 1936 en raison d'une crise politico-sociale de la France. C'est la « rupture de l'écosystème républicain » selon Serge Bernstein[17] qui est caractérisé par un changement du monde rural, sur lequel, repose l'idéal républicain du petit propriétaire de la classe moyenne, est menacé par les transformations de ce début de siècle. Le Sénat veut protéger les paysans car c'est un monde qu'ils idéalisent en étant celui de la sagesse et de la tranquillité sociale. Les changements de gouvernement qui ne durent que six mois en moyenne vont entraîner une crise de régime qui connait son acmé lors du 6 février 1934. Cette menace de perdre l'assise sociale des classes moyennes, va entrainer celle-ci vers les mouvements extrémistes. Les ligues retrouvent de la verve et un but pour faire tomber « la gueuse ». Le travail de ce mémoire va tenter de comprendre la continuité des ligues au mouvement poujadiste en Sarthe. La population de

[13] POISSON Emmanuel, « Ligues de droite et d'extrême droite au Mans », in *La Province du Maine*, Tome 12, 1999 p.27-74

[14] ADS72 : 1M191, rapport mensuel sur l'état d'esprit de la population 1930-1933

[15] TARTAKOWSKY Danielle, *Les droites et la rue : histoire d'une ambivalence, de 1880 à nos jours*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2014, 221 p.

[16] Kechichian Albert, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes : Travail, famille, patrie*, Paris,Champs Vallon, 2014

[17] BERSTEIN Serge, *La France des années 30*, 4ème édition., Paris, Colin, « Collection Cursus », 2003, 186 p.

ce département s'est en effet montrée réceptif à ces mouvements politiques, malgré une tradition républicaine et modéré depuis l'avènement de la Troisième République. Il s'intéressera principalement aux ligues des Croix-de-Feu et à la défense paysanne et aux partis politiques du colonel de La Rocque (PSF) et de Pierre Poujade (U.D.C.A.). Les sources proviennent des archives départementales de la Sarthe avec l'étude des séries d'archives des cabinets de la préfecture de la Sarthe, des sous-préfectures de Mamers et la Flèche. Les principales sources de ce mémoire étant les rapports mensuels sur les états d'esprits de la population ainsi que les notes des renseignements généraux sur les mouvements politiques. L'utilisation de la presse locale et partisane à l'exemple de *La Sarthe*, l'*Ouest-Eclair*, *La Dépêche du Maine*, *L'Unité Ouvrière et Paysanne de la Sarthe*, *La Liberté du Maine*, la *République Sociale de l'Ouest*, l'*Ouest-France* et le *Maine Libre* permettent d'analyser le sentiment et les sensibilités de la population à l'époque de ces phénomènes. À la croisée, de l'histoire, la science-politique et la sociologie politique, ce travail dresse un tableau politique et social de la Sarthe sur une période allant de 1933 à 1958. Pour mieux comprendre les transformations et les permanences de l'histoire politique de ce département. Cependant ce mémoire ne contient pas des apports des fonds personnels à l'exemple de celui d'André Bouton[18] ou des témoignages de personnalités de l'époque. Il ne contient pas non plus des sources provenant des archives municipales du Mans concernant ceux des réunions publiques politiques sur la période 1936-1941. Il cherche à définir si une possible continuité existe entre les mouvements ligueurs, le Parti social Français et l'Union des commerçants et artisans. Ces mouvements politiques sont sous le feu d'une querelle historiographique depuis les années 1980 et met en question la possibilité d'un fascisme français à travers la figure du colonel de La Rocque et de ses mouvements politiques.

Une querelle historiographique

Le slogan du Parti Social français publié dans son livre programmatique pose la question de son non-adhésions aux idées fascistes et totalitaires. « Ni Fascisme, ni communisme ! La France heureuse, forte et libre par le Parti Social Français[19] ». Cette recherche d'une troisième voie politique est le fait d'un délitement politique, social et économique de la Troisième République (1870-1940). Sa création résulte de la dissolution des Croix de Feu en 1936 et son dirigeant, le lieutenant-colonel de La Rocque se rallie aux principes de la République[20]. Ce parti va devenir le premier parti politique en France, premier mouvement de masse à droite en proclamant un million d'adhérents. L'historiographie française et européenne se querelle à son sujet. René Rémond[21] effectue une typologie des mouvements à travers les trois familles de la Droite (Légitimiste, Orléaniste et Bonapartiste). Il

[18] ADS 72 : 115 J André Bouton : Fond non classé

[19] Le Parti Social Français, une mystique, un programme, p.1

[20] LA ROCQUE François de, BERSTEIN Serge, LA ROCQUE Hugues de, et al., *Pourquoi je suis républicain : carnets de captivité*, Paris, Éditions du Seuil, 2014, 342 p.

[21] Rémond René, *Les droites en France*, Paris, Aubier Montaigne, « Collection historique », 1982, 544 p.

applique sa typologie au PSF, en disant que c'est un parti bonapartiste comme les ligues qui sont une variante de celui-ci. Il démontre que les classes moyennes défendent la tradition démocratique et se rallient aux idées des radicaux mais sa défense personnelle du dirigeant du mouvement n'est pas appréciée par une partie de la communauté scientifique. Zeev Sternhell relance la controverse en 1978 dans, *La droite révolutionnaire : les origines françaises du fascisme,* cinq après la parution par Robert Paxton[22], de *La France de Vichy* qui relate l'histoire de Vichy et les accointances du régime avec l'hitlérisme créant une grande réaction au sein de la population française qui regarde cette période avec difficulté ce que l'historien Henry Rousso résume par son expression « un passé qui ne passe pas ». Le passé du PSF selon Sternhell, s'inscrit dans la continuité de l'idéologie de Paul Déroulède et Maurice Barrès qui ont contribué à l'émergence d'un fascisme français. Robert Soucy[23] va dans ce sens dans son ouvrage publié en 1995, *French Fascism : The second wave.,* selon celui-ci c'est le contexte de la crise des partis de Droite et l'émergence des ligues qui vont produire le fascisme en France. Il est rejoint par Michel Winock, qui s'intéresse à ce mouvement par l'attitude ambiguë de son fondateur à la République cependant Pierre Milza nuance cette analyse, selon lui l'échec de l'implantation du fascisme en France provient d'une crise économique moins grave qu'en Italie et en Allemagne. C'est la crise de la droite parlementaire et des partis républicains qui vont accentuer l'ascendant populiste des formations pour produire le mouvement des Croix-de-Feu, du Parti Social Français et du Parti Populaire Français de Jacques Doriot. Ce mouvement, pour Pierre Milza, est la première formation politique moderne à droite de par sa nature, c'est un parti qui s'adresse à toutes les classes sociales et il est électoraliste. Le PSF prend en partie modèle sur le parti Conservateur britannique. Philippe Burrin, analyse le PSF comme un mouvement « national populaire », c'est-à-dire, un parti qui reprend la rhétorique plébéienne des déclassés, de la dénonciation des élites, de la décadence avec des relents xénophobes et peut-être antisémites. Il rejoint l'analyse faite de la société française qui peut se diviser ainsi que ses élites mais en aucun cas une société où un régime fasciste n'est paru possible. Il définit l'idéologie fasciste comme suivant : « Le culte du chef, incarnant autocratiquement la direction du destin collectif, la communauté nationale militarisée, hiérarchisée selon les services rendus au parti, confondue sous l'uniforme dans la disponibilité enthousiaste et aveugle à l'obéissance et au sacrifice, avec toutes les valeurs d'un militarisme qui n'a pas d'autre ressort et ne connaît pas d'autres limites que l'exécution joyeuse de la volonté du chef[24]. ». La non-adhésion au fascisme est le fait de l'enracinement de la République, de ses valeurs ainsi que celle du libéralisme politique mêlé à la démocratie chrétienne qui ancre la République en France. Kevin

[22] F. de La Rocque, S. Berstein, H. de La Rocque, et al., *Pourquoi je suis républicain, op. cit.*

[23] Soucy Robert, *Fascismes français ? 1933-1939, mouvements antidémocratiques*, Paris, Autrement, 2004.

[24] Berstein Serge, Thomas Jean-Paul et Jeanneney Jean Noël (éd.), *Le PSF : un parti de masse à droite : 1936-1940*, Paris, CNRS Éditions, 2016, 348 p.

Passmore [25]réalise une étude de l'évolution de la Droite dans le département du Rhône dans son ouvrage publié en 1997, selon lui le PSF est un parti autoritaire, anti-libéral, anticapitaliste, antisocialiste et anti -élites. Il se dit seul représentant du peuple français en adoptant une rhétorique populiste ce que lui donne des potentialités démocratiques en ayant un fond fasciste. Pourtant malgré son succès populaire, les élites économiques ne souhaitent pas le rejoindre, à l'exemple de Wendel ou Mercier qui sont horrifiés par les positions radicales du mouvement. Pourtant en abandonnant les opérations paramilitaires issu des Croix-de-Feu, il se rapproche des positions de certains organismes catholiques ou économiques à l'exemple du syndicat de la CFTC ou les chambres de commerce des départements. Sa présence est totale à travers la création d'une section féminine (Action Civique), d'un club de sport (Société Sportive d'éducation sociale), d'un club de musique ou d'une association d'action sociale. Le cadre des trois mentalités de René Rémond est dépassé ; la diversité et les divergences des mouvements de la Droite françaises ne peuvent être contenu dans ce cadre d'analyse. Ce débat entre ceux qui affirment l'existence d'un fascisme français et leurs « adversaires » qui croit à une « allergie française » au fascisme, pour reprendre le titre de l'ouvrage de Michel Dobry[26], nous empêche de comprendre les spécificités du PSF compte tenu de sa place dans la vie politique des dernières années de la IIIème République. Antoine Prost indique que ce parti est autoritaire et conservateur car il utilise la violence dans certaines circonstances et il prouve que, quand l'extrême droite s'assagie, son audience est plus large. Pascal Ory, notifie bien la difficulté de parler de fascisme en France, quand le concept a été théorisé *a posteriori*, dans le cas d'un parti qui n'a jamais accédé au pouvoir.

Gilles Richard[27], analyse ce mouvement en montrant qu'il a fait une synthèse unique de plusieurs courants de la droite. Le catholicisme est « le moteur » de la majorité des cadres et des partisans du mouvement. Ils appliquent le catholicisme social théorisé par les encycliques, *Rerum Novarum* (Léon XIII, 1891) et *Quadragesimo anno* (Pie XI, 1931). Son ascendance politique serait l'Action libérale Populaire (ALP) fondé par Jacques Piou et Albert de Mun en 1901 qui est le premier parti de masse en France avec plus de 200 000 adhérents. Le général Raymond de La Rocque y milita et soutien le mouvement avec le ralliement du Comité d'action électorale catholique dont il était le président depuis décembre 1900. Cependant les contextes politiques n'étaient pas les mêmes ni les stratégies politiques car l'ALP est née dans un but électoraliste et de défense de la religion. Gilles Richard

[25] PASSMORE Kevin, *From liberalism to fascism: the right in a French province, 1928-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
[26] DOBRY Michel (éd.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, « Bibliothèque Albin Michel. Idées », 2003, 460 p.
[27] RICHARD Gilles, *Histoire des droites en France de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017, 634 p.

rejoint les historiens français dans son analyse de ce parti mais un événement est porteur d'une caractéristique fasciste du mouvement c'est celle du 6 février 1934.

C'est finalement le 6 février 1934 qui cristallise l'analyse des historiens anglo-saxons et qui prouvent un glissement des partis de Droite vers un national-populisme. La radicalisation des années trente tend à gommer les différences entre les organisations activistes. Pourtant l'historiographie française a montré que ce « danger » était surévalué. Il est entré dans la mythologie des Gauches et dans la genèse intellectuelle de l'antifascisme, plus préoccupé par la formation d'un fascisme national que de l'évolution extérieure de celui-ci, avec l'accession d'Hitler au pouvoir. Le Parti Social Français est une synthèse des courants de Droite (National-Populiste) en ce début du XXème siècle. Une ambiguïté est soulignée par les historiens anglo-saxons avec les agissements de la ligue des Croix-de-Feu. Kevin Passmore, Robert Soucy, Sean Kennedy [28]concentrent aussi leur analyse sur la personnalité du colonel de La Rocque imprégné de catholicisme social et des idées de Lyautey qu'il a servi durant sa carrière militaire. Ils prennent la suite aussi des travaux de Robert Paxton sur la France Vichyste. Il écrit dans un article en mars 1998 : « Il ne faut pas oublier que, jusqu'à présent, le fascisme n'a jamais recouru à un coup d'Etat, déployant ses immenses troupes de militants dans les rues pour s'emparer du pouvoir. Dans un Etat moderne, on ne peut guère imaginer un mouvement fasciste prenant le pouvoir en organisant un coup d'Etat. […] Faire appel à l'intervention directe des masses fait aussi courir le risque de concéder des avantages au plus grand ennemi du fascisme, la gauche, qui, dans l'Europe de l'entre-deux guerres, représentait encore, dans les rues et sur les lieux de travail, une force redoutable[29]. ». Son soutien à Franco et à Mussolini est souligné par ses auteurs, malgré le refus de La Rocque de rentrer dans le Front de la Liberté avec Doriot en 1937 et de sa condamnation du nazisme dès 1934. Le vocabulaire utilisé par les adhérents à l'encontre de leur président « Le chef, le boss », l'utilisation d'un vocabulaire césarien et d'une organisation militaire « les dispos, les sections » tendent à prouver, pour ces historiens, que le Parti Social Français fonctionne avec un esprit para-militaire. Les autorités se méfient dès 1936 de la constitution de ce parti qui va être impliqué dans des incidents comme celui de Clichy en mars 1937 malgré une propagande du PSF à travers les éditoriaux du *Petit Journal* en 1937 prouvant qu'il s'oppose à une guerre civile, son désir étant la réconciliation des classes et un attachement sans faille aux institutions républicaines. Les historiens anglo-saxons mettent l'accent sur un fascisme psychologique de la société française lié au contexte de l'époque, où les émotions politiques sont fortes, en raison du conflit idéologique qui s'opère en Europe entre les démocraties et les régimes totalitaires. L'historiographie française montre, quant à elle, que les formations qui se réclament du fascisme

[28] KENNEDY Sean, *Reconciling France against democracy: the Croix de feu and the Parti social français, 1927-1945*, Montreal; Ithaca, McGill-Queen's University Press, 2007, 364 p.

[29] Paxton Robert O., « The Five Stages of Fascism », in *The Journal of Modern History*, n° 1, vol. 70, 1998, p. 1-23.

comme le *Faisceau* de Georges Valois ou la *Cagoule* de Deloncle ou *les bérets* et *chemises bleues* de Pierre Taittinger n'auront aucun impact sur les résultats électoraux et ne seront pas des organisations de masse. Ce débat historiographique va nourrir notre réflexion pour répondre au questionnement de ce mémoire : Comment les ligues vont-elles transformer les mouvements et partis politiques jusqu'au mouvement poujadiste ?

Chapitre I : Les Croix-de-Feu et les Chemises Vertes, itinéraires des ligues

Introduction :

Cette première partie est une étude politique et sociologique de deux ligues complémentaires à l'échelle du département de la Sarthe. Les Croix de Feu, ligue urbaine et d'anciens combattants fournit l'armature du futur Parti Social Français quant à la ligue d'Henri Dorgères, elle séduit de nombreux paysans et forge une opposition radicale des partis de gauche et des syndicats dans le département.

La fin des combats du premier conflit mondial entraine sur le chemin du retour, des milliers de combattants qui vont reprendre une vie de civile. Le traumatisme des combats et l'expérience du feu ne sont pas comprises par une société qui souhaite vivre de nouvelles expériences. La constitution d'associations d'anciens combattants permette de retrouver la camaraderie connue dans les tranchées[30], c'est l'objectif des Croix de Feu qui voit le jour en cette fin d'année 1927. Le mouvement regroupe des combattants français décorés de la Croix de Guerre 1914-1918. À l'origine de sa création Maurice d'Hartoy, de son vrai nom Maurice-Lucien Hanot, ainsi que François Coty, grand magnat de la presse qui détient *le Figaro.* Le duc Pozzo di Borgo finance le lancement du *Flambeau*, organe du mouvement. Les Croix-de-Feu n'ont pas pour but de faire de la politique mais leur motivation principale est : « De permettre aux auteurs survivants des plus beaux actes de courage militaire de se reconnaitre et de s'entraider. » Elle veut ressusciter aussi la mystique des combattants, un idéal de fraternité qui ressemble à un honneur aristocratique mais l'association est marginalisée à ses débuts ; c'est à partir de 1928 qu'elle élargit son audience par la création d'autres associations comme les « briscards », les « fils et filles des Croix-de-Feu », les « Volontaires nationaux ». En 1929, seulement 5000 adhérents font partie de l'association malgré la prestation d'homme politique notable comme Winston Churchill prononce cette même année un discours lors d'un banquet des Croix-de-Feu en région parisienne. Avant 1934, les rapports de police, du ministère de l'intérieur sont rares sur le mouvement qui a des difficultés pour s'implanter malgré la centralisation des décisions et l'importance numérique de la région parisienne pour mobiliser les adhérents.

En 1931, le comte François de La Rocque de Séverac, lieutenant-colonel à la retraite, devient le président du mouvement. Il est issu d'un lignage nobiliaire d'ancienne extraction, il a fait ses classes d'armes auprès de Lyautey, au sein de l'arme aristocratique par excellence, la cavalerie. Il reçoit neuf citations et la légion d'honneur pour ses services lors du premier conflit mondial. Il va rendre les Croix-de-Feu plus politique en associant nationalisme autoritaire et politique paramilitaire. Son action est imprégnée des écrits du maréchal Lyautey, *Du rôle colonial de l'armée*, 1900. L'ouvrage présente

[30] A. Kechichian, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes*, Paris, Champs Vallon, p.250

le portait du soldat civilisateur, maitre d'œuvre de la mise en valeur des terres et de la fondation d'écoles au sein des pays colonisés. Dès l'année 1932, les Croix-de-Feu sont mobilisés pour accompagner les candidats conservateurs ou de Droite face à la menace d'un retour de la Gauche au pouvoir[31]. Le succès est visible ; on peut le reporter au charisme de son nouveau président qui vient de son allure martiale qui s'allie avec l'austérité de ses discours. Ce qui renforce le stoïcisme du personnage qui aime des partisans disciplinés car La Rocque va transformer le mouvement, qui est à la base un simple groupe de pression en une force politique s'attaquant aux institutions en place. Il apparaît pour la presse de l'époque et les partis de gauche comme le Mussolini français, méditant le renversement de la République parlementaire et l'instauration en France d'un régime fasciste ou fascisant. La cause de cette désignation réside dans l'organisation de son mouvement, les « dispos » qui sont organisés militairement en « mains » (équipe de cinq hommes) et en « divisions » mobilisables à tout moment. Cette crainte du fascisme par la Gauche est à nuancer, en raison de la non-existence d'un parti de masse défendant cette idée mais l'importance est de déterminer si le projet Croix-de-Feu a des affinités avec la subversion totalitaire ou la dépolitisation autoritaire.

Cette subversion totalitaire est exercée par Henri d'Halluin dit Dorgères. Celui-ci va écrire un ouvrage fondateur à son mouvement *Haut les fourches* en 1935. L'ouvrage fait suite à la constitution du Front paysan, le 28 novembre 1934, salle Wagram. La doctrine est celle d'un corporatisme traditionnaliste car Dorgères souhaite en effet l'édification d'une « République corporative ». Imprégné des idées mussoliniennes, il reproduit son organisation à travers le « squadrisme » qui permet aux militants de Dorgères de s'habiller de chemises vertes, à l'exemple des chemises noires du *Duce*. Dorgères joue sur les peurs d'engloutissement d'un monde agricole, élément que l'on retrouve dans le roman de Jean Giono, *Que ma joie demeure.* Le mouvement est présent dans l'Ouest de la France, Dorgères faisant de multiples déplacements pour fédérer les paysans face à la modernisation des moyens de production et la disparition certaine de la paysannerie. Dorgères joue aussi sur le ressentiment des paysans face aux grands propriétaires terriens car la paysannerie subit l'effondrement des revenus par la chute des prix du blé à partir de 1930 ; soit une division par deux du prix du quintal de blé[32]. Le monde rural évolue durant ces années avec la disparition de plus de deux millions d'exploitations inférieurs à cinq hectares, entre 1892 et 1925. Cette nouvelle concentration des terres va permettre l'essor des grandes exploitations qui vont pouvoir utiliser les débuts de la mécanisation des moyens de production. L'exploitant de ce type d'exploitation est le beauceron qui à sa charge entre 100 à 200 hectares qui emploie des saisonniers, qui se syndiquent

[31] WINOCK Michel et AZEMA Jean-Pierre (éd.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éditions du Seuil, « Collection XXe siècle », 2015, 327 p.
[32] BORNE Dominique et DUBIEF Henri, *La crise des années 30 : 1929 - 1938*, Paris, Éditions du Seuil, « Nouvelle histoire de la France contemporaine », 1998, 324 p.

pour revendiquer de meilleures conditions de travail. Ce ressentiment est exploité au cours des meetings. La Sarthe est un terrain favorable à l'expansion de ses idées ; cependant il devra faire face à l'organisation des syndicats agricoles qui ne partagent pas les idées ligueuses, à l'exemple du syndicat des agriculteurs de la Sarthe. L'implantation de ces deux ligues ont-elles la même réception au sein de la population rurale sarthoise ?

I.A- L'implantation de la ligue Croix-de-Feu

Les Croix-de-Feu, fier de propager leur mystique dans la cité parisienne souhaite s'implanter dans les départements ruraux où l'accueil à cette ligue est plus timide. Les sarthois ne connaissent pas cette ligue avant la révélation de son existence par un journal local.

Le journal, *La Sarthe*, est complaisante envers les ligues mancelles, puisque son rédacteur en chef Fournier Carville fustige les hommes de la Gauche sarthoise. Il annonce en avril 1933, l'existence d'un siège social au 95, rue de la Scierie alors que le mouvement n'est pas encore constitué[33]. Le café du commerce, place de la République ou l'hôtel du Cygne, avenue Thiers, jouent aussi les rôles de sièges lors de réunion mensuel. Son organisation et ses actions sont essentiellement urbaines et les directives du « Chef » sont suivi à la lettre par les adhérents. Les Croix-de-Feu ne participent pas aux élections législatives de 1932 ce qui renforce la marginalité de cette ligue. Ce processus est renforcé par le mépris de La Rocque au sujet du suffrage universel qui, selon lui, est aveugle aux différences de mérite et de capacité : « Tant que les consultations nationales ressembleront à une série de tombolas foraine, tant que le pouvoir législatif imposera ses volontés changeantes au pouvoir exécutif, le défilé des citoyens vers les urnes évoquera toujours une piteuse mascarade sous la pluie[34]. ». Ce mérite est un critère de recrutement au sein de la ligue ainsi que de soutiens pour les candidats de droites où ils jouent le rôle de service d'ordre dans les réunions.

I.A.1- Un mouvement urbain

Le mouvement connait un essor tardif au sein de la population sarthoise qui est plus habituée aux actions royalistes de l'Action Française. La section des Croix-de-Feu de la Sarthe est constituée le 29 novembre 1933. Suivant la sociologie partielle des membres de la section sarthoise, il suit le caractère bourgeois de cette ligue mais les sources sont imparfaites et incomplètes pour connaitre les effectifs complets. Les ligues trichent ou ne connaissent pas la composition de leurs effectifs, ce qui va permettre aux Croix-de-Feu, une meilleure implantation dans les milieux de la moyenne et petite bourgeoisie mancelle. Le bureau est institué au cours de l'année 1933-1934 en instituant comme président du mouvement, Joseph Lagarde, un colonel à la retraite ; Auguste Hervé est le secrétaire du mouvement ; il est aussi secrétaire administratif du *Mutilé Sarthois*, le mensuel de la société départementale de secours mutuels des mutilés et blessés et malades de la guerre. Le délégué à la propagande est Maurice Goussault, colonel en retraite, il est le président de la section du Mans.

Voici un tableau qui présente le bureau départemental des Croix-de-Feu en Sarthe :

[33] E. Poisson, *Les ligues de droite et d'extrême droite au Mans du premier cartel des Gauches au 6 février 1934*, *op. cit.*
[34] A. Kechichian, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes*, *op. cit*

Figure 1 : Composition du bureau départemental des Croix-de-Feu en Sarthe

Nom et Prénom	Fonction au sein du bureau départemental	Profession
LAGARDE Joseph	Président	Général en retraite
MET Charles	Vice-président	Colonel en retraite
CHARLENT Antoine	Vice-président	Commandant en retraite
DEQUINDRY Henri	Vice-président	Représentant de commerce
DESCHE Albert	Vice-président	Directeur de l'Alimentation sarthoise
HERVE Auguste	Secrétaire	Secrétaire administratif du *Mutilé Sarthois*
LHOMME Maurice	Trésorier	Gérant de commerce
GOUSSAULT Maurice	Délégué à la propagande et chef de la section du Mans	Colonel en retraite
M.SALMON	Responsable des Volontaires Nationaux	Absence d'information
Mme. PAGEOT	Déléguée à la propagande	Absence d'information

Le 21 octobre 1935, Maurice Goussault fait l'objet d'une fiche de renseignement[35], c'est un père fortuné, d'une famille nombreuse de neuf enfants, officier de la légion d'honneur. Il a servi en tant que commandant à l'État-major de la quatrième région puis colonel du 106ème régiment d'artillerie. Il détient une propriété par sa femme au lieu-dit « Avice » à Allonnes. Il dirige 300 adhérents au sein de la section du Mans. Les caractéristiques conviennent totalement à l'aspect sociologique du mouvement des Croix-de-Feu et à sa mystique. Cette composition sociologique est dénoncée par le journal socialiste de la Sarthe, *La République Sociale de l'Ouest* : « Ce sont en général des personnages en place ; valets du capitalisme, asservis aux campagnes d'assurance ou aux banques ;

[35] ADS 72 : 1M391 : Croix-de-Feu : fiche de renseignement du 21 octobre 1935

ensuite les docteurs, les dentistes ou des représentants des professions libérales ; puis des commerçants[36]. ». Les premières réunions sont houleuses et sont annoncées par courrier personnel rendant encore plus intrigante cette ligue qui manie les allusions à une prétendue prise de pouvoir. Guy Hautecloque revient sur celui-ci dans son ouvrage *Grandeur et décadence des Croix-de-Feu* [37]: « Des discours sur la réconciliation nationale, le programme social et quelques propos sentimentaux ou démagogiques ne servent plus qu'à enrober les annonces du 'jour J', de 'l'heure H', où, 'en versant le moins de sang possible', nous nous débarrasserons des 'salopards' et mettrons en vacances 'un parlement pourri jusqu'à la moelle'. Des réunions de cadres régionaux répétées à satiété, où un délégué général développe chaque fois le leitmotiv suivant : tout est prêt, dans n jours, le colonel prend le pouvoir. ». Le cœur de l'action des Croix-de-Feu est de convertir les Français à leur mystique : « Travail, Famille, Patrie ». Ces slogans résument les fonctions élémentaires de toute société humaine accumuler/pérenniser/transmettre ; choses/êtres/symboles et: produire/reproduire/ protéger ; subsistance/existence/ défense. C'est une sorte de christianisme social patriotique qui reprend les idées de Frédéric le Play, Albert de Mun et de l'Alliance Populaire Libérale de Jacques Piou[38] (1901-1919). Ces valeurs sont défendues par des cautions morales comme Jean Borotra puis par l'aviateur, Jean Mermoz car les deux fustigent l'esprit de friction et de fission inhérente à la politique. La solution autoritaire est une solution pour le colonel de La Rocque qui ne partage pas les valeurs de la démocratie libérale ; l'électeur moyen est incapable d'abnégation, ce qui n'est pas le cas de ses troupes. Il est inapte à discerner ce qui est bon pour la nation, ce qui va rendre le projet totalitaire attrayant pour des vétérans, dégrisés par le retour à une 'normalité' civile, synonyme pour eux d'insignifiance. Le sentiment de décadence du continent européen entraîne des écrivains comme Pierre Drieu la Rochelle, ancien combattant, à souscrire à l'option fasciste dans son ouvrage, *Socialisme fasciste* [39]: « Je suis fasciste parce j'ai mesuré le progrès de la décadence en Europe. J'ai vu dans le fascisme le seul moyen de contenir et de réduire cette décadence. [40]». Le fascisme est un projet totalitaire entendu selon la définition d'Emilio Gentile [41]: « Le fascisme est un phénomène politique moderne, nationaliste et révolutionnaire, anti-libéral et antimarxiste, organisée en parti-milice (*partito milizia*), avec une conception totalitaire de la politique et de l'État, avec une idéologie activiste et anti-théorique, avec des fondements mythiques, virilistes et anti-hédonistes, sacralisée comme une religion laïque, qui affirme le primat absolu de la nation, entendue comme une communauté organique ethniquement homogène, hiérarchiquement organisée en un État corporatiste,

[36] *La République Sociale de l'Ouest*, 1er décembre 1935, 2ème page
[37] A. Kechichian, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes*, *op. cit.*
[38] Sirinelli Jean-François (éd.), *Politique*, Paris, Gallimard, « Histoire des droites en France », 2006, 794 p.
[39] SIRINELLI Jean-Francois, *La France de 1914 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2016.
[40] Pierre Drieu La Rochelle, *Socialisme fasciste*, Ars Magna Editions,2016, 243p.
[41] GENTILE Emilio, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, « Collection Folio Histoire », 2004, 528 p.

avec une vocation belliqueuse à la politique de grandeur, de puissance, et de conquêtes visant à la création d'un ordre nouveau et d'une civilisation nouvelle. ».

I.A.2- Des actions de propagandes régulières

L'objectif du colonel de La Rocque est écrit dans la revue du mouvement le *Flambeau* : « Nous agirons par l'épanouissement de notre dispositif sur l'ensemble du territoire métropolitain et d'outre-mer, par la propagande écrite et verbale, et s'il y a par la force au service de l'ordre français[42]. ».

Les actions sont régulières pour ce mouvement qui ne se cantonne plus à des banquets d'anciens combattants. Le combat est même recherché pour recréer l'atmosphère des tranchées à l'exemple des cérémonies du 11 novembre ; La Rocque fait défiler de manière militaire ses adhérents qui répondent par des saluts militaires sur les Champs-Élysées[43]. Le mode de la phalange prête à combattre est utilisé par l'organisation des « dispos » ce sont pour La Rocque des services d'ordre. C'est un style de démonstration de force sur les terres de l'adversaire pour prouver son existence car elle démontre le caractère fougueux de la ligue. La Rocque suit les pas de son chef, Lyautey qui préconise de : « Montrer sa force pour n'avoir pas à s'en servir. ». Le 27 novembre 1933, ils jouent le rôle de trublions au sein du congrès du désarmement au Trocadéro car les politiques Briandiste et pacifique sont les cibles des actions de cette ligue. En Sarthe, c'est le placardage régulier d'affiches qui est la principale activité de la ligue. Le Mans ne connait pas durant les années 1920-1930 de grandes parades de ligueurs en uniformes. Pour preuve de cette situation, le 10 mai 1933, la fête de la Jeanne d'Arc[44]. Elle est célébrée de manière grandiloquente et dérisoire, car Le Mans n'a pas de statue de celle-ci. Une modeste statue en plâtre est placée dans la cour de l'église de la Couture. Les gerbes de fleurs sont déposées par les ligues et leurs comités. Elles sont gardées par des commissaires de l'Action française et des membres des Jeunesses Patriotes. Les actions sont plus précises à la suite du 6 février 1934 car les renseignements et la population sarthoise font plus attention à cette ligue qui souhaite regénérer la nation française.

[42] La Rocque, *Flambeau*, 11 novembre 1932, p.2
[43] KECHICHIAN Albert, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes : Travail, famille, patrie*, Champs Vallon, 2014.
[44] E. Poisson, « Ligues de droite et d'extrême droite au Mans », art cit.

I.A.3- Une dépendance à l'égard de Paris

À l'exemple des Jeunesses Patriotes de Pierre Taittinger, les Croix-de-Feu ont une ambition nationale[45]. A contrario des ligues strictement à dimension locale comme la Ligue mancelle contre l'immoralité, la Ligue de Défense catholique de la Sarthe, la Ligue de défense des contribuables se réservent une action locale. Les ligueurs sont très encadrés et le siège parisien désigne lui-même les responsables locaux car elle poursuit une organisation très pyramidale. À chaque section il y a un président, un ou des vice-présidents, un secrétaire, un délégué à la propagande et un trésorier. C'est la même chose lors de la création de « filiales » comme les volontaires nationaux qui vont venir capter un public exclu de la vie politique officielle. Il n'y a aucun gros bailleur en Sarthe ou au Mans qui apporte une bénédiction à ses ligues donc elles doivent quémander des moyens à leurs adhérents ou au siège. Avant 1934, les rapports de police[46] apportent des renseignements sur le peu d'intérêt qu'ont soulevé les ligues et les sections installées au Mans. Les annonces régulières des Croix-de-Feu dans le quotidien *La Sarthe* sont des coups d'épées dans l'eau. Elles ne sont pas prises au sérieux cependant la crise du 6 février 1934 va réveiller les opposants aux ligues. La peur de voir la République disparaître du fait d'un coup d'Etat ligueur lance la presse de gauche dans le discrédit de cette lame de fond nationaliste.

[45] *Ibid.*
[46] AD Sarthe, 1M191 : État d'esprit de la population 1930-1933

I.B-Le 6 février 1934, l'acmé ligueuse

En janvier 1933, un membre de la fédération des contribuables prononce : « Nous entreprendrons une marche convergente vers cet antre qui s'appelle le Palais-Bourbon et, s'il le faut, nous prendrons des fouets et des bâtons pour balayer cette chambre d'incapables. [47]». L'atmosphère de ce début d'année 1934 est délétère le gouvernement radical de Chautemps est mis en minorité. Il tombe le 27 janvier 1934 suite à l'affaire Stavisky. L'homme soi-disant professionnel de la finance est retrouvé mort dans son chalet le « Vieux logis » suite à l'affaire des crédits municipaux de Bayonne où il détourne 200 millions de francs avec la complicité du maire, Joseph Garat. Cette affaire financière symptôme de l'affairisme des milieux de la Troisième République ainsi que de la crise économique : 400 banques ferment entre 1931 et 1935, la Banque Nationale de Crédit chute. Le nombre de chômeurs décuple de 1931 à 1936, plus de 436 000[48]. On maquille ce chômage par le recours par le travail partiel. La crise est partout, elle remet en cause tous les pans de la société et son imaginaire pourtant la modernisation de l'économie française se poursuit. La clientèle des ligues se retrouve en accord avec les grands intérêts économiques qui souhaitent une modernisation forcée car ces milieux financiers souhaitent utiliser les ligues pour changer la constitution vers le modèle fasciste italien.

Cette crise va catalyser le syncrétisme idéologique des ligues qui seront dans l'ensemble présentes lors de la marche vers le Palais Bourbon. Le catalyseur principal étant l'hostilité au parlement alors les partisans d'une République autoritaire se réunissent autour de l'idée d'un exécutif fort. L'année 1934 est un tournant : les Croix-de-Feu ne veulent plus jouer les forces supplétives au service des gouvernants modérés. La ligue prend ses distances avec les autres mouvements et le 6, La Rocque appelle à une manifestation sur la rive gauche : « à l'écart de la pagaille, dans l'ordre et le calme, sans entrer dans le Parlement mais en s'en approchant d'assez près pour donner un coup de semonce sévère[49]. ». La décision de Daladier le 3 février, de remplacer le préfet de police de Paris Chiappe, favorable, aux ligues met le feu aux poudres. La Rocque est conscient que ses idées deviendront majoritaires par la conquête de l'esprit public. L'appel plus large aux masses empêche une stratégie globale pour les mouvements ligueurs et la confusion est renforcée par la quasi-absence de signes distinguant les organisations. La majorité des manifestants du 6 février est porteur d'un sentiment de colère envers un régime qui ne répond pas aux aspirations de la Nation. Le bilan est terrible puisque que l'on dénombre 15 morts dont un policier, 1435 blessés dont 780 policiers. Les troupes Croix-de-Feu se sont dispersées en bon ordre vers 20h45 en restant à l'écart de la Concorde où les affrontements ont lieu. Daladier démissionne sous la pression le 7 février, alors qu'il doit être investi le 6,

[47] D. Tartakowsky, *Les droites et la rue*, *op. cit.*
[48] D. Borne et H. Dubief, *La crise des années 30*, *op. cit.*
[49] Nobécourt Jacques, *Le colonel de La Rocque (1885-1946), ou, Les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, « Pour une histoire du XXe siècle », 1996, 1194 p.

logiquement le Président Lebrun nomme Gaston Doumergue pour un gouvernement dit de « trêve, d'apaisement et de justice ». Il est éphémère et plonge la République dans une tourmente politique majeure. L'année 1934 marque aussi la traduction de *Mein Kampf* aux Editions latines qui renforce le sentiment des Croix-de-Feu selon lequel face aux périls militaires ; il faut imposer un régime autoritaire en France[50].

I.B.1- Absence de réactions des ligues

Les travaux de Maurice Chavardès[51] montrent l'importance de la presse dans les émeutes du 6 février 1934. Le 6 février 1934 est regardé de manière détachée par *La Sarthe* alors que *La République Sociale de l'Ouest* la regarde par le biais de la crise parlementaire. Ce dernier prend en compte le problème des ligues à partir de son édition du 27 janvier 1934 : « les citoyens [sarthois] expriment (…) leur mécontentement de voir des hommes politiques influents mêlés à ces scandales financiers[52]. » Les sarthois suivent les événements mais « sans se passionner outre mesure » car pour eux, c'est un jour comme un autre. La perte de dynamique des ligues, à partir des années 1924-1925, est confirmée ainsi que la thèse d'une difficulté de pénétration des idées ligueuses au sein d'une population rurale, effrayée par les idées ligueuses. Les conférences publiques attirent peu de monde et les Croix-de-Feu ne sont pas prêts comme l'ensemble des neuf ligues présentes en 1934 à fomenter une démonstration de force dans les rues du Mans. Pourtant le colonel de La Rocque a envoyé une lettre à ses représentants régionaux pour se tenir prêt à intervenir le 6 février. Le maire, Félix Geneslay, par un arrêté municipal, interdit sur la voie publique les manifestations qui n'ont pas eu une autorisation[53]. Paris ne donne aucun ordre pour passer à l'action. Les ligueurs parisiens se rendent compte de la désarticulation de leur mouvement, hyper-mobilisé mais concentré à Paris et sans relais dans les départements.

[50] A. Kechichian, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes*, *op. cit.*
[51] E. Poisson, « Ligues de droite et d'extrême droite au Mans », art cit.
[52] *La Sarthe*, 27 janvier 1934
[53] COLLET Robert, *Essai sur la vie politique au Mans et dans la Sarthe sous la IIIème République : 1870-1939*, Le Mans, S.I:S.n,c.a, 1960, 77 pages, p.50

I.B.2- Une population qui ne se préoccupe pas de ce qui se passe à Paris

La population sarthoise sera plus réceptive à ce qui se passe le 13 février 1934 avec le rassemblement des organisations de gauche, soit plus de 4000 manifestants selon la *République Sociale de l'Ouest* et 200 selon *La Sarthe*. C'est le signe d'une volonté de la gauche de faire l'union de toutes les forces sociales face aux nationalistes. Le 30 mai 1934, une échauffourée éclate devant le café du commerce où siège les « Croix-de-Feu et briscards » ; d'autres ligueurs sont présents ceux de l'Action Française et des Jeunesses Patriotes à cause de la participation lors de la réunion de Georges Scapini, président de l'association des Aveugles de guerre et auteur de *l'Apprentissage de la nuit* en 1929. L'échauffourée se termine par le bris de glace du magasin Renault, rue de l'étoile. Pour les élections cantonales du 7 et 14 octobre 1934, La Rocque a interdit à ses hommes de se réclamer de leur appartenance au mouvement sur leurs tracts de candidats. Il ne donne pas de consigne de vote ; un questionnaire plus élaboré qu'en 1932 est soumis aux candidats de droites et conservateurs pour les cantonales de 1934. En Sarthe le mouvement compte depuis 1931 un conseiller général en la personne du docteur Pottier dans le canton de Beaumont-sur-Sarthe et Monsieur De Grammont de Lesparre dans l'arrondissement de La Chartre-sur-Le-Loir. La rumeur enfle en cette fin 1934 car un rassemblement « fasciste » doit se faire en Normandie et se diriger vers la cité mancelle. Il n'a pas lieu mais laisse la population en alerte, ce qui est confirmé par une lettre du préfet de la Sarthe au Ministre de l'intérieur en date de décembre 1934 : « La masse-il ne faut pas s'en étonner-ignore ou ne comprend pas la nécessité de tels délais et ce fait tout psychologique commence à créer une atmosphère de mécontentement qui pourrait avec le temps aller en s'aggravant. […] l'ajournement indéfini ou lointain des décisions parlementaires ou judicaires serait d'un effet regrettable dans l'opinion[54]. » La presse s'empare de ce sentiment en cette année 1935.

Des sections sont créées à Mamers, à la Flèche, avec à leurs têtes comme à la section du Mans, des anciens militaires en la personne du commandant De Moras et du capitaine Charles Métayer. Ce dernier est un engagé volontaire depuis 1898 et ses services ont valu une promotion en tant qu'officier durant le premier conflit mondial. Il reçoit la légion d'honneur, la croix de guerre avec palme et la médaille coloniale. Il est blessé quatre fois puis réformer à 55 % à cause de ses blessures, enfin il est rayé des cadres pour raison de santé. La Flèche est un terreau d'anciens officiers avec la présence du prytanée militaire. Sa fiche de renseignement démontre qu'il a un caractère entier et autoritaire [55]: « exécuterait sans discussion tous les ordres pouvant lui être donnés par le siège central […] son influence à la Flèche même ne semble devoir jamais dépasser le cadre restreint des Croix-de-Feu. ». Voici un tableau résumant l'organisation des principales sections des Croix-de-Feu en Sarthe :

[54] ADS 72 : 1M192 : Rapport hebdomadaire sur l'état de l'opinion publique de la Sarthe : décembre 1934
[55] ADS 72 : 1M191 : Fiche de renseignement concernant Charles Métayer

Figure 2 : Composition des sections Croix-de-Feu de la Sarthe

Nom de la section	Nom et Prénom	Responsabilité au sein de la section	Profession
Bonnétable	M. PATRY	Chef de la section	Absence d'informations
Bonnétable	M. DUBAU	Responsable Volontaires Nationaux	Absence d'informations
La Flèche	METAYER Charles	Chef de la section	Ancien officier d'active
La Ferté-Bernard	M.PALADEAU	Chef de la section	Absence d'informations
La Ferté-Bernard	M.MACE	Volontaires Nationaux	Absence d'informations
Le Mans	GOUSSAULT Maurice	Chef de la section	Colonel en retraite
Le Mans	REBOULEAU Victor	Secrétaire	Général de réserve
Le Mans	ROY Philippe	Trésorier	Colonel en retraite
Mamers	De MORAS Charles	Chef de la section	Chef de bataillon en retraite
Mamers	M. BEAUDIN	Vice-président	Capitaine de réserve
Saint-Calais	M. DE GRAMMONT	Chef de la section	Absence d'informations
Sablé	DESALAY Charles puis M. LEBOSSE	Chefs de la section	Agent d'affaires et retraité des PTT

Sablé	Madame LEBOSSE et Madame DESALAY	Chefs de la section féminine	Absence d'informations
Sablé	DESALAY Charles	Responsable Volontaires nationaux	Agent d'affaires
Sillé-Le-Guillaume	TOUZARD Robert	Chef de la section	Docteur en médecine

Les actions des comités Croix-de-Feu sont défendues par la *Dépêche du Maine*, l'organe de presse des catholiques conservateurs. En juin 1935 ils écrivent : « Les Croix-de-Feu sont d'authentiques anciens combattants. Ils ont offert leur vie pour défendre le pays contre un péril venu de l'extérieur. La noblesse de leur sentiment ne pouvant faire de doute[56]. » Le 6 février 1935 est fêté par la section de la Flèche ; le sous-préfet de la Flèche, Louis Dramard, relate l'événement : « J'ajoute que, du point de vue local, ce mouvement ne semble pas appelé à prendre beaucoup d'extension ni à exercer une influence quelconque sur l'opinion[57]. ». Cependant l'activité militante de cette section est régulière avec l'apposition d'une affiche le 19 juin « Pas 24 heures » protestant contre le renversement du gouvernement Bouisson. Le 27 juin 1935, des membres de la section vont voir La Rocque à Tours ; le sous-préfet note que « les projets du siège central ne soient pas divulgués et les membres des sections ne connaissent qu'au dernier moment le jour et le lieu de rassemblement. ». Le 14 juillet 1935, une manifestation contre le fascisme a lieu à Paris ; *Le Pays fertois* dans son édition du 5 juillet, parle d'un fascisme qui n'existe pas : « Les groupes de gauche, dirigés par Daladier, ont décidé de faire le 14 juillet 1935, une grande manifestation contre le fascisme qui d'ailleurs n'existe que dans leur imagination. C'est donc dans cette manifestation où les communistes tiendront le rôle principal, qu'est le vrai danger des troubles[58]. ». C'est la formation du Front Populaire et de la mystique de la Gauche de cette époque qui exacerbe les oppositions surtout chez les catholiques. *La Dépêche du Maine* renchérit dans un article du 14 juillet 1935 : « Le gouvernement est faible. La République est en danger. Il faut le rétablissement de l'autorité, la nécessité d'un gouvernement fort[59]. ». Cette nécessité d'un gouvernement fort est défendu par Maître Assicot, membre des Croix-de-Feu, et Secrétaire départemental du Mutilé Sarthois ; il défend par plusieurs articles dans *le Pays Fertois* la

[56] *La Dépêche du Maine*, juin 1935
[57] ADS 72 : 1M190 : rapport mensuel de la préfecture 1935-1939 : février 1935
[58] *Le Pays Fertois*, 5 juillet 1935
[59] *La Dépêche du Maine,* 14 juillet 1935

doctrine de la ligue : « le Français doit rechercher le bien-être des siens l'éducation des enfants, une vie familiale simple honnête et propre[60]. ». Assicot suit le changement tactique opéré par La Rocque vers les œuvres sociales, en vue de conquérir la classe ouvrière. C'est dans son ouvrage *Service Public* publié l'année précédente qu'il théorise sa doctrine sociale. Il souhaite éradiquer la misère matérielle et morale car c'est la quête de l'honneur comme dans une société aristocratique qui doit primer. Dans une série d'entretien à l'hebdomadaire *Sept*, la quête de la mystique ne le quitte pas : « Quand je parle de mystique française, je n'ai pas la bêtise d'en vouloir faire une Religion. La France ne saurait sans périr renoncer à aucune de ses traditions, traditions religieuses en tête[61]. ». Cette mystique va se bureaucratiser avec l'édiction de normes par l'appareil administratif de la ligue car La Rocque cherche par toutes les manières à réaliser, sa « parousie » d'un ordre social articulant hiérarchie et concorde. Le 22 juin 1935, des membres des Croix-de-Feu de la Sarthe assiste près de Chartres, à la Fresnay-le-Gilmert, à un meeting de La Rocque[62]. Il a lieu dans à la ferme des Joncs, dans la propriété du maire Henri Popot, délégué du mouvement d'Eure et Loir. L'utilisation d'une propriété privée vise à éviter toute confrontation directe avec les partis de gauche et mouvements antifascistes. Ce meeting est resté célèbre grâce à l'équipe du *Time Magazine* qui réalise un documentaire sur le mouvement intitulé *The march of Time*. La scène est devenue célèbre par le fait que La Rocque prononce son discours dans un char à foin, entouré de ses partisans en uniforme. Il va laisser dans l'imaginaire des Américains puis Européens un style présumé fasciste des Croix-de-Feu. Les militants défilent en costume civile, le défilé est sinueux et la gestuelle n'est pas uniformisée. *La République sociale de l'Ouest* s'en moquera : « Quelques coups de revolvers, quelques blessées ; des poses théâtrales sur une charrette renversée à l'ombre d'un étendard à tête de mort ; c'est Casimir. Les vacances sont finies, les plages ont vomi vers l'intérieur les messieurs Croix-de-Feu[63]. ». Le mois d'octobre 1935 voit l'opposition se radicaliser et souhaiter une dissolution, ce qui contredirait la loi de 1901 pour Maurice Ajam, Vice-Président de l'Alliance Démocratique dans sa chronique « La ligue et la loi[64] » : « dissoudre les ligues revient à annuler la loi de 1901. » puis le 6 décembre 1935 : « Que n'a-t-on pas brodé sur les ligues et sur les Croix-de-Feu en particulier. Pour les faire passer aux yeux du public pour de vrais monstres, on a accumulé sur leur compte, mensonge et calomnies. Contre la dissolution des ligues. ». La réaction ne se fait pas attendre à travers la plume de Jean-Maurice Lepetit-Hermann dans *la République Sociale de l'Ouest.* Il préconise de divulguer les noms des adhérents des ligues pour mettre une pression à la dissolution de ces mouvements. L'attitude des membres est surveillée par les autorités, le commissaire central adresse le 5 décembre 1935 au préfet

[60] *Le Pays Fertois*, 27 septembre 1935
[61] *Sept*, 28 décembre 1934 p.4
[62] A. Kechichian, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes*, *op. cit.*
[63] *La République sociale de l'Ouest*, 6 octobre 1935
[64] *Pays Fertois*,29 novembre 1935

de la Sarthe, une note sur un Monsieur Menu, officier de réserve, membre des Croix-de-Feu : « M. Menu, officier de réserve, serait à ce titre possesseur d'un revolver et possède également un fusil de chasse. Considéré comme impulsif, violent M. Menu est susceptible de constituer en cas de trouble un élément dangereux, d'ailleurs il ne cache pas qu'il ne connaitrait personne et qu'il ferait usage de ses armes le cas échéant. » ou encore « M.M Castille et Esnault sont aussi des exaltés. Parlant avec exagération, ils estiment que le moment de prendre les mairies et les préfectures, est proche, mais ne tiennent généralement ces propos que lors qu'ils sont pris de boisson[65]. »

La fin de l'année 1935, se termine par une réunion Croix-de-Feu à la Flèche, le 28 décembre 1935 où Jacques Eynaud, secrétaire du mouvement dorgériste en Sarthe est présent. Cela met l'accent sur la porosité des membres des ligues car certains adhérents sont présents dans plusieurs ligues ou associations d'anciens combattants c'est le cas de Maitre Assicot et Bernard d'Aillières. Jacques Eynaud vient ici en sympathisant ; il souhaite un front paysan qui réunirait l'ensemble de la population face à une République chancelante.

[65] 1M391 : Croix-de-Feu : Note du commissaire central à monsieur le Préfet de la Sarthe, 5 décembre 1935

I.B.3- Le Front Populaire ou le chemin de la dissolution

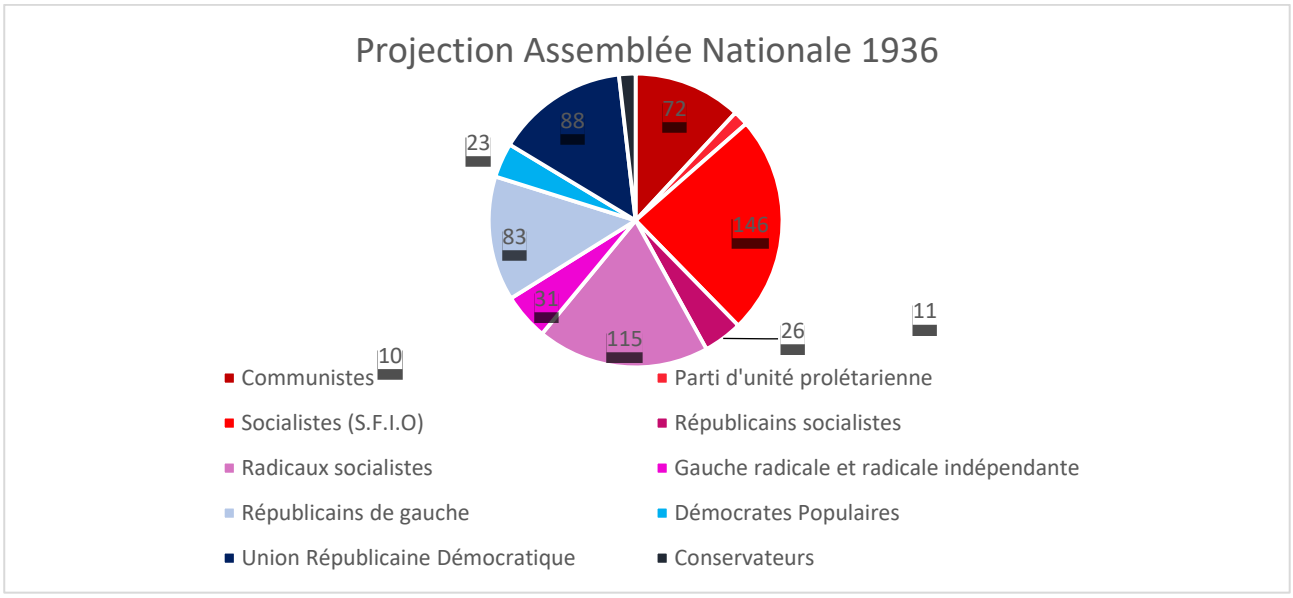
L'année 1936 commence par des échauffourées entre les ligues à cause de la vente de leurs journaux qui se fait par des adhérents dans la rue des minimes. Le 15 février 1936, une bagarre éclate entre les vendeurs du *National*, des membres de la *Solidarité française* et des socialistes et communistes[66]. Suite à cette bagarre, le maire du Mans prend un arrêté qui interdit la vente des trois journaux. Cette bagarre prend une dimension dans le climat délétère qui règne dans la presse locale ; *la République sociale de l'Ouest* s'en prend vivement aux ligues dans un article du 9 février 1936 [67]: « Nous connaissons les noms de ceux qui se sont laissés entrainer dans les formations factieuses. Nous vous rappelons qu'un commerçant Croix-de-Feu de la région parisienne dont « *le Populaire* » a cité le nom, a vu en un mois son chiffre d'affaire baisser de 65%. [68]». Le journal radical socialiste, *le Bonhomme Sarthois,* ne fait aucune allusion aux Croix-de-Feu. La gauche fédère ses forces à travers le Front Populaire ; cependant, en Sarthe, les radicaux se divisent et ne souhaitent le rejoindre, Jean Montigny successeur de Caillaux à la députation déclare le 4 août 1935 : « Les démocrates doivent dire : ni avec les Croix-de-Feu, ni avec le Front Populaire. ». Les Croix-de-Feu cherchent avant le scrutin à réincorporer les ouvriers dans le mouvement : « Les prolétaires, nos frères les plus aimés, reconnaissent enfin dans nos actes de vérité qu'ils cherchaient vainement chez leurs 'dirigeants ' parasites[69]. ». La conception du Président des Croix-de-Feu du milieu ouvrier est l'espérance d'un retour aux relations de face à face qui rétablit l'harmonie originelle de l'atelier artisanal. Le souhait d'une concorde professionnelle passe par un état de vie qui suit la mystique, celle de la frugalité, « l'honnête pauvreté » magnifiée par les doctrines de Salazar et pris en modèle par les partisans de La Rocque. Ce discours ne prend pas auprès des ouvriers sarthois qui préfèrent les communistes et les amis de Dorgères. La ligue ne sait pas si elle doit se transformer en parti mais elle lance des candidats dans la bataille des législatives mais La Rocque n'a pas le sens tactique d'Hitler ou de Mussolini. Il garde auprès de l'opinion l'image mythifié d'un héros de guerre qui suit un code de l'honneur. Celui-ci prohibe tout risque qui entacherait la réputation de pureté. Dans une note confidentielle, La Rocque souhaite changer la vision que les Français ont sur le mouvement : « Les Croix-de-Feu sont encore considérés par beaucoup de Français (et même dans certains milieux modérés) comme des factieux et violents. Leur participation aux élections diminuerait grandement la portée de ce jugement et leur concilierait certainement un grand nombre de sympathies nouvelles[70]. ». Les dirigeants se rendent compte qu'ils peuvent atteindre des populations jamais réceptives aux

66 MIOSSEC Marie-Sophie, *Les ligues de droite à la transformation en partis politique à travers la presse sarthoise du 7 février 1934 à 1939*, Mémoire, Université du Maine, 1994, 141p. (dactyl.).
67 *La République Sociale de l'Ouest,* 9 février 1936
68 *La République Sociale de l'Ouest,* 9 février 1936
69 LR, « Sang-froid », FL, juillet 1934, p.3
70 AN,451, AP91, document 162 p.2

discours de la ligue à l'exemple des paysans. L'organisation du mouvement centralisé ne manque que d'une articulation entre le travail parlementaire et le travail militant, ce qui leur permettrait de prendre le pouvoir. Les Croix-de-Feu devront créer un groupe ex-nihilo, ce qui se révèle un grand travail car on ne peut obliger un parlementaire à entrer dans un groupe. Sinon ils sont condamnés à la marginalité électorale. Elle n'est que relative car un candidat est proche des Croix-de Feu, Bernard d'Aillières, est élu en 1936. Le commissariat spécial du Mans, dans son rapport le 7 avril 1936, démontre que le mouvement n'est implanté qu'en milieu urbain et non dans les campagnes sarthoises : « […] la « fameuse croisade d'entraide sociale » des Croix de Feu vise essentiellement les grandes agglomérations urbaines, son but étant avant tout antimarxiste. En définitive ce mouvement demeure dans l'ensemble, à l'état squelettique dans la Sarthe. ». Pourtant la presse de gauche comme *l'Unité Ouvrière et Paysanne de la Sarthe* a peur de la prise du pouvoir par cette ligue : « À la faveur de quelques assassinats de militants en vue ou d'administrateurs républicains, on s'emparerait des places et on y mettrait quelques fidèles de la tête de mort[71]. ».

En Sarthe, la vague Front Populaire ne déferle pas, en raison de l'échec de l'union des radicaux-socialistes mené par Jean Montigny et des forces de Gauche. Le programme du Front Populaire, résumé par le triptyque « le pain, la paix, la liberté », n'empêche pas une défaite relative de la droite : elle ne perd que 80 000 voix. La gauche ne progresse relativement que de 300 000 voix. Au soir du 3 mai 1936, la gauche remporte 389 sièges dont 72 pour les communistes,149 pour la S.F.I.O, 111 pour les Radicaux et 57 sièges pour les divers gauche que nous pouvons représenter avec une projection du parlement de 1936 :

Figure 3 : Projection de l'Assemblée Nationale 1936



[71] *Unité Ouvrière et Paysanne de la Sarthe*, 8 avril 1936

Le déclin du parti radical s'opère à ce moment où en nombre de voix les socialistes deviennent le premier parti de gauche. Cette analyse ne marche pas en Sarthe où les radicaux socialistes sont majoritaires en termes de municipalités acquises, 152 et plus de 370 délégués sénatoriaux, ce qui leur permet de maintenir leur mainmise sur le département. François Saudubray est élu dans la première circonscription ; il s'inscrit au groupe des Démocrates Populaire tout comme Paul Goussu car ils sont les fondateurs de ce parti en Sarthe et des militants des organisations catholiques sarthoises. Le dernier député de droite élu est Bernard d'Aillières, sous la bannière de la Fédération Républicaine, en obtenant le soutien des Croix-de-Feu locaux. Ceux-ci obtiendront 36 députés dont 29 sympathisants parmi lesquels Henri Kerillis, responsable du centre de propagande des républicains nationaux et Robert Schuman, député de la Moselle[72]. Les élus radicaux sont Jean Montigny en dissidence avec la ligne de ceux-ci, dans l'arrondissement de La Flèche, et Théophile Romastin, maire de Beaumont-Pied-de-Bœuf, élu dans l'arrondissement de Saint Calais. Cette victoire entraine une liesse populaire et une série de grèves que le pays ne connaissait pas auparavant. La philosophe Simone Weil, ouvrière à l'usine Renault-Billancourt, témoigne de la joie des grévistes : « Cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure, une joie sans mélange… Joie de passer devant les chefs la tête haute… Joie de vivre parmi les machines muettes au rythme de la vie humaine[73]. ». On élabore au sein des usines des cahiers de revendications qui rappellent les cahiers de doléances prérévolutionnaire. Les ouvriers prennent soin de leur machine, malgré la présence d'un esprit de kermesse au sein des usines. En juin 1936, il y a 12 142 grèves sur tout le territoire et encore 1688 en juillet mais au plus fort des grèves 1,5 millions de personnes seront concernés par le mouvement. En Sarthe différentes usines sont affectées par la grève générale, celles de Carel, Chappée rue Janzy, la fonderie Martin rue Saint Pavin et la S.T.A.O route de Sablé au Mans. Le mouvement se poursuit et sera par contre plus long e à l'usine de fonderie d'Antoigné de Sainte-Jamme-sur-Sarthe[74]. Ce conflit social met la pression sur le gouvernement Blum, qui dès son investiture, règle cette question par les accords de Matignon, le 8 juin 1936. L'État s'érige pour la première fois en arbitre des grandes forces sociales. Puis Blum pousse les communistes à terminer les grèves ; Maurice Thorez indiquera dans ses messages : « Il faut savoir terminer une grève. ». Ces réformes menées vigoureusement par le gouvernement Blum s'arrêtent face au choix monétaire de dévaluer le Franc face aux autres monnaies. Pour le gouvernement cette dévaluation permettrait de relancer la demande du marché intérieur et rendre les entreprises françaises plus compétitives mais cela s'avère un échec car la production industrielle stagne et la crise n'a pas permis à l'industrie française de moderniser ses appareils. Le nombre de chômeurs, malgré les réformes sociales passent de 660 000 à 750 000 entrainant une

[72] A. Kechichian, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes*, *op. cit.*
[73] Mayeur Jean Marie, *La vie politique sous la Troisième République : 1870-1940*, Paris, Editions du Seuil, « Points. Histoire », 1984, 445 p
[74] E. Poisson, « Ligues de droite et d'extrême droite au Mans », art cit.

radicalisation politique des opposants et partisans du Front Populaire. Le suicide du ministre de l'intérieur, Roger Solengro sous la pression des groupes d'extrême-droite, fait peser des menaces sur le gouvernement. Des intellectuels se réclament du fascisme à l'exemple de la rédaction de la revue *Je suis partout* dirigée par Robert Brasillach, Lucien Rebatet, Pierre-Antoine Cousteau et Alain Laubreaux. Ce noyau dur fasciste n'occupe qu'une fraction de la droite extrême. L'imaginaire de la Droite se forge sur une invasion des « rouges » dans tous les secteurs de la vie. Le 14 juin 1936, les Croix-de-Feu en Sarthe organisent une kermesse à Solesmes, dans le parc du Château de la Martinière. Sur le modèle du rassemblement de Chartres en 1935, un orateur venu de Paris répète inlassablement la mystique du parti. Plus de 150 voitures font le déplacement pour cette démonstration de force avant dissolution. Presque 1500 personnes y assistent dont l'ensemble des sections de la Sarthe.

Les décrets des 18 et 23 juin 1936 vont dissoudre le « Mouvement social français des Croix-de-Feu » et les associations des « Croix-de-Feu et Briscards » et « Volontaires nationaux ». La Rocque crée en urgence le Mouvement social français pour empêcher des saisies de la justice. En germe de cette association, l'idée de créer un parti fait son chemin chez le « patron » qui ne souhaite toujours pas solliciter le suffrage universel : « Je n'ai jamais sollicité de mandat. Je n'entends pas en solliciter à l'avenir. [75]». Un des seuls chroniqueurs du *Flambeau* qui se risque à préconiser pour la création d'un parti, Jacques de Lacretelle, académicien : « Je vois d'abord à l'origine de leur mouvement une idée, un but ; la solidarité nationale. […] La formation d'un parti social français en est le prolongement naturel. Social, français qui peut répudier ces mots ? Qui heurtent-ils ? Quel gouvernement ne serait tenté d'écouter les voix qui ont adopté cette devise ? Et qu'on ne prétende pas que ce ne sont que des mots. L'œuvre sociale des Croix-de-Feu, les services de ses sections féminines peuvent témoigner de faits et montrer des chiffres où la politique n'a rien à voir. Quant à l'autre parti du programme, qu'il soit permis de dire que le baptême des Croix-de-Feu, par sa simplicité et son absence de romantisme a restitué au nationalisme beaucoup de choses qu'il avait perdues dans les réunions électorales[76]. ». La dissolution est contestée par des sections, telle que celui de la Flèche que le sous-préfet Louis Dramard le relate, le 18 juillet 1936 : « Quelques adhérents au Mouvement Croix-de-Feu, pour protester contre la dissolution de cette ligue, ont arboré des drapeaux tricolores à leurs fenêtres et portent un ruban tricolore à leur boutonnière[77]. ».

L'année 1936 se termine par la mort du jeune maire du Mans Félix Geneslay, qui décède le 12 novembre 1936. Il est remplacé par René Lebrun membre de la majorité radicale du Mans mais ce décès est annonciateur des difficultés du gouvernement Blum, le 13 février 1937, dans un discours,

[75] LR, FL, le 18 avril 1936
[76] *Flambeau*, 9 novembre 1935
[77] ADS 72 : 1M190 : Rapports mensuels 1935-1939

Léon Blum annonce la pause dans les réformes. Celle-ci annonce la fin du gouvernement de Front Populaire. Les Croix-de-Feu à la fin 1935 apprivoise leur intransigeance ligueuse par leur mutation en un parti politique. Cette transformation est subie et non souhaité à cause des deux décrets de dissolution. La nature du nouveau parti est la continuité des Croix-de-Feu : « La séance continue. Des circonstances indépendantes à [de] notre volonté nous contraigne à changer de peau, elles ne peuvent nous faire changer d'âme. Le PSF, dès maintenant continué, n'est pas un nouveau parti, ce n'est que la forme adaptée aux circonstances nouvelles du grand mouvement de rénovation né de la guerre.[78] ». Cette transformation partisane ne sera pas le cas des Chemises Vertes de Dorgères.

[78] MIOSSEC Marie-Sophie, *Les ligues de droite à la transformation en partis politique à travers la presse sarthoise du 7 février 1934 à 1939*, Mémoire, Université du Maine, 1994141p., (dactyl.).

I.C- Les chemises vertes dorgéristes

Après avoir analysé le mouvement des Croix-de-Feu, il est utile d'analyser un autre mouvement pour apprécier l'influence des ligues au sein du département. Il s'agit des chemises vertes d'Henri-Auguste d'Halluin dit Henri Dorgères.

En 1928, des affiches sont placardées dans tout le département par des partisans d'Henri-Auguste d'Halluin dit Dorgères. Le texte appelle les agriculteurs à se regrouper pour se défendre « contre les impôts mal fait ». Une réunion est organisée à Saint Calais sans suite. Le 22 novembre 1929, une réunion est organisée à la Halle aux Toiles aux Mans. Les deux chantres de l'extrême-droite paysanne sont présents en la personne de Gabriel Fleurant alias Fleurant Agricola, président du Parti agraire depuis 1928 et Henri Dorgères, promoteur du Progrès agricole de l'Ouest. 150 personnes assistent à la conférence montrant une petite attention à l'union de ses deux mouvements. Cependant cette réunion inquiète la sûreté générale en février 1930 qui fait par de « velléités de formation d'un Grand Parti agraire » concluant « ce mouvement provoqué par quelques ambitieux déçus, ne parait avoir aucune chance d'aboutir dans le secteur de la Sarthe. ». Ce jugement sera démenti partiellement par un activisme très régulier et un succès auprès des paysans.

I.C.1- Une ligue dynamique

Après l'échec de fédérer les paysans en 1932 à Rennes en Front Paysan[79]. Cette manifestation a regroupé 15 à 20 000 personnes derrière une large banderole arborée par une cultivatrice en coiffe et un maire en costume cornouaillais. Le cortège se dirige vers la Préfecture et se heurtent aux forces de l'ordre. Après cet échec, Dorgères se met à écrire une doctrine politique dans *Haut les fourches,*en 1935, il défend sa vision d'une société corporatiste comme les Croix-de-Feu à la différence que les références aux fascismes sont présentes. On en veut pour preuve par l'utilisation des adhérents du mouvement de chemises vertes et une organisation sur le modèle du *squadrisme* mussolinien. L'utilisation de l'uniforme est à Droite comme à Gauche un marqueur identitaire qui permet de repérer l'ennemi. Dorgères veut une restauration d'une société rurale corporatiste et traditionnaliste par une voie autoritaire. Comme dans le cas des Croix-de-Feu, il y a un rejet de la modernité politique et une remise en cause des principes libéraux d'une société démocratique. L'adhésion est rapide en Sarthe car le Parti Radical ne sait répondre au malaise diffus des paysans. Celui-ci provient de l'exode rural et de la crise qui sera ressentie dès 1932. Ils voient disparaitre un monde, à l'exemple du témoignage de Grenadou, paysan beauceron, dont Alain Prévost a recueilli le témoignage : « En 1932, voilà la crise. Le blé tombe de cent cinquante à cent francs. Plus la peine de battre puisque je pouvais plus vendre ! La crise n'a pas d'abord touché la viande, mais bientôt tout a suivi : la boucherie, les betteraves, les haricots, toutes les graines. On a gardé de la graine de betterave deux

[79] D. Tartakowsky, *Les droites et la rue, op. cit.*

ans dans le grenier sans arriver à la vendre. Une année elle valait cent sous, trois francs l'autre, et pour finir les marchands ne payaient même pas[80]. » La crise révèle que les notables agrariens ne sont plus les représentants exclusifs du monde paysan. Un temps de haine s'installe dans la campagne sarthoise. Le sous-préfet de Mamers, Paul Théry, le relate : « Le point délicat réside toujours dans le chômage des ouvriers agricoles et dans la situation fâcheuse des jeunes gens qui ont pris des fermes à bail au cours des dernières années[81]. ». L'État encourage l'acquisition de terres par les paysans exploitants, grâce à la loi de 1918 qui permet d'avoir des prêts à 1 ou 2% par l'intermédiaire des caisses agricoles. Celui-ci doit permettre le redressement de l'agriculture française dont le rendement a baissé de plus de 40 points durant le premier conflit mondial. Les agriculteurs ont payé un lourd tribut parmi les 1 322 000 Français mort au combat. On encourage la parcellisation avec une polyculture des terres. L'État crée en 1927, l'Institut de Recherches Agricoles au sein du Ministère de l'Agriculture, qui se consacre aux travaux de recherches sur la sélection de variétés pour les principales cultures. La surface cultivée se situe à l'époque entre 7 et 50 hectares ; ce qui permet de faire intervenir des ouvriers agricoles qui cohabitent au sein des fermes avec trois générations soit cinq à dix personnes vivant sous le même toit. L'État encourage la hausse de la productivité à l 'hectare avec l'usage des engrais. Au cours des années trente, « La France consomme à l'hectare le tiers des engrais potassiques et à peine la moitié des engrais azoté utilisées en Allemagne[82]. » La loi du 11 avril 1924 crée l'Office National Industriel de l'Azote (ONIA). Une usine de production d'engrais azotés par synthèse à partir de l'azote de l'air, selon le procédé Haber-Bosch mis au point par la firme allemande BASF, est installé à Toulouse. Elle débute sa production en 1927 et permet la diminution des importations de guanos du Chili qui permet la fabrication de cet engrais. L'office est original car elle a un statut public, mais la commercialisation des ammonitrates qu'elle produit est réalisé par un consortium de sociétés privées. Ce sont les compagnies de chemins de fer qui vont accentuer cette pression car il voit l'augmentation de la production agricole comme une aubaine. La possibilité d'augmenter le trafic de fret.

La révolte paysanne en Sarthe est coordonnée par un acteur majeur des chemises vertes, Jacques Eynaud, bras droit de Dorgères. Il se fait remarquer par ses activités contre la réforme des allocations familiales. Le mouvement réapparait en Sarthe grâce à Eynaud qui écrit dans le journal de Sablé le 5 juin 1935 « coups de fourches » qui explique la doctrine dorgériste[83]. Le 20 octobre suivant, un comité de défense se constitue dans la Sarthe. Le président est Adolphe Besnard, agriculteur à Teillé,

[80] D. Borne et H. Dubief, *La crise des années 30*, *op. cit.*
[81] ADS 72 : 1M190 : rapports mensuels : mars 1935 n°3
[82] Sous la direction de DUBY Georges et WALLON Armand, *Histoire de la France rurale*, Tome 4, depuis 1914, Seuil, Paris, 1992, 768 p., pages 64-70
[83] ROSIER Michel, « Entre Corporatisme et politique une forme de la contestation paysanne : du premier au second dorgérisme dans la Sarthe (1935-1959) », in *La Province du Maine*, vol. 107, 2005, p. P.441-472.

les deux vice-présidents sont aussi des agriculteurs en la personne de La Barre de Teillé et Vital Mairie de Ballon. Le trésorier, Michel Graffin des Touches, est propriétaire de terres à Pontvallain. Le secrétaire est Jacques Eynaud, cultivateur à Chantenay. Il est aussi secrétaire général du mouvement au niveau national. Lors de cette constitution du bureau il réitère la volonté de libérer les paysans par une réforme de l'État et d'une politique traditionnaliste : « Libérer la paysannerie de son exploitation par les féodalités financières et politiques, (opérer) la réforme de l'État qui doit être basée sur la famille, le métier et la région. ».

Les actions sont pour l'instant traditionnelles pour cette ligue : on organise des meetings régulièrement comme à Mamers le 24 février 1936, afin d'imposer un rapport de forces avec plus d'un millier de cultivateurs présents pour entendre Eynaud, Besnard et Dorgères. Assiste à cette réunion le docteur Pottier qui est adhérent Croix-de-Feu et conseiller général de Beaumont-sur-Sarthe. La porosité des membres entre les ligues est encore une fois, ici, soulignée à travers l'exemple de la vente des meubles du Sieur Turpin à Laval avec la présence des sections de l'Action française, Front Paysan et de Dorgères pour empêcher le bon déroulement de la vente de ses biens [84]. Des actions coups de poings sont organisé comme à Rouillon, lors de la journée du marché où Dorgères organise un meeting devant 1500 personnes. Celui-ci se déroule comme dans le cas des Croix-de-Feu dans un lieu privé, la prairie à proximité, de la Briquetterie Lainé. Plus de 2000 personnes assistent au meeting dont un tiers sont des adhérents des ligues dissoutes des Croix-de-Feu, Action française et Jeunesses Patriotes. Dorgères défend avec ardeur, tel un tribun, son programme : « Malgré tous les décrets possibles on ne saurait arrêter l'élan d'un tel mouvement. » Le Front Paysan n'étant pas dans la ligne de mire du gouvernement Blum, il peut continuer son action. *Le pays Fertois* s'enchante en septembre 1936 des performances de Dorgères : « M. Dorgères est vraiment un orateur, il sait intéresser son auditoire dans un langage clair, compréhensible, tantôt gravement, tantôt avec humour (…) il fut acclamé, ovationné, il le méritait, lui qui n'a reculé et ne reculera devant rien pour obtenir le droit des cultivateurs à être considérés comme tous les français[85]. » Le meeting étant improvisé, il provoque des heurts avec les forces de l'ordre et les forces de gauche qui voient le succès de celui-ci auprès des ouvriers ruraux. *L'unité ouvrière et Paysanne de la Sarthe* le relate dans son édition du 28 août 1936 : « Les chemises Vertes ont été tolérées, comme si leur groupement n'était pas une ligue fasciste. Sans doute, Dorgères a-t-il tenté de présenter ses bandes comme des espèces de comité de défense professionnelle de la paysannerie mais le document qui nous a été transmis par un ex-adhérent des chemises Vertes convaincra nos lecteurs : c'est un groupement factieux, organisé militairement, où les adhérents doivent obéir aveuglement aux ordres de leurs chefs, sans qu'ils aient été appelés à en

[84] ADS 72, 1M361

[85] Rosier Michel, « Entre Corporatisme et politique une forme de la contestation paysanne : du premier au second dorgérisme dans la Sarthe (1935-1959) », in *La Province du Maine*, vol. 107, 2005, p. P.441-472.

discuter[86]. ». Régulièrement sont invité des personnalités du mouvement des départements limitrophes de la Sarthe. C'est le cas de Legouez, délégué de l'Eure, présent à des réunions en 1937. Le mouvement prospère tout au long des années 1937-1938 par l'organisation de réunions dans des villes peu peuplées comme Piacé, Rouillon, la Chapelle d'Aligné, la Chapelle Saint-Rémy, Poillé-sur-Vègre. Ce qui représente 4 à 5 réunions par mois en 1938. Le Front Paysan s'adresse à la périphérie du département et ne se préoccupe pas de son implantation dans le milieu urbain. Cette tâche peut permettre au mouvement de quadriller la campagne sarthoise par des comités qui se transforment en formations paramilitaires avec le symbole du mouvement : fourche et faux entrecroisées sur gerbe de blé[87]. Le noyau des Chemises Vertes en Sarthe provient du nord du département ; la majorité des réunions a lieu dans l'arrondissement de Mamers et une autre partie dans celui de la Flèche. La sociologie des adhérents est celle d'exploitants propriétaires qui a un bon niveau d'étude. Au maximum même si les sources sont partiales, les Chemises Vertes auront 2 000 adhérents.

Le congrès régional organisé à Sablé constitue l'acmé ligueuse de la Sarthe lors de l'organisation du congrès régional des comités de défense paysanne à la salle Carnot de Sablé, plus de 1200 personnes participent au banquet tandis que 6000 militants assistent au meeting. La Sarthe est représentée par les frères Hervé, agriculteurs, Gaston de Duneau, René de Montmirail et Jacques Eynaud. Ils se terminent par une opposition avec les forces de l'ordre comme le relate *La Dépêche du Maine* : « Les cultivateurs forcèrent le barrage des gardes mobiles et quelques coups furent échangés[88]. ».

En 1939, le mouvement s'essouffle mais Jacques Eynaud poursuit son travail en organisant dans une même journée des successions de meetings, par exemple le 14 janvier 1939 comme le relate l'adjudant Croissart chargé de l'expédition des affaires à Mamers [89]. Il est à Saint-Cosme à 11h puis Mamers à 15h et à Louvigny à 18h. Le lendemain *l'Echo du Loir* annonce plusieurs réunions à Cré-sur-Loir, Bazouges, Verron, La-Chapelle-d'Aligné. Dans cette dernière commune, il s'exprime devant 50 à 60 personnes, développent le programme en ses termes « Défense de la Famille, du Métier, de la Patrie. Préparation de l'avenir pour assurer la vie des enfants » protéger « patrimoine et faire œuvre de patriote, corporation ou collectivisme. Il faut choisir. ». Il en profite pour attaquer les chambres des agriculteurs en prévision du scrutin professionnel qui va suivre. Le 23 février 1939, il organise une réunion chez lui devant 300 personnes, soit trois fois moins que l'année précédente. Le choix de sa résidence prouve que le choix d'une salle n'est pas autorisé ou sécurisé par les forces

[86] *L'Unité Ouvrière et Paysanne de la Sarthe*, 28 août 1936
[87] MIOSSEC Marie-Sophie, *Les ligues de droite à la transformation en partis politique à travers la presse sarthoise du 7 février 1934 à 1939*, Mémoire, Université du Maine, 1994, 141p. (dactyl.).
[88] *La Dépêche du Maine,* 10 septembre 1938
[89] ADS 72 :1M392 : Ligue de la Défense paysanne

politiques et de l'ordre qui ne savent pas comment endiguer ces ligueurs verts. La dernière action menée est l'obstruction d'une vente sur saisie, le 26 juillet 1939 au domicile du Sieur Maucourt, demeurant au Puisard commune de Tresson. *L'Unité ouvrière et Paysanne de la Sarthe* [90]voit des signaux de son essoufflement dès mai 1938 : « Absence totale de programme, de doctrine d'idée : on y invente la lutte des classes entre ouvriers et paysans. ». Les chemises Vertes n'étant que dans la contestation, ils ne peuvent avoir un discours modéré pour essayer de prendre le pouvoir. Aucune conversion comme les Croix-de-Feu n'est voulus par Dorgères. L'idéologie fasciste ne passe dans l'opinion française, surtout auprès des agriculteurs, malgré l'élan vitaliste mussolinien qui irrigue Dorgères et ses partisans. L'insuccès est aussi un problème de personnalité et des échecs aux élections législatives de 1936 et à la chambre des agriculteurs.

[90] *L'Unité Ouvrière et Paysanne de la Sarthe*, mai 1938

I.C.2- Les paysans sarthois rétifs

Les Syndicats des agriculteurs sont importants en Sarthe, la chambre d'Agriculture de la Sarthe présidé par De Nicoläy, 30 rue Paul Ligneul, présente 47 172 adhérents ; le syndicat des agriculteurs de la Sarthe pour sa part comptabilise 30 000 adhérents soit 11% des agriculteurs sarthois, celle-ci va promouvoir ses idées dans la revue *l'agriculteur sarthois*. L'année 1939 est une année à enjeux pour la chambre des agriculteurs avec une élection au sein de celle-ci. Le scrutin tourne autour de la question des allocations familiales. Le décret du 14 juin 1938 est un *cassus belli* pour les dirigeants des Chemises Vertes. Jacques Eynaud constitue une liste face à celle des dirigeants agricoles. Durant sa campagne, il demande aux agriculteurs de ne pas payer leurs cotisations aux allocations familiales. Il récolte 1900 voix, ce qui n'est pas assez pour gagner cette élection. Il est même mis en minorité dans son canton de Brûlon[91].

On constate les mauvais scores aux législatives, pour deux candidats de la Fédération Agraire de la Sarthe que sont : Oscar Fauconnier, agronome dans la deuxième circonscription qui comptabilise 5,45% des voix et Louis Lecomte, cultivateur à Volnay, dans la circonscription de Saint Calais qui obtient 8,71% des voix. Les résultats sont en décalage avec la notoriété de Dorgères, dans son rapport mensuel du 21 mars 1935, le sous-préfet Paul Théry s'inquiète de l'agitation des paysans locaux [92]: « L'agitation agraire qui se développe dans certaines régions voisines n'a point encore troublé la population, et j'espère que celle-ci continuera à faire preuve de sagesse, malgré le désir que certains pourraient avoir qu'il en fût autrement. ». Les candidats subissent le scrutin d'arrondissement où les candidats élus sont souvent des notables (maires, conseillers généraux, président d'association). Ils subissent aussi l'implantation des syndicats agricoles qui prônent les idées radicales et républicaines. L'image du petit propriétaire de classe moyenne est toujours présente durant les années trente. Elle s'efface après la Seconde Guerre mondiale.

[91] M. Rosier, « Entre Corporatisme et politique une forme de la contestation paysanne : du premier au second dorgérisme dans la Sarthe (1935-1959) », art cité.
[92] ADS 72 :1M392 : Ligue de la Défense paysanne

I.C.3- Les limites des chemises vertes

Les limites sont plurielles pour cette ligue surtout celles des personnalités. Jacques Eynaud menant le mouvement, il obtient cependant une certaine notoriété à travers sa responsabilité de secrétaire général du mouvement. Il n'arrive pas à faire décoller le nombre d'adhérents. Malgré la participation des figures comme Jean Bohuon en juin 1938 à la Flèche, l'idéologie ne fait pas assez d'adepte. Son anticommunisme virulent « Luttons contre le communisme » l'empêche de percer auprès de la classe ouvrière qui le prend pour un diviseur : « Dorgères inculque la haine », « Prenez gardes paysans, ne vous laissez pas conduire par Dorgères à la guerre civile[93]. ». *Le Bonhomme Sarthois* sort lui de sa réserve concernant Dorgères après son meeting à Rouillon alors qu'il ne fait jamais allusion aux activités des Croix-de-Feu et Jeunesses Patriotes. C'est le cas aussi du journal *La Sarthe* qui met dans ses colonnes les comptes-rendus des réunions des ligues.

Le constat est que la France rurale de l'entre-deux-guerres a l'unité et la diversité d'un archipel, avec des îles riches, et d'autres assoupies ou mortellement meurtries par la saignée de 1914. Le sort des cultivateurs s'améliore et la génération d'après-guerre est prête à lancer le monde rural dans la modernisation. Celle-ci ne permet pas une adhésion au fascisme, ce que défend l'historien Philippe Machefer[94] : « La cause principale de l'échec de ce fascisme paysan réside sans doute dans l'étroitesse de sa base socio-économique, un monde de petits et moyens paysans en déclin dans un pays en voie d'industrialisation. ». Pour preuve un tiers de la population active est composé d'ouvriers, mais l'homme politique des partis notables comme le Parti Radical ou l'Alliance Démocratique, ne s'intéresse pas encore à eux car il est enfermé dans un dualisme économique où il ne semble s'intéresser qu'au paysan, à l'artisan, au petit commerçant. Entre 1892 et 1925, près de deux millions d'exploitations inférieures à cinq hectares ont disparu. Cette évolution de la concentration des terres permet de faire travailler 7 millions de personnes qui se répartissent dans 4 millions d'exploitations. Les grandes exploitations représentent 60% des terres à l'époque[95]. Ces « grands propriétaires » sont la cible de Dorgères qui souhaite la renaissance d'un monde agricole imaginaire à l'image de la conception du colonel De La Rocque d'un monde agricole de l'époque moderne où la noblesse fait son devoir de protection envers les paysans. C'est une conception aristocratique qui ne prend pas en compte les évolutions économiques de la société et de l'affirmation de l'individu démocratique.

[93] *L'Unité Ouvrière et Paysanne de la Sarthe*, novembre 1936
[94] M.-S. Miossec, *Les ligues de droite à la transformation en partis politique à travers la presse sarthoise du 7 février 1934 à 1939*, *op. cit.*
[95] D. Borne et H. Dubief, *La crise des années 30*, *op. cit.*

Conclusion de la première partie :

Les ligues sarthoises n'accroissent pas leur influence au cours des années 1930 ; en effet les années 1937 et 1938 laissent présager des difficultés en nombre d'adhérents et financières. Le mouvement dorgériste en Sarthe s'éteint progressivement à partir de 1939. Henri Dorgères fait un retour remarqué dans les années 1950 au sein du département. Les deux mouvements ont des similitudes dans l'organisation des actions puisque certains membres assistent à des réunions de l'un ou de l'autre comme Eynaud, le bras droit de Dorgères. La sociologie et l'implantation ne sont pas les mêmes. Les Croix-de-Feu et leur mystique concernent surtout les cols blancs manceaux et les catégories socioprofessionnelles supérieures comme les medecins, les avocats. Les Chemises Vertes, quant à elle, se préoccupent des petits paysans et des agriculteurs mais leur implantation ne perce pas au sein du milieu rural sarthois, acquis aux idées radicales de la Troisième République. Néanmoins avec les sources présentes, il est difficile dans le cas des Croix-de-Feu, de connaître leur influence véritable au sein du département. Les deux ligues ont en revanche une implantation locale similaire dans les cantons de Saint-Calais, la Flèche, Bonnétable, Mamers. Les périphéries sont plus sensibles aux idéologies ligueuses car elles ressentent de manière plus forte la crise économique et la perte d'un monde qu'il percevait comme rassurant et idéalisé. Les habitudes du monde rural se rapprochent du milieu urbain en termes d'habillement et alimentation, ce qui harmonise les habitudes sociales des français. Les choix stratégiques divergent pour les deux ligues, celle des Croix-de-Feu doit s'adapter à sa dissolution pour fonder un parti politique afin de partir à la conquête du pouvoir. Le colonel de La Rocque veut mettre en place un parti de masse avec une discipline exemplaire, le Parti Social Français qui prend forme en juillet 1936 ; il prend pour modèle les organisations des partis de gauche : « Nous mettons au point des statuts indispensables. Ceux des SFIO [SIC] et du parti communiste nous apporterons les formules et les méthodes les plus autoritaires. Nous nous en inspirerons[96]. » écrit le chef du PSF en date du 11 juillet 1936. La marche vers le pouvoir est enclenchée pour le futur plus grand parti de l'histoire politique de la France.

[96] LR, « Vers le pouvoir », FL,27 juin 1936, p.1

Chapitre II : Des Croix-de-Feu au Parti social français

Introduction :

La transformation d'une ligue en un parti politique est une opération délicate. Elle est menée à bien par le colonel De La Rocque. Il peut compter sur la base militante des Croix-de-Feu qui le rejoignent pour une grande majorité. Une autre partie part vers le Parti populaire de Jacques Doriot fondé en juillet 1936. Une minorité se retrouvent dans des petites organisations fascistes comme la Cagoule de Marcel Bucard car ils ne sont pas d'accord avec la tactique opérée par La Rocque de jouer le jeu démocratique et renoncer à une prise de pouvoir violente. Ce mouvement populaire interclassiste regroupe en son sein diverses cultures politiques et va vouloir s'adresser à l'ensemble des français. Le « rêve PSF » se substitue à la mystique des Croix-de-Feu fondé sur l'honneur aristocratique. Ce pragmatisme politique est incarné par Edmond Barrachin dirigeant du bureau politique du PSF et en charge de la préparation des élections. Les statuts de ce nouveau parti sont calqués sur ceux de l'Alliance Démocratique de Pierre-Etienne Flandin et de la S.F.I.O de Léon Blum. Le 12 juillet 1936, l'assemblée constitutive se déroule à Paris où l'aviateur Jean Mermoz prononce un discours, qui démontre la dimension charismatique du parti à travers la figure du Colonel de La Rocque : « Voyez-vous, moi j'aime la mystique du chef. Je ne connais que le chef. […] En France, nous crevons d'un manque de chef et, quand nous en avons un, nous passons notre temps à le critiquer, et à le juger. [97]». À son lancement, le parti compte 500 000 adhérents, ce qui démontre son caractère de masse. Il va essayer de se donner l'image d'un parti acteur de la rénovation politique et au-dessus des partis. Cette position d'un « centrisme » *sui generis* est une position difficile à tenir[98]. Accusé de fascisme par les partis de Gauche, trop populiste pour les partis de Droite, il est au centre des attaques des acteurs politiques et associatifs en cette fin des années 1930. En Sarthe, la fédération se constitue rapidement dès juillet 1936 et le maillage des Croix-de-Feu est récupéré pour l'organisation de la fédération. Ce quadrillage va permettre l'essor d'une fédération dynamique qui s'adresse à l'ensemble des sarthois par son programme, ses actions sociales et sportives. Il se veut une alternative au Front Populaire. Il ne se définit pas comme fasciste car il rejette les totalitarismes. Le Parti social Français est un parti qui englobe tous les pans de la vie d'un citoyen et, nouveauté c'est le premier parti qui s'adresse aux femmes et fonde des sections féminines. Cependant le rôle des femmes est celui d'une vision conservatrice de la part de ce mouvement. Comment va s'implanter ce parti au sein de la vie politique sarthoise après l'échec des Croix-de-Feu ?

[97] PHILIPE Rudaux, *Les Croix de Feu et le P.S.F*, Editions France Empire., Paris, Editions France-Empire, 1967, vol. 1, 400 pages p.4

[98] Serge Bernstein, *« Le centre à la recherche de son existence »* in La culture politique en France, Vingtième siècle, n°44, octobre-décembre 1994, pp.19-24

II.A-De la ligue au parti, la méfiance des autorités

L'étude de ce mouvement se fait à l'aune des réactions des autorités préfectorales et des opinions des journaux locaux et des partis de gauche qui voit dans ce nouveau mouvement une renaissance de la ligue des Croix-de-Feu. Ce qui sera vite démenti avec un personnel renouvelé et des succès politiques lors des élections cantonales de 1937.

II.A.1- Organisation

Au préalable, la dissolution des ligues s'est bien déroulée dans le département ; le préfet de la Sarthe note le 27 juin 1936 : « Aucune manifestation digne d'être signalée. La dissolution des ligues a été opérée dans la Sarthe, sans incident. [99]» Le 13 juillet 1936 est émaillé d'un incident dans les rues du centre-ville du Mans comme le relate *l'Unité Ouvrière et Paysanne de la Sarthe et La Sarthe* [100]: « Une camionnette automobile, décorée de quatre drapeaux aux couleurs nationales, occupé par cinq jeunes gens a parcourue les rues de la ville en lançant des tracts. « M. Le Maire vous invite à pavoiser aux couleurs nationales ». Derrière cette voiture suivait à peu de distance une autre automobile dans laquelle avait pris place M. Daragon, ex-secrétaire de l'association des « Jeunesses Patriotes » dissoute ». Cet événement n'est pas isolé, ainsi à la Flèche, le 18 juillet 1936, le sous-préfet, Louis Dramard, relate l'évènement dans son rapport mensuel au préfet : « Quelques adhérents au Mouvement Croix de Feu, pour protester contre la dissolution de cette ligue, ont arboré des drapeaux tricolores à leurs fenêtres et portent un ruban tricolore à leur boutonnière. [101]» Pourtant les autorités font attention que le Parti social français ne soit pas la reconstitution d'une ligue. Les premiers membres du PSF s'abstiennent de parler des Croix-de-Feu.

Le 20 juillet 1936, le Parti social français crée une fédération en Sarthe. Son délégué départemental est le docteur de Langre. Le parti va prendre un siège au Mans, 1 rue de Bel Air au sud de la ville. C'est un appartement au premier étage loué à l'organisation par M. Reudet de l'hôtel de Paris. Le café Prod'Homme, place Carnot, sert aussi aux réunions du parti à ses débuts. La structure de la fédération reprend celle des Croix-de-Feu, avec une organisation en section puis sous-sections pour des quartiers. Le vocabulaire « section » démontre une certaine nature militaire du mouvement. Le mouvement compte, dès aout 1936, 140 adhésions. Sa structure s'étend rapidement avec la constitution de deux sections dont celle de la Flèche (bureau constitué le 6 janvier 1937) avec un monsieur Lecat, propriétaire de l'hôtel de l'Image, rue Grollier en tant que président. Il est accompagné d'un monsieur De Lescalle, vice-président de la section et d'un monsieur Bordier, trésorier et ex-membre des Croix-de-Feu. Une section se constitue aussi à Sablé, le 9 septembre 1936,

[99] ADS 72 : 1M190 : Rapports mensuels, 120 pièces, n°30
[100] *L'Unité Ouvrière et Paysanne de la Sarthe* et *La Sarthe* édition du 13 juillet 1936
[101] ADS 72 :1M190 : Rapports mensuels, n°31

avec à sa tête René Lebosse, retraité des postes. Le bureau de la section comprend Georges Desalay, agent d'assurance et secrétaire ; une madame Pierre dirige la section féminine de la section. Le PSF comptera plus de 300 000 adhérents, soit plus que les 150 adhérentes du Parti Radical et les 2800 à la S.F.I.O.[102]. Elle se réunit souvent à l'hôtel du Pont d'Erve. Des réunions ont lieu dans des petites communes entre septembre et octobre, Lombron, Parcé-sur-Sarthe, La Chapelle-Saint-Fray, preuve que le message du parti se diffuse dans les campagnes et ne se limite pas à une assise urbaine. Le PSF joue aussi sur sa nouveauté en s'adressant à une classe moyenne qui se sent en perte de vitesse avec les transformations de l'économie française. La structuration se poursuit avec la tenue régulièrement de réunions à la salle Maupertuis. Le 8 octobre 1936, une première grande réunion se tient avec l'envoi de plus de 3000 convocations dans les départements limitrophes de l'Orne et l'Eure et Loir. L'envoi des invitations, de manière discrète, reprend le modèle de fonctionnement d'une ligue pour ne pas connaitre les identités des membres du parti. Charles Vallin, du comité central à Paris est présent et il vient défendre sa vision du parti : « Il ne s'agit pas d'un nouveau parti, mais [de] la continuation d'un parti qui existait à l'état latent et dont la mystique est née de la guerre[103]. » La réunion se passe sans incidents devant plus de 1000 auditeurs. Cependant, le préfet de la Sarthe envoie une note au cabinet du ministre de l'intérieur le 6 octobre 1936, sur la méfiance des autorités envers ce parti et la complexité de comprendre son organisation : « J'ajoute que le Parti social français fait l'objet, de la part des services de police et de gendarmerie du département d'une surveillance très rigoureuse bien qu'elle soit rendue particulièrement difficile par l'organisation très spéciale de ce groupement et par la personnalité de ses membres. [104]». La fédération sarthoise prend une nouvelle envergure, un mois plus tard, lors d'une réunion de la fédération, salle Maupertuis. Une centaine de chefs de sections de Sarthe et Mayenne sont présents. Les deux fédérations regroupent plus de 2000 adhérents. Rouillon, chef des fédérations de province, est présent pour l'élection d'un président pour chacune des fédérations. Le chirurgien De Langre est élu à l'unanimité. Il reste le président de la section sarthoise jusqu'en 1940. Le bureau est constitué avec Emile Courtois, sans emploi et ex-membre des Croix-de-Feu comme secrétaire ; Guy et Henri Midol s'occupent de la propagande tandis que le docteur Fallot, il préside les jeunesses du Parti social français. Cet exécutif nous indique que le parti essaye de récupérer le maximum de notables pour faire un maillage du territoire et trouver une respectabilité auprès des électeurs. Il est aussi à noter que des ex-membres des Croix-de-Feu sont présents dans les exécutifs du parti.

[102] BERSTEIN Serge, THOMAS Jean-Paul et JEANNENEY Jean Noël (éd.), *Le PSF : un parti de masse à droite : 1936-1940*, Paris, CNRS Éditions, 2016, 348 p.
[103] APP,1962, rapport de synthèse, 31 juillet 1936
[104]ADS 72 : 1M195 : Rapports mensuels de la Préfecture 1936-1939 : 6 octobre 1936

Le parti va atteindre entre 3700 et 3800 adhérents selon la carte du nombre d'adhérents dans les départements de Jean-Paul Thomas.[105] Il s'agit de moins des trois premiers quintiles en pourcentage des électeurs inscrits. Dans la région, le département de la Loire-Inférieure possède plus de 17 446 adhérents où le général Louis Alexandre Audibert, chef de la section de Clisson, mène le mouvement avec passion. Le Maine et Loire compte plus de 7292 membres en 1937-1938, dont de nombreux viticulteurs qui sont plus aptes à voter pour les radicaux comme le démontre Kevin Passmore[106]dans sa thèse. Il faut noter que les rapports de police à l'époque ne donnent aucun chiffrage cohérent, se limitant à des données globales. Le ministère de l'intérieur n'établit pas un recensement exhaustif, ce qui entretient le mythe du nombre d'adhérents du Parti social français. Toutefois, à l'échelle de la France, on peut convenir qu'un homme de 18 ans sur 40 était adhérent au PSF. Le parti organise son premier congrès du 18 au 20 décembre rend un hommage après la disparition Mermoz dans une expédition le 7 décembre 1936. *La Sarthe* du lundi 21 décembre retranscrit la déclaration du Parti social français donné par le colonel de La Rocque : « Le parti décide de jouer complètement son rôle dans l'activité civique, de se dresser victorieusement s'il est nécessaire contre les tentatives des partis de révolution cherchant à imposer leur dictateur par cette violence qu'il réprouve et dont il n'a pas peur. […] Le parti donne mandat à son comité exécutif de parvenir à cette renaissance de la patrie, non au bénéfice d'une minorité, mais pour le plus grand bien de la France réconciliée suivant la mystique impérissable des Croix-de-Feu. [107]». Le Parti social français compte sur ses huit parlementaires pour diffuser ce message à travers les instances du pouvoir et le territoire.

L'année 1936 se termine par une réunion de la part du Docteur Leroy à Saint Calais, au théâtre de la commune, le 29 décembre. Le maillage du territoire sarthois est une réussite ; pas un canton ne comporte pas une section PSF. Ce succès ne va pas plaire à une partie de la presse de Gauche qui voit que le PSF n'est qu'un successeur des Croix-de-Feu ou bien une reconstitution de la ligue. C'est ce que dit déjà en 1935 Gaston Rageot au sein du *Flambeau* [108]: « Un parti ne peut jamais se dégager de ses origines. Il reste une coterie élargie. L'esprit de coterie est mortel pour la vie nationale. ».

[105] THOMAS Jean-Paul, « Les effectifs du parti social français », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 2, n° 62, 1999, p. 61-83.
[106] PASSMORE Kevin, *From liberalism to fascism: the right in a French province, 1928-1939*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 2002.
[107] *La Sarthe*, lundi 21 décembre, n°25132
[108] *Flambeau*, 18 janvier 1936, « un normalien »

II.A.2- Réaction de la presse lors de sa création

Le Parti social français apparait dans la presse locale après une réunion du parti à Sainte-Jamme sur Sarthe, le 26 septembre 1936, bastion ouvrier où la grève de la fonderie d'Antoigné a été plus longue que les autres dans le département. L'*Unité Ouvrière et Paysanne de la Sarthe* en fait un rapport dans son édition du 30 octobre 1936 : « intervention de nos ouvriers qui se vivent entourés d'hommes à la solde De La Rocque, les hommes de l'ordre soit 30 matraqueurs afin de les empêcher de partir[109]. » Les reproches se font sur la nature du parti qui conserve des traits ligueurs, ce que reproche la *République Sociale de l'Ouest* : « à l'abris de cette façade, messieurs les ex-Croix-de-Feu se regroupent en formation plus ou moins paramilitaire[110]. » il en est de même pour la personnalité de son chef qui est décrié par la *République sociale de l'Ouest* : « La Rocque en prison ! Nous n'avons pas fait trêve avec les organisations fascistes. [111]». Au contraire en Sarthe, le président du mouvement ne dispose pas d'un passé ligueur et le mot Croix-de-Feu est banni des discours, consigne qui vient du comité exécutif pour renier ses origines. Les organisations et les partis de gauche perturbent les réunions ; la *Dépêche du Maine* le relate dans son édition du 7 mars 1937 : « quelques incidents au cours d'une réunion PSF au Lude le 28 février, quelques perturbateurs firent irruption dans la salle[112]. ».

En octobre 1936, un meeting des communistes qui doit se tenir au parc des princes est perturbé par des adhérents du PSF. 1200 arrestations sont faites après les incidents. Elles ouvrent une information de la part du gouvernement contre le PSF pour reconstitution de ligue dissoute. L'information incrimine peut-être La Rocque et prouve, pour la gauche, que ce parti n'est que le digne successeur des Croix-de-Feu et qu'il a un caractère fasciste. Cet évènement entache un lancement réussi de ce parti.

Le 16 mars 1937, des adhérents du PSF dont La Rocque organise une réunion au sein du cinéma de Clichy. Prévenu de la tenue de la réunion, des militants de la Gauche organise une contre-manifestation. Obligés de quitter les lieux, les deux camps s'affrontent, contraignant les forces de l'ordre à disperser la foule. Une fusillade occasionne cinq morts. C'est un évènement tragique dans l'histoire du Front Populaire.[113] Le 23 mars suivant, le sous-préfet de la Flèche, Louis Dramard, note dans son rapport mensuel : « L'émotion consécutive aux bagarres de Clichy n'a été que

[109] *Unité Ouvrière et Paysanne de la Sarthe*, 30 octobre 1936
[110] *La République Sociale de l'Ouest*, 9 janvier 1939
[111] *La République Sociale de l'Ouest*, 24 janvier 1937
[112] *La Dépêche du Maine*, 7 mars 1937
[113] TARTAKOWSKY Danielle, *Les droites et la rue : histoire d'une ambivalence, de 1880 à nos jours*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2014, 221 p.

passagère[114]. » ce qui n'empêche pas le mouvement de prospérer dans la campagne sarthoise et de s'appuyer sur un nombre non-négligeables d'ex-ligueurs.

[114] 1M190 : Rapports mensuels numérotées de 11 à 130, 1935-1939 : avril 1937 n°38

II.A.3- Une adhésion ligueuse

Le parti va avoir une tactique captatrice à l'égard des notables et des compétences qui vont tendre à isoler et à dépouiller, sans heurt frontal, les chefs des appareils adverses étroitement définis comme ceux de Louis Marin (Union Républicaine Démocratique) et Etienne Flandin (Alliance Démocratique). Surtout, il va capter des ex-ligueurs qui ne peuvent plus militer avec les décrets de dissolution de juin 1936. On retrouve, au sein de la section sarthoise, des membres des Croix-de-Feu comme Emile Courtois le secrétaire départemental du mouvement ; De Moras, l'ancien chef de la section de Mamers, est un membre influent du nouveau parti ainsi que son acolyte de la Flèche, Charles Métayer ; Jacques Gallot-Lavallée, ouvrier, est un ancien membre des Camelots du roi et sa femme est membre de la ligue d'Action Catholique du Mans. Maurice Goussault, colonel en retraite et ancien chef de la section du Mans des Croix-de-Feu, est un membre influent, tout comme Joseph Lagarde l'ancien président de la section Croix-de-Feu de la Sarthe. Même le fameux Monsieur Menu, surveillé par le commissaire central du Mans, est adhérent de la fédération sarthoise du PSF. L'assise territoriale du mouvement est permise par les membres ligueurs ainsi que l'action des catholiques, soutenus par Monseigneur Grente, qui va transformer la Ligue de Défense Catholique en Union Diocésaine d'Action Catholique. Ces soutiens plus ou moins francs participent à la banale sociabilité au cours des manifestations politiques à l'époque. L'exemple d'André Bouton est frappant. Il fonde en 1932 le comité départemental de la Sarthe de la Ligue des contribuables. La même année, il a écrit un ouvrage qui fit du bruit dans les milieux financiers et économiques, *La fin des rentiers*. Elle se rattache à la fédération nationale de l'expert-comptable, Marcel Large. En 1935, on retrouve au sein du comité permanent trois membres dont André Bouton, Dorgères le leader paysan et le docteur Javal. Le président en 1935, Jacques Lemaire-Dubreuil, a une ambition politique et souhaite grouper autour de sa ligue, les Croix-de-Feu, le mouvement Paysans, la Solidarité Française et les Jeunesses Patriotes. Il peut financer son activité politique grâce à son mariage avec Simone Lesieur, fille du fondateur des huiles éponymes. André Bouton est relaxé après une accusation d'incitation à la grève de l'impôt par le tribunal correctionnel de Rouen en 1935. Ce qui fera dire au sénateur Caillaux, de manière fausse : « Dorgères était un pantin dont André Bouton tirait les ficelles[115]. » André Bouton, quitte le 17 décembre 1937, la présidence locale de la ligue des contribuables. Il ne la trouve pas opérante malgré le fait qu'il est écrit pour les instances nationales, un projet de réforme de l'État. Cette question de la réforme de l'État traverse les courants politiques dont celui d'André Tardieu. Passionné de politique, on le retrouve assister à des réunions du parti social français en cette année 1937[116]. Ce compagnonnage, est plus le fait d'un esprit de curiosité que d'une adhésion partisane. Sa

[115] Philippe Bouton, Volume Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, 1980, pp.15 à 18

[116] MIOSSEC Marie-Sophie, *Les ligues de droite à la transformation en partis politique à travers la presse sarthoise du 7 février 1934 à 1939*, Mémoire, Université du Maine, 1994,141p. (dactyl.).

fibre catholique et morale est surement séduite par les propos et la mystique de La Rocque. En aucun cas, il ne suivit les dérives fascisantes de certains adhérents de la Ligue des contribuables. Après les élections législatives, il est engagé au sein du journal *La Sarthe* et le monde de l'information le passionne. Il devient le relais des partis nationaux dans la propagande et la coordination des actions. Il crée un bulletin d'information confidentiel avec des noms variables, le plus constant est celui de : « Évolution politique économique et sociale dans le département de la Sarthe ». Le premier numéro parait le 15 juillet 1936 et le dernier, le 15 juin 1939.Ce bulletin est adressé à vingt personnalités. En 1938, il devient le correspondant du journal *Le Temps*, quotidien libéral et élitiste. Durant le conflit il n'aura aucune complaisance envers l'occupant et les membres de la France vichyste, se réfugiant dans les archives pour travailler son *Histoire économique et sociale du Maine.*

II.B- De l'implantation aux élections

Le quadrillage de la Sarthe par le nouveau parti du colonel de La Rocque semble être une réussite. Cependant l'adhésion partisane doit se transformer à celle des notables pour avoir des élus et inverser le rapport de force en vue des élections législatives de 1940.

II.B.1- Les élections cantonales et d'arrondissement de 1937

L'année 1937 est primordiale pour la fédération du Parti social français en Sarthe. Elle commence par la diffusion en janvier de sa revue *La Liberté du Maine* qui prend la place du *Flambeau*. Le siège en est et ce, jusqu'à la fin du mouvement, le 3 rue du Parterre au Mans. Elle commence par une réunion en février 1937, salle Maupertuis où l'inspecteur principal de la sureté Rave relate les propos de Rouillon, directeur des fédérations de province : « En terminant, l'orateur envisage quand les moyens financiers de la Fédération le permettront, la venue au Mans du Colonel de La Rocque. [117]». Plus de 200 personnes assistent à cette réunion, mais le nombre de réunions se multiplie durant ce début d'année, ce qui fait dire au préfet Martin, dans son rapport mensuel, le 13 février 1937 : « J'ajoute que le Parti Social Français fait preuve d'une grande activité. Il a renoncé aux réunions importantes organisées dans les grands centres et semble avoir adopté pour recruter de nouveaux adhérents le système, la propagande directe, faite jusque dans les plus faibles communes au moyen de petites réunions. [118]». La fédération du docteur De Langre se met en branle grâce aux équipes volantes de propagande pour organiser pour le 11 juillet 1937, le congrès régional du parti ; *La Liberté du Maine* en fait part dans ses colonnes : « Presque chaque soir notre si actif et inlassable chef EVP réquisitionne des autos pour permettre à des amis d'aller entendre dans le département la doctrine de notre parti. [119]». Avant cela, le parti refuse d'intégrer le « Front de la Liberté » du Parti populaire français de Jacques Doriot. Ce refus est acté lors du congrès du 9 juin 1937 du parti. Doriot souhaite empêcher l'essor de celui de La Rocque pour les élections cantonales d'octobre prochain. Le 11 juillet 1937, le congrès régional du Parti social français nécessite toute l'attention de la préfecture, de la sureté et de la presse locale. On craint une manifestation des partis de gauche pour empêcher le bon déroulé de la matinée. Ce qui se concrétise par une matinée d'étude à la salle Maupertuis. Le commissaire central du Mans nous donne les détails de ce qui se passe dans la salle : « La salle est décorée de nombreux drapeaux tricolores et des banderoles portent les inscriptions suivantes : « Travail-Famille-Patrie » - « les paysans sauveront la France ». [120]». Les slogans sont la marque d'un catholicisme national qui sera reprise par le maréchal Pétain lors du régime de Vichy[121].

---

[117] ADS 72 : 1M195 : Rapports mensuels de la préfecture : rapport de l'inspecteur principal de la sureté Rave, 18 février 1937

[118] ADS 72 : 1M195 : Rapports mensuels de la préfecture : février 1936

[119] *Liberté du Maine*, mai 1937

[120] ADS 72 : 1M195 : Rapport mensuels de la préfecture : commissariat de Police n°10700

[121] NOBECOURT Jacques, *Le colonel de La Rocque (1885-1946), ou, Les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, « Pour une histoire du XXe siècle », 1996, 1194 p.

Le mythe du retour à la terre des français qui revivifie la communauté nationale, est une idée qui traverse la pensée de La Rocque celle d'une modernité destructrice des liens de solidarité et pervertissant le français dans un matérialisme sans fond. Le colonel de La Rocque arrive sous les applaudissements vers 10h15 ; on note la présence de Bernard d'Aillières qui assiste à la réunion de l'après-midi. Les députés Paul Goussu et François Saudubray sont excusés ainsi que Jean Montigny ; ce dernier radical est la preuve du rapprochement entre les deux partis pour avoir une majorité à la prochaine élection législative de 1940[122]. On vote un texte concernant une mesure pour la culture des pommes, ce qui atteste que le parti s'occupe, comme des ligues, des priorités locales : « après audition de ce rapport, l'assemblée vota la motion suivante : la culture des pommes peut et doit être améliorée dans la Sarthe par une propagande locale et un enseignement technique plus étendu. Des lois doivent protéger le marché des pommes. Une réclame mieux organisée doit faire connaitre la qualité de nos pommes. Elles constituent en effet, une spécialité régionale et une source de richesse pour la Sarthe. [123]» Un repas se tient à l'auberge de la Langouste, place chasse royale, qui réunit presque 800 convives. L'après-midi commence par une suite de meetings qui ressemble aux tournées de Dorgères ou Jacques Eynaud du mouvement paysans. Cette « tournée » sarthoise se fait en automobile, grâce aux EVP. Le recours à l'automobile permet d'impressionner la population et les membres des autres partis sur la capacité du parti de La Rocque à se mobiliser. Un meeting se tient à 13h30 à Saint Pavace alors qu'à 15h La Rocque est à Solesmes au sein de la propriété privée, La Martinière au cours de laquelle le président de la section de Sablé, Lebossé, annonce l'ouverture à Sablé d'une maison du parti : la salle Mermoz. Enfin, la journée se termine par un meeting à 17h à Sillé-le-Guillaume, section présidée par le docteur et conseiller municipal, Robert Touzard. Comme à Solesmes et lors des meetings des CDF, il a lieu sur le champ de course, enclavé dans la forêt de Sillé, qui appartient à madame veuve Champion[124]. Ces meetings se tiennent devant plus de 500 personnes. C'est un succès pour la fédération qui organise le mois suivant, à Coulaines, un grand meeting devant plus de 7000 personnes : « Jamais au Mans un parti n'avait réussi à rassembler un tel nombre d'auditeurs[125]. » Cependant cette réussite masque des difficultés internes comme le rapporte la *République Sociale de l'Ouest* : « dès qu'un camarade prend une certaine popularité, celui-ci ne tardera pas à être mis à l'index. […] ancien membre du PSF « il existe une crise constante dans les cadres de ce parti (…) les chefs ne s'exposent pas, ils restent dans la coulisse. [126]». Cela peut expliquer la difficulté concernant les élections cantonales et d'arrondissement pour trouver des candidats. Le parti met en place des délégués politiques qui sont chargés de mettre en place des comités électoraux. Un accord électoral

[122] SIRINELLI Jean-Francois, *La France de 1914 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2016.
[123] *Liberté du Maine*, août 1937
[124] ADS 72 : 1M195 : Rapport mensuels : sous-préfecture de la Flèche : 13 juillet 1937
[125] *Liberté du Maine*, août 1937, 3ème page
[126] *La République sociale de l'Ouest*, août 1939

est passé, en septembre 1937, entre la Fédération Républicaine et les composantes du « Front de la Liberté » pour les cantonales ; l'objectif est de faire face à une situation difficile dans un contexte de recomposition politique. L'organisation confédérale a pour but de freiner l'ascension d'un rival (PSF) jugé dangereux. Les élections ont lieu le 10 et 17 octobre 1937. C'est un scrutin majoritaire uninominal, ce qui favorise les figures notables du département. L'enjeu est pour les radicaux-socialistes de conserver la majorité au conseil général d'autant plus que le Front Populaire bat de l'aile, depuis la pause des réformes à partir de février 1937. Les radicaux comptent sur le fait qu'ils sont à la tête de 187 mairies sur 386 communes alors que la droite n'en gère que seulement 132 comme l'illustre le tableau des rapports de force politique en 1936 :

Figure 4 : Municipalités classées par nuances politiques et nombre de délégués sénatoriaux

Municipalités classées par nuances politiques en 1936	**Municipalités**	**Délégués sénatoriaux**
Conservateurs et URD	132	240
Démocrates Populaires	0	0
Républicains de Gauche	54	91
Radicaux indépendants	33	52
Radicaux socialistes	152	370
Union Socialistes Républicaines	1	2
S.F.I.O.	4	29
Douteux	10	22

Cet ancrage territorial des radicaux suit les analyses d'André Siegfried[127]. Il montre que le régime de la propriété pèse sur le comportement de l'électeur en milieu rural. Dès que le cultivateur est propriétaire, il a plus de propension pour un vote pour un parti républicain ou démocratique. La liberté du vote est une arme pour la diffusion de la norme républicaine de l'individu-électeur qui se détache

[127] BUSSI Michel, LE DIGOL Christophe, VOILLOT Christian, et al., *Le tableau politique de la France de l'Ouest d'André Siegfried : 100 ans après, héritages et postérités*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

des anciennes dépendances envers l'Église ou le noble propriétaire. On retrouve, dans la carte de ces élections cantonales et d'arrondissements de 1937, la répartition entre un Ouest du département catholique, où la noblesse est restée rurale, ainsi que certains cantons du nord. La région de Saint Calais est celle des élus républicains avec les cantons de La Ferté, Vibraye, Bouloire, Mayet, Château du Loir et Le Lude[128].

La volonté du PSF de transformer la République de l'intérieur va passer par insuffler des valeurs chrétiennes tout en relisant le projet du Parti Démocrate Populaire (1924), avec des valeurs d'ordre, d'esprit militaire et se tenant pour des réformateurs de l'État va fonctionner pour ses élections. Ce projet porte l'influence de Sturzo et son « popularisme » traduit par Marcel Prélot en 1928. Cette même année, on assiste à une poussée de la démocratie chrétienne dans l'Ouest qui profite de la condamnation de l'Action française. C'est à cette époque que les électeurs catholiques abandonnent les candidats monarchistes[129]. Les sarthois élisent le Vicomte de Dreux-Brezé dans le canton de Sillé-le-Guillaume, il est le président de la section du Mont Saint Jean et propriétaire-exploitant[130] ; quant au docteur Bruneau il est élu dans le canton de Beaumont sur Sarthe. Ils rejoignent le maire de Précigné, Robert d'Ussel, élu conseiller général le 17 janvier 1937 en remplacement de son beau-père de Rougé, face à Raphael Elizé, maire de Sablé et Monsieur Loiseau, ancien maire de Sablé. Au total les candidats PSF font plus de 3000 voix, soit presque autant que les 3823 voix de l'URD. Elles sont obtenues par les deux élus Bernard d'Aillières, dans le canton de la Fresnaye-sur-Chedouet et le comte de La Rochefoucauld, dans celui de Bonnétable. Les Radicaux-socialistes obtiennent plus de 14625 voix, ce qui confortent leur majorité en nombre d'élus et de suffrages au sein du département. Pour les élus au conseil d'arrondissement, le Parti Social Français n'obtient que 616 voix en la personne de Maris, marchand de bois au sein de l'arrondissement de La Chartre-sur-le-Loir. C'est encore une victoire des radicaux-socialistes avec huit sièges et plus de 12 096 voix (Le Mans 2ème canton, Bouloire, Grand-Lucé, La Chartre-sur-Le Loir, Marolles-les-Braults, Saint Calais, Saint Paterne, Tuffé). La géographie reprend celle de Paul Bois et d'André Siegfried sur les terres d'implantations des républicains en Sarthe et du radicalisme[131]. La S.F.I.O obtient plus de voix mais seulement deux élus, Le Guet (3ème canton du Mans) et Jardin (canton de Saint Calais), preuve que les suffrages socialistes dépassent ceux des radicaux depuis les législatives de mai 1936. La Fédération PSF n'a pas maintenu un candidat dans le deuxième canton du Mans à cause de l'appartenance de Boucher (Radical-socialiste) au PSF, qui est anti Front Populaire. Il est

[128] COLLET Robert, *Essai sur la vie politique au Mans et dans la Sarthe sous la IIIème République : 1870-1939*, Le Mans, S.I:S.n,c.a, 1960, 77 pages p.75
[129] MAYEUR Jean Marie, *La vie politique sous la Troisième République : 1870-1940*, Paris, Editions du Seuil, « Points. Histoire », 1984, 445 p.
[130] ADS 72 : 1M379 : Note sur le Vicomte de Dreux Brézé
[131] M. Bussi, C. Le Digol, C. Voillot, et al., *Le tableau politique de la France de l'Ouest d'André Siegfried*, *op. cit.*

comptabilisé comme étant un élu radical-socialiste. Le président de Langre doit faire une mise au point devant 700 personnes, le vendredi 22 octobre salle Maupertuis, en présence de M.Pérosier du comité central du PSF selon le rapport de l'inspecteur principal de la Sureté Rave[132]. Le congrès du parti du 22 novembre 1937 entérine les résultats des élections cantonales et revendique presque 114 conseillers généraux. Le PSF a dominé les candidatures uniques à droite. Cependant, nous devons pondérer le nombre de conseillers généraux obtenus par le PSF avec des sortants qui sont réélus avec l'étiquette PSF. Selon l'ouvrage de Serge Bernstein et Jean-Paul Thomas[133], on peut donner aux 114 élus les étiquettes historiques ou présomptives suivantes : 11 conservateurs, 59 URD, un catholique alsacien, deux Républicains indépendants, 24 Républicains de gauche, cinq radicaux indépendants, un PDP et 11 conseillers élus, membres avant l'élection du PSF. Ces élections sont une réussite pour un parti crée seulement un an plus tôt mais qui souffre toujours d'un manque de financement, comme le remarque l'agent de la sureté Hamelin lors de son rapport de la réunion des cadres du parti le 14 décembre 1937 à la salle Maupertuis : « il a fait un appel pressant à tous et invité l'auditoire à faire toute propagande pour trouver des capitaux qui assureront l'existence du journal et le développement de son parti, […] [134]» Ce constat n'empêche pas la mobilisation en cette fin d'année des sections sarthoises à souhaiter augmenter le succès du parti et poursuivre ses œuvres comme le clame Olivier Martin, président d'une section au Mans : « Il faut, dit-il, enfin que tous, au PSF, nous observions la discipline impitoyable que préconisait le grand « Mermoz » et suivions le « colonel » comme Mermoz obéissait lui-même aveuglément au chef d'équipage[135]. » Cette analogie montre le côté autoritaire de ce parti qui ne peut se défaire de la figure tutélaire de La Rocque. Dans son ensemble, le mouvement réalise une implantation urbaine et rurale, comme le prouve la carte suivante des réunions du parti en cette année 1937 avec la pondération du nombre de participants aux réunions, avec un maximum à Coulaines de 7000.

[132] ADS 72 : 1M195 : Rapports mensuels : Rapport de l'inspecteur Principal de la Sureté Rave :23 octobre 1938
[133] BERSTEIN Serge, THOMAS Jean-Paul et JEANNENEY Jean Noël (éd.), *Le PSF: un parti de masse à droite: 1936-1940*, Paris, CNRS Éditions, 2016, 348 p.
[134] ADS 72 : 1M195 : Rapports mensuels : Copie rapport de l'agent de sureté Hamelin
[135] ADS 72 : 1M195 : Rapports mensuels : Rapport de Le Bail commissariat de Police du 3ème arrondissement

Figure 5 : Réunions du Parti social français en Sarthe en 1937

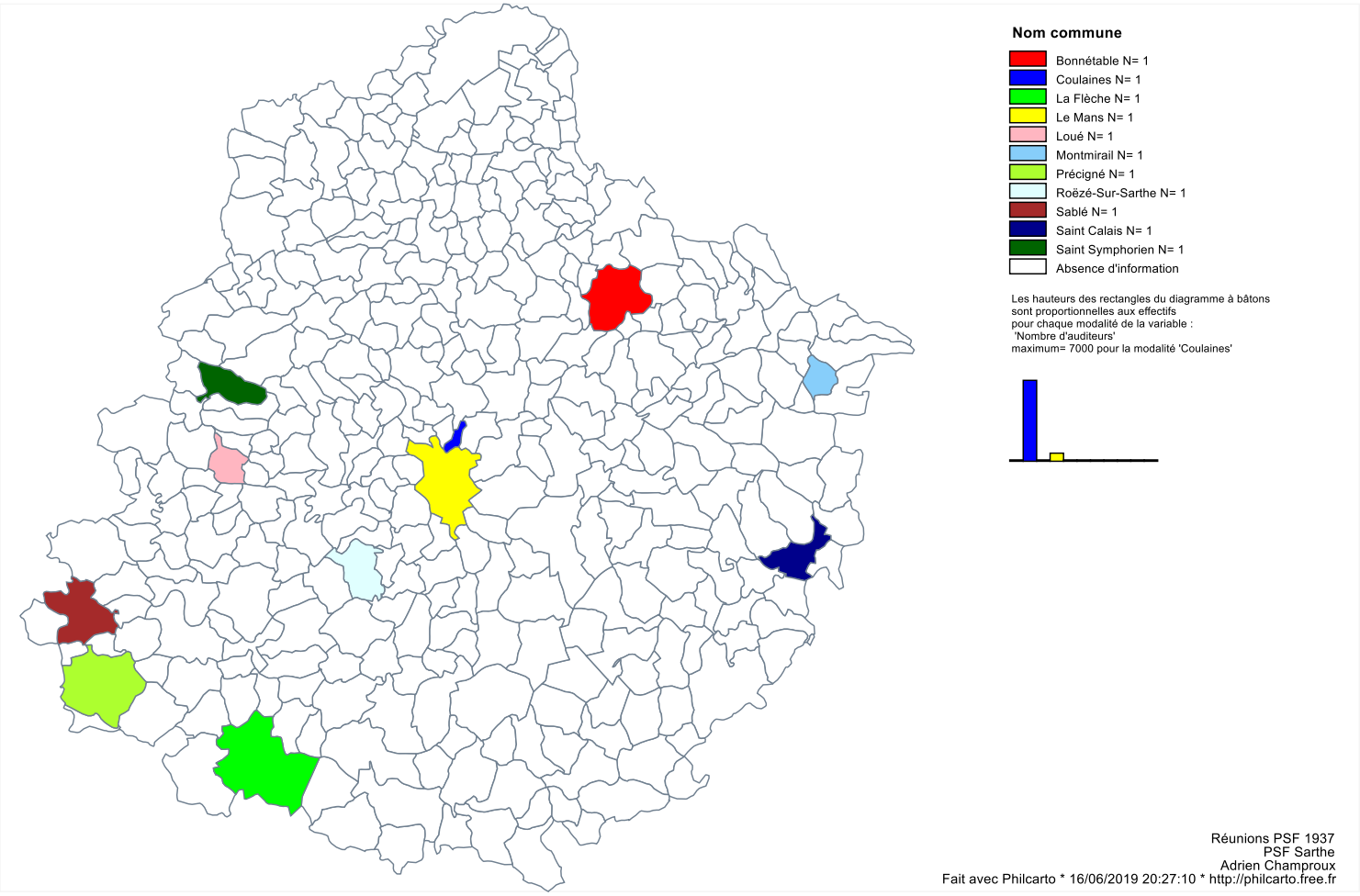


Figure 6 : Désignation des conseillers généraux et d'arrondissements 1937

Désignation des cantons	Nom des conseillers
Ballon	Rouzay (Radical-Socialiste)
Beaumont sur Sarthe	Docteur Bruneau (Parti social français)
Bonnétable	De La Rochefoucauld (URD)
Bouloire	Papillon (Radical-Socialiste)
Brûlon	D'Andigné (Radical de Gauche)
Chartre-sur-le-Loir	Gourmont (Radical-Socialiste)
Château-du-Loir	Perrin (Républicains Indépendants)
Conlie	Emery (Radical Indépendant)
Ecommoy	Estrabeau (Radical-Socialiste)
Le Grand-Lucé	Berger (Radical-Socialiste)
La Ferté Bernard	Desnos (Radical-Socialiste)
La Flèche	Docteur Buquin (Radical-Socialiste)
Fresnay- sur-Sarthe	Joseph Caillaux (Radical-Socialiste)
La Fresnaye-sur-Chedouet	Bernard d'Aillières (URD)
Le Lude	Lenail (Radical)
Malicorne	Tessier (Républicain de Gauche)
Mamers	Desjouis (URD)
Le Mans (1er canton)	Xavier Mordret (LP)
Le Mans (2ème canton)	Boucher (Radical-Socialiste)
Le Mans (3ème canton)	Le Guet (S.F.I.O.)
Marolles-Les-Braults	Poisson (Radical-Socialiste)
Mayet	Renou (Radical)
Montfort-le-Rotrou	Galpin (Radical)
Montmirail	Montigny (Radical)
Pontvallain	Chaplin (Radical-Socialiste)
Sablé	De La Vaissière et Deslandes (URD)
Saint Calais	Docteur Morisot (Radical-Socialiste) et Jardin (S.F.I.O.)
Saint Paterne	Bernard (Radical-Socialiste)
Sillé-le-Guillaume	(Vicomte) De Dreux Brézé (Parti Social Français)
La Suze	Paul Goussu (PDP)
Tuffé	Bontemps (Radical-Socialiste)
Vibraye	Bougereau (Radical-Socialiste)

II.B.2- Les élections municipales du Mans de 1938

Le mouvement opère un changement en ce début 1938, puisqu'il se décentralise en une union interfédérale de loi 1901. Le docteur de Langre envoie les nouveaux statuts à la préfecture le 8 février 1938. Suite à ce dépôt, le préfet envoi une réponse au président du mouvement en date du 25 février 1938 : « Monsieur, en réponse à votre lettre du 22 février, les Statuts du Parti Social Français pour le département de la Sarthe seront insérés dans le Journal Officiel du 5 mars. [136]». En même temps, le préfet Martin cherche à avoir un avis sur ce parti qui est sous la menace d'une condamnation faisant suite aux évènements de Clichy en octobre 1937. Le procureur de la République répond à cette requête le 1er avril 1938 de la manière suivante : « La lecture de ce document ne révèle apparemment aucune infraction à la loi sur les associations ; cependant il convient de remarquer, à toutes fins utiles :

1°/ que le Parti Social Français-dont les fédérations actuelles, sont peut-être, une suite- a été reconnu, par Jugement du Tribunal de la Seine comme étant la continuation des associations « Croix-de-Feu » dissoutes par décrets.

2°/ que ce jugement n'est pas définitif, ayant été frappé d'appel[137] »

Le doute des autorités se poursuit malgré les premiers succès électoraux de ce parti. Le 8 juin 1938, la cour d'Appel de Paris condamne le PSF pour « maintien et reconstitution de ligue dissoute », ce qui n'arrête pas ses actions. Le comité fédéral est constitué comme suit en Sarthe : Michel de Langre président de la fédération. Il est épaulé par Jules Lebosse qui dirige la section de Sablé, le docteur Gustave Leroy, secrétaire de la section de Saint Calais, Pierre Olivier, industriel, délégué régional de la Sarthe, et André Dubuc, entrepreneur à Bonnétable. Les statuts sont clairs : une section doit comporter au minimum 200 membres et pas plus de 2000 membres. Une assemblée générale par an élit un président parmi les membres de la section ; celui-ci prend des collaborateurs pour l'aider à son travail. Les présidents des sections d'une même circonscription se constituent en comité local. Les chiffres donnés démontrent que ce mouvement est un parti de masse, selon la typologie de Maurice Duverger[138]. Le parti en Sarthe crée une section féminine le 2 février 1938. La conception de la femme que ce parti développe est conservatrice : « La place de la femme mariée, et à plus forte raison, de la mère de famille, est au foyer. […] Ajoutons que le retour des femmes au foyer permettra de résorber un grand nombre de chômeurs et contribuera ainsi au retour de l'équilibre économique. [139]» . Le PSF défend aussi les idées des mouvements féministes modérés des années 1920-1930, comme

[136] ADS 72 : 4M 287 : Parti Social Français pour le département de la Sarthe : Préfecture de la Sarthe 2ème bureau-2ème division

[137] 4M287 : Parti Social Français pour le département de la Sarthe : Lettre du procureur de la République pour le préfet de la Sarthe en date du 1er avril 1938

[138] Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Seuil, Points politiques, 1981,564p.

[139] Fonds La Rocque, CHSP, LR 28, Brochure sans date, « Le Parti Social français. Une mystique, un programme » p.33

celles de l'Union nationale pour le vote des femmes (UNVF) dirigé par Edmond de La Rochefoucauld, ou l'Union Féminine civique et sociale (UFCS) d'Andrée Butillard[140]. Cependant, le rôle de la femme dans le parti est mis en avant par Antoinette de Préval, animatrice des œuvres sociales du PSF. Elle prononce un discours devant les déléguées civiques le 25 janvier 1938 à propos de la diffusion du *Petit Journal*, racheté par La Rocque en 1937 : « Ah mesdames les déléguées civiques, si vous aimez bien vos groupes, le PSF et son *Petit Journal* prendront vite le pouvoir, c'est ma ferme conviction. [141]» Suite à la naissance de cette section féminine, le PSF n'arrive pas à avoir des candidats pour l'élection complémentaire du Mans du 20 février 1938. Suite à la mort de Félix Geneslay en novembre 1936, René Lebrun a assuré l'intérim. Une liste de concentration radical-socialiste l'emporte face à une liste communiste qui augmente ses scores, notamment dans le troisième canton du Mans. Sont élus messieurs Lefeuvre (S.F.I.O), Coutard (Radical-socialiste), Floch (Radical-Socialiste), Ribot (S.F.I.O.) Nous remarquons que les accords du Front Populaire sont caducs, du fait de la prise du pouvoir de Camille Chautemps qui oriente les radicaux vers la droite. Le PSF voit son implantation urbaine remis en question malgré un discours politique dirigé vers la classe ouvrière dont l'origine provient des Croix-de-Feu. Seulement, on crée un périodique à cette fin, l'*Ouvrier Libre* qui abrite à sa une, à gauche la devise « Travail-Famille-Patrie » et à droite « Le seul capital PSF sera le travail » alors que le leader communiste Maurice Thorez reconnait que : « Le PSF réalise des gains importants. [142]» . Henri Lefeuvre est élu maire du Mans à la suite de ce scrutin.

Le conseil national extraordinaire du 19 mars 1938, sert à La Rocque pour cesser son rapprochement envers les radicaux : « Toute notre attitude, toutes nos décisions s'inspireront du souci de ne rien faire qui soit de nature à resserrer, qui ne soit de nature à relâcher l'alliance immorale conclue entre les radicaux et les marxistes. [143]»

Des débats avec des contradicteurs sont prévus lors de la réunion du 5 avril 1938 à Vibraye. La contradiction est assurée par Dubreuil, secrétaire-général du parti socialiste du Mans et M. Salles du parti communiste. Ils sont empêchés de parler durant vingt minutes à cause de l'agitation des communistes. Ce qui fait dire au commissaire spécial dans son rapport du 28 avril 1938 : « Toutes ces réunions n'ont eu que peu de réaction sur l'ensemble de l'opinion publique préoccupée surtout par la crise économique. [144]». Les rapports mensuels commencent à parler de manière préoccupante de la situation internationale à partir de cette année 1938. Le 8 mai 1938, une kermesse est organisée

[140] BERSTEIN Serge, THOMAS Jean-Paul et JEANNENEY Jean Noël (éd.), *Le PSF : un parti de masse à droite : 1936-1940*, Paris, CNRS Éditions, 2016, 348 p., p.300
[141] Fonds La Rocque, FNSP, Papiers Préval, carton 7, discours d'Antoinette Préval aux déléguées civiques, 25 janvier 1938
[142] PHILIPE Rudaux, *Les Croix de Feu et le P.S.F*, Editions France Empire., Paris, Editions France-Empire, 1967, vol. 1, 400 pages p. 250
[143] *Ibid.*
[144] ADS 72 : 1M190 : Rapports mensuels : n°112

par le parti au profit des œuvres sociales, au Mans route de Laval au lit dit « Tusculan » propriété de Monsieur Lavigne. Plus de 1500 personnes sont présentes pour jouer à des jeux qui vont financer l'activité sociale du parti. L'orientation sociale est prise en cette année 1938 ; La Rocque prend de l'avance sur ses concurrents puisque la « question sociale » va devenir l'élément central de la vie politique française d'après-guerre. Le traitement de celle-ci est issu de la doctrine sociale de l'église et des mouvements des centres sociaux. L'inspiration provient des ouvrages des catholiques sociaux comme Renée de La Tour du Pin et Albert de Mun, ce dernier étant un ami du père de La Rocque. Le colonel est inspiré aussi des cours de Maurice Deslandres des Semaines Sociales. Il s'oppose au libéralisme économique et défend la vision de la CFTC sur la vie économique, de la « profession organisée ». Il n'est pas un parti qui défend les options planistes et se méfient de l'intervention de l'État, à l'image des adeptes de l'économiste John Maynard Keynes. Le parti défend sa vision économique grâce à la création d'un syndicat, le SPF (Syndicats Professionnels français) mené par Roger Vitrac, qui développe une ligne à tendance libérale, éloigné du capitalisme et du collectivisme. La Rocque vient à une réunion privée de la fédération de la Sarthe, le 13 mai 1938, devant seulement 400 personnes. La gravité de la situation internationale prend le pas dans les rapports mensuels du préfet Georges Maurice. Elle se voit dans les instructions du 14 juillet 1938 reçu par le préfet : « Je suis informé que des agents des services de renseignements allemands ont reçu la mission de photographier les défilés militaires, les défilés du 14 juillet et spécialement l'artillerie et les chars. [145]». La fédération repart en avant avec l'élection au conseil d'arrondissement du troisième canton du Mans le 21 août 1938. Les militants distribuent le 18 août dans les rues du Mans, la *Liberté du Maine* et la profession de foi du candidat Legrand, qui se veut un candidat d'Union Républicaine. Le scrutin qui est organisé à la suite du décès de Léon Guet voit s'affronter un candidat socialiste René Lebrun et Victor Croyeau, candidat radical-socialiste ; Albert Ferré comme candidat communiste. Suite au ballotage, le 28 aout 1938, Legrand est défait face à l'union de la Gauche. Il obtient 1569 voix soit 25,78% des inscrits sur le canton. C'est une défaite en demi-teinte car le parti réussi à présenter enfin un candidat dans la ville, surtout dans un canton à dominante ouvrière. C'est la preuve que les efforts de propagandes en direction des ouvriers fonctionnent. Suite à l'élection, les réunions sont moins importantes et récurrentes que les deux années précédentes. L'ensemble de l'administration française est plus inquiet de la tournure des accords de Munich et de la possibilité du gouvernement Daladier de ne pas entrer en guerre. Le sous-préfet de Mamers, Paul Théry, écrit dans son rapport mensuel de septembre 1938 : « La population est unanime pour approuver les mesures sages et prudentes prises par le Gouvernement français pour assurer la sécurité de notre pays. [146]». Le commissaire spécial du Mans va dans le même sens : « les menaces de guerre n'ont pas manqué de

[145] ADS 72 : 1M484 : Télégramme officiel n°0397644 du 11 juillet 1938
[146] ADS 72 : 1M190 : Rapports mensuels numérotées de 11 à 130 : 1935-1939 : n°120

faire naitre une grande inquiétude parmi la population. [147]». Le *Petit Journal*, dirigé par Christian Melchior-Bonnet, ancien rédacteur du *Flambeau*, montre dans son édition du 30 septembre 1938 la position de La Rocque à propos de ces accords de Munich : « Nul accord, nul pacte ne vaudrait si notre patrie n'est pas forte économiquement, socialement, militairement, politiquement. Voilà du travail urgent pour votre retour, M.Daladier. [148]». Cette atmosphère de préparation à une guerre est dans les esprits des acteurs politiques locaux, les extrêmes rejetant avec véhémence les accords de Munich : « Un certain mécontentement parait cependant subsister dans les milieux extrémistes relativement aux accords de Munich[149] ». L'année se termine par un meeting, dans le Maine et Loire ; des membres de la section sarthoise sont présentes le 29 décembre 1938 à Angers, pour entendre le député François De Polignac et le colonel de La Rocque. Le Parti social français réussit une implantation partielle dans le département de la Sarthe, mais menace la droite républicaine dans celui-ci.

[147] ADS 72 : 1M190 : Rapports mensuels numérotées de 11 à 130 : n°120
[148] *Le Petit Journal*, 30 septembre 1938, « Ni Pacifisme, ni bellicisme »
[149] ADS 72 : 1M190 : Rapports mensuels numérotées de 11 à 130 : n°121

II.B.3- Une menace pour la droite républicaine sarthoise

L'organisation confédérale dont le but est de freiner l'ascension d'un rival (PSF) jugé dangereux, ne marche pas. Le PPF de Doriot atteint que 300 000 adhérents en 1938, alors que celui de La Rocque atteint presque 1,2 millions d'adhérents avant la guerre[150]. Les partis de droite préfèrent faire le jeu de l'union face aux candidats de Front Populaire. En Sarthe les cantonales donne un aperçu de ce changement de rapports de force par ce que le PSF comptabilise plus de 3000 voix alors que l'URD obtient 3823 voix. Cependant, il faut nuancer ce résultat car des élus PSF provient de l'URD comme le vicomte de Dreux-Brézé ou Robert d'Ussel, maire et conseiller de Précigné. L'adhésion est là, mais les conseillers généraux de l'époque additionnent les soutiens des comités, ligues et des petits partis autour de leur candidature. Bernard d'Aillières est par exemple un député et conseiller général URD, passé par les Croix-de-Feu et proche du PSF. Cependant le PSF n'est pas présent dans tous les cantons, ni les villes de Sarthe surtout dans les bastions radicaux-socialistes comme Le Mans, Montfort le Rotrou, Fresnay-sur-Sarthe, Château-du-Loir etc… Son objectif est pourtant comme celui des radicaux selon Edmond Barrachin : « Le Parti radical-socialiste a abandonné la défense des classes moyennes, c'est le PSF qui en a la mission[151]. » ce que Louis Marin, président de la Fédération Républicaine relativise : « La Rocque, inquiet de la menace de dissolution qui pèse sur son parti, se rapproche de plus en plus des groupes de gauche, de l'Alliance démocratique ou du Parti Radical ; il cherche à négocier avec eux et même avec certains membres du gouvernement. Pour leur plaire, c'est contre tous ceux qu'il appelle les gens de droite et les vieux partis qu'il veut dresser le PSF[152]. » Le PSF peut opposer le milieu rural à l'ouvrier par exemple en étant contre l'intervention de l'État auprès des agriculteurs et l'Office du blé. Celle-ci cristallise le débat parlementaire entre André Lebert, sénateur appartenant au groupe l'union démocratique et radicale, et Albert Thibault, sénateur et éleveur qui s'exclame lors du début des discussions le 22 juillet 1936: « C'est la menace du poing en l'air qui veut imposer sa volonté » ; « Les cultivateurs en seront les dupes ; pourvu qu'ils ne descendent pas dans la rue avec des fourches[153] » L'industrialisation change profondément le contexte d'affirmation de la Troisième République. L'affaiblissement de la paysannerie la jette dans les bras de Dorgères, tandis que l'accroissement du monde ouvrier va vers les partis marxistes comme les communistes ou la S.F.I.O dans le département. De cette façon, le parti essaye de récupérer des agriculteurs et paysans plus intéressés par les agissements de Dorgères. En août 1937, la *Liberté du Maine* remarque cette difficulté pour le nouveau parti de trouver des responsables : « Il a fallu chercher des cadres dans tous les cantons, le travail n'étant pas facile, non pas que nous n'ayons pas

[150] WINOCK Michel et AZEMA Jean-Pierre (éd.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éd. Du Seuil, « Collection XXe siècle », 2015, 327 p.
[151] SIRINELLI Jean-François (éd.), *Politique*, Paris, Gallimard, « Histoire des droites en France », 2006, 794 p.
[152] *Ibid.*
[153] https://www.senat.fr/senateur-3eme-republique/thibault_albert1243r3.html consulté le 6 février 2019

trouvé des chefs ; mais par ce que certains se retranchaient derrière leur profession qui les prenait en entier, d'autres se récusaient par crainte de ne pouvoir assurer cette charge. [154]» Son activité militante est débordante par rapport aux partis traditionnels qui se contentent d'un congrès départemental par an et de repas républicains. La Fédération Républicaine qui comprend en son sein des ralliées de l'ALP, des progressistes et des membres de la droite catholique traditionnelle, est un parti de cadres et notables : « Ce qu'il nous faut, disait le marquis de Moustier, ce sont des électeurs. Mais des militants, point du tout. Il n'y a rien de plus em… que les militants[155]. » Le PSF jette les bases des partis de masse du XXème siècle. Ce souhait de rassembler les français est au cœur du programme du PSF, La Rocque voulant éviter l'affrontement des deux blocs Droite et Gauche. Il garde la nostalgie de l'union sacrée[156] : « La fin, c'est celle de l'existence nationale. Un régime est un moyen. […] Avant de crier « Vive la République » ou « Vive l'empereur ! » ou « Vive le roi ! », j'exige que tout le monde crie « Vive la France ». [157]». L'attente est forte au sein du parti, surtout dans celle du scrutin de 1940, puisque le vote proportionnel permet à Edmond Barrachin de viser un groupe de 100 parlementaires[158]. Souhaitant prôner la troisième voie, une victoire aux législatives en 1940 changerait l'équilibre politique du régime et pourrait assurer le changement de celui-ci : « Par les voies légales, en usant des droits civiques et politiques accordés par la constitution à tous les citoyens. Par la force, au cas où des partis de révolution chercheraient à employer la violence et à fouler aux pieds nos libertés pour imposer leur dictature. » Un évènement pressenti depuis la fin 1938, va bouleverser l'histoire sociale et politique de la France, la Seconde Guerre mondiale.

[154] *Liberté du Maine*, août 1937
[155] MAYEUR Jean Marie, *La vie politique sous la Troisième République : 1870-1940*, Paris, Editions du Seuil, « Points. Histoire », 1984, 445 p.
[156] WINOCK Michel, « Retour sur le fascisme français », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 2, n° 90, 1 mai 2006, p. 3-27.
[157] Colonel de La Rocque, *Service Public*, Grasset, 1934, p.197
[158] Serge Berstein, Jean-Paul Thomas et Jean Noël Jeanneney (éd.), *Le PSF*, *op. cit.*

II.C- La Seconde Guerre mondiale et la disparition du mouvement

Après des succès aux élections cantonales puis aux à des législatives partielles, le mouvement politique voit son essor s'arrêté au déclenchement du second conflit mondial. Néanmoins, les actions sociales vont se poursuivre dans les départements limitrophes de la Sarthe.

II.C.1- Une activité militante qui s'essouffle

La « famille PSF », crée une sociabilité neuve en transposant la méthode de l'Action Catholique dans la sphère politique. Cet effort de « recatholisation » de la France par le PSF aboutit à la matrice du régime de Vichy en 1940. Cependant en 1939, l'année commence par une réunion en présence de monsieur Herrissard, délégué régionale de Tours, et un orateur du parti, monsieur Reis, où plus de 300 personnes sont présentes. Cependant, un essoufflement se fait sentir, on organise de plus en plus des débats avec des contradicteurs comme celle du 2 juin 1939 à la Flèche. Le colonel Gousseau, président de la Croix Rouge de la Sarthe, défend son ouvrage *Défense passive* face Michel Domange qui défend son livre, *Où va l'Europe ?* On pense au contexte européen plus qu'à celui de la France qui ne se relève pas de la crise économique et n'est pas prête pour un affrontement militaire face à l'Allemagne Nazis. Le Conseil extraordinaire du PSF du 23 avril 1939, est mené par La Rocque qui proclame à Daladier : « N'endormez pas le pays dans une fallacieuse sécurité ». Depuis le 10 avril, une circulaire prévoit que les cadres du parti mobilisable doivent être remplacés et on crée les auxiliaires de la défense passive (ADP). Le 11 juin la fédération organise une Grande fête à l'exemple de la Kermesse de mai 1938 où le succès est moindre que l'année précédente. Ce même jour, une élection cantonale a lieu où aucun candidat PSF ni de droite ne sont présentés. C'est Albert Jugan, cultivateur et maire de Beaufay (Radical-Socialiste) qui l'emporte. L'élection est provoquée suite au décès de M. Rouzay. Les indications faites au préfet pour le 14 juillet 1939 sont plus importantes que l'année précédente puisque l'on prépare une guerre qui semble inévitable : « Des matériels secrets sont appelés à participer aux revues et défilés organisés à Paris et dans les villes de province à l'occasion des cérémonies du 14 juillet […] Ces matériels en marche ou en stationnement et en conséquence interdit formellement les prises de vues photographiques et cinématographiques au cours de ces cérémonies. [159]». Cependant les partis extrémistes ne veulent pas se résigner, surtout le parti communiste qui n'accepte pas à l'égard des mesures de guerre qui se profilent, selon le préfet de la Sarthe, Georges Maurice : « Les partis extrémistes continuent cependant dans les réunions qu'ils organisent, de protester contre les décrets-lois qui frappent la classe ouvrière et aussi contre l'attitude bienveillante du gouvernement à l'égard du fascisme intérieur. [160]». Le maire du Mans, Henri Lefeuvre prend des dispositions pour éviter certaines réunions politiques. C'est le cas le 25 juin 1939 où le congrès départemental du pays se déroule à Saint Calais. Les militants doivent revenir au Mans,

[159] ADS 72 : 1M484 : Télégramme officiel n°0685144 du 12 juillet 1939
[160] ADS 72 : 1M190 : Rapports mensuels numérotées de 11 à 130 : n°129

salle de la Maison sociale, où le député de Seine et Oise, Fernand Robbe est présent[161]. La réunion est interdite : « M. le Maire s'est vu dans l'obligation conformément à la loi et aux pouvoirs qu'elle lui confère d'interdire la réunion ». Cette interdiction sonne le glas des actions de la fédération sarthoise, puisqu'elle sera tournée vers les décisions de son chef et du gouvernement. Le 30 août le préfet Georges Maurice note dans son rapport mensuel : « Au niveau politique RAS, la gravité de la situation internationale n'échappe à personne [162]» Le 1er septembre 1939, le parti adopte le régime de guerre. Le 3 septembre la France déclare la guerre à l'Allemagne hitlérienne. En cette fin d'année La Rocque dénonce un « néo-troglodytisme » de la ligne Maginot dans le *Petit Journal* du 24 décembre 1939 : « l'infranchissabilité des deux fortifications opposées ne doit laisser à personne l'illusion qu'elle soit l'absolue, qu'elle dispense de manœuvrer, qu'elle suffise à courir tous les aléas de la bataille. [163]». Il souhaite comme de Gaulle, une plus grande motorisation des armées pour une meilleure capacité de mouvement. Il n'est pas entendu puisque l'effort de guerre est vain et l'armée française se dirige vers une « drôle de guerre » dont elle ne se relèvera pas. La défaite précipite l'occupation allemande que les sarthois connaissent puisqu'ils l'ont connus en 1870-1871.

[161] ADS 72 : 1M195 : Rapports mensuels : 25 juin 1939
[162] ADS72 : 1M190 : Rapports mensuels numérotées de 11 à 130 : n°130
[163] *Petit Journal*, 24 décembre 1939

II.C.2- Juin 1940, la Sarthe passe sous le giron allemand

Face à cette situation François Mauriac s'emporte : « Qu'avez-vous fait de ce pays quand vous en étiez les maitres ? Qui donc incarne encore parmi nous le régime du système D, de l'enfant unique, de l'épargne sordide et du bistrot ? [164]»

Dans le *Petit Journal,* 3 mars 1940, La Rocque écrit : « Au moment où notre civilisation même est en cause, accrochons-nous à ses bases comme à des fortifications infranchissables. Car l'ennemi attaque ces bases plus encore que nos frontières. ». Il rejette fondamentalement le nazisme qui n'est pas conciliables avec ses valeurs catholiques. Son parti, le PSF, a été un catalyseur qui a évité le fascisme en France. Les troupes allemandes pénètrent le sol français avec l'offensive d'un jeune général Erwin Von Rommel, aidé de Von Rundstedt. Les chars allemands passent allègrement les Ardennes et percent le centre français qui se replie vers la poche de Dunkerque, ou abandonne le combat. Ces premiers conflits laissent des réfugiés sur les routes qui sont aidés par les hommes et les femmes de La Rocque, en la personne des A.D.P (Auxiliaire de la Défense passive transformé en Artisans du devoir patriotique). Par leurs actions, ils vont encadrer les réfugiés des départements de l'Est dans trois d'entre-eux : l'Indre, la Dordogne et la Haute-Vienne. À l'Hiver 1939, 75 millions de repas sont distribués aux évacués par les A.D.P. En juin 1940, *La Liberté du Maine*, cesse de paraître, l'activité du parti sort du champ des sources et des archives. La Rocque refuse d'entrer dans le gouvernement d'Union Nationale en juin 1940 et prône le 16 juin dans le *Petit Journal* : « Tous les citoyens, dit La Rocque, doivent être donc prêts à la résistance totale et jusqu'au bout [165]». Le 18 juin 1940, les allemands arrivent au Mans ; Robert Collet, professeur honoraire au collège technique, raconte les évènements dans son ouvrage *Essai sur la vie politique au Mans et dans la Sarthe sous la IIIème République (1870-1939).* Il reste confiné dans son cabinet avec un poste TSF, pour savoir ce qui se passe et communiquer avec l'extérieur. Il se rend avec des membres de la majorité radicale-socialiste. Henri Lefeuvre est démis de ses fonctions en 1941. La veille, le maréchal Pétain, dans une allocution radiodiffusée, demande l'arrêt des combats à l'ennemi. L'armistice sera effectif après l'entrevue de Montoire, le 24 octobre 1940, entre le Führer et le maréchal. Une circulaire est envoyée aux cadres PSF, le 28 juin 1940, qui stipule le maintien de l'interdiction de toute activité politique pendant la durée de l'Armistice. La mise en place d'une zone occupée et une zone libre coupe le mouvement en deux. Une partie part à Clermont s'établir place Chapelle de Jaude et rue Fontgrève, une autre met en place une antenne à Vichy. L'historien Michel Rosier[166] relate dans son article le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940 : « l'Assemblée Nationale donne tous les pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité du maréchal Pétain à l'effet de

[164] KECHICHIAN Albert, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes : Travail, famille, patrie*, s.l., s.n., 2014.
[165] *Petit Journal*, 16 juin 1940
[166] ROSIER Michel, « L'attitude des parlementaires sarthois le 10 juillet 1940 », in *La Province du Maine*, 1991, p.407

promulguer, par un ou plusieurs actes, une nouvelle constitution de l'État français. Cette constitution devra garantir les droits du travail, de la Famille et de la Patrie. Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créés. » Sur les huit parlementaires sarthois, six voteront pour les pleins pouvoirs, les députés : Bernard d'Aillières (URD), Paul Goussu (PDP), François Saudubray (PDP) Jean Montigny (Radical) et les sénateurs, Joseph Caillaux (Radical-Socialiste), André Lebert (Radical-Socialiste). Le député Jean Montigny poursuit un chemin politique particulier, puisqu'en 1939, il adhère à l'Alliance Démocratique puis se rapproche après sa déclaration du 7 juillet 1940 de Laval et des partisans de l'État Français. Il devient un défenseur de ce régime et glisse vers l'extrême-droite. Quant au choix de Caillaux, qui a fait chuter le gouvernement de Front Populaire, il se rallie par fatalité au maréchal Pétain. Deux parlementaires, le député Téophile Romastin (Radical-Socialiste) et le sénateur Albert Thibault, n'ont pas pris part au vote. L'opinion de l'époque peut être résumée par cette phrase de l'écrivain, Robert Brasillach : « le jeune fasciste qui chante, qui marche, qui travaille, qui rêve, est tout d'abord un être joyeux. Le comitard radical, le maigre conspirateur judéosocialiste, le consommateur d'apéritifs, de motions et de compromis, peut-il comprendre cette joie[167]. ».

Le 8 août 1940 le parti social français devient le Progrès Social Français et abandonne toute activité politique partisane pour se recentrer sur l'action sociale. Ce parti fait preuve d'un « pétainisme réservé » selon Jean-Paul Thomas[168], suivant la distinction de Jean-Pierre Azéma entre maréchalisme et pétainisme. Pourtant il essaye de continuer de parler à Pétain pour influencer sa politique, d'une résistance intérieure. Son échec lui fait durcir son ton : « Aucune collaboration ne peut être envisagée, déclare La Rocque lors d'une réunion des cadres PSF à Clermont-Ferrand le 10 février 1941, tant que les troupes allemandes occuperont notre sol[169]. » Le parti ne compte plus que sur les Œuvres des A.D.P, 13 millions de repas sont servis, plus de 380 000 enquêtes effectuées, 200 bibliothèques ouvertes durant 3,8 millions de journées de présence, 4, 2 millions de réfugiés accueillis et hébergés, 200 garderies ouvertes. L'occupation est de plus en plus rude pour le régime de Vichy qui doit voir sa zone occupée en novembre 1942. Le pouvoir du Reich s'applique à l'ensemble des français.

[167] BONHOMME Éric, *Culture et politique sous la Troisième République*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, « Parcours universitaires Histoiref », 2017, 362 p.
[168] Serge Berstein, Jean-Paul Thomas et Jean Noël Jeanneney (éd.), *Le PSF*, *op. cit.*
[169] *Ibid.*

II.C.3- La dissolution du parti en 1942

Les déplacements du colonel inquiètent les allemands, qui le font arrêter en janvier 1941. Puis le 9 avril 1941, les autorités allemandes interdisent à La Rocque et au Progrès Social Français toute réunion ou autre activité. Faisant fi, de cette interdiction, les adhérents poursuivent les actions sociales et les réunions. Le couperet tombe lorsque les allemands s'emparent de la zone libre, le 2 novembre 1942. Le colonel Knochen (Chef du Sipo, colonel SS) représentant du général Karl Oberg, commandant les S.S et la police militaire allemande ordonne la dissolution du Progrès Social Français et de ses filiales (SPES, ADP). L'ordonnance du 2 novembre 1942 stipule : « Cette mesure d'interdiction sera appliquée avec une rigueur absolue et chaque infraction fera l'objet d'une sanction. L'interdiction s'étend aussi bien à l'organisation du parti qu'aux associations qui dépendent de lui […] En même temps, j'interdits au colonel de La Rocque, chef du Progrès social français de pénétrer et de séjourner en territoire occupé. ». Cette mesure est notifiée à Noël Ottavi, adjoint de La Rocque, par René Bousquet, secrétaire général de l'administration vichyste. Le 9 mars 1943, les principaux dirigeants du Progrès Social Français sont appréhendés (152 cadres) dont Noël Ottavi, vice-président, qui meurt en déportation en avril 1945. Le mouvement est décimé mais Pierre Le Tanneur poursuit le mouvement surtout le réseau Klan, en lien avec le service d'Intelligence britannique qui permet à ceux-ci d'avoir des renseignements sur le régime de Vichy et sur les installations allemandes. Le 31 aout 1943, La Rocque est déportée au camp d'Einsenberg dans les Sudètes où il est traité en tant que « prisonnier d'honneur ». La libération est douloureuse pour les français qui apprennent avec émotion le massacre de la commune d'Oradour-sur-Glane ; les habitants périssent dans l'église au nombre desquels le maire PSF, le docteur Deshourteaux. Après la libération, il est placé en détention dans les Combes de la caserne des coches à Versailles. Le PSF n'est pas admis au sein du Conseil national de la résistance et le parti se voit notifier l'interdiction de se reconstituer par le Gouvernement Provisoire de la République Française. Pourtant, André Portier essaye de réanimer le mouvement par une circulaire en 1945, en s'appuyant sur les ADP qui participent, les 10 et 11 février 1945 à la journée nationale de l'Entraide française. Ils ont été dépêchés pour aider les Normands, en distribuant un tract (« Servir et non pas se servir »), ce qui relégitime les idées de La Rocque, que de Gaulle ne souhaite voir revenir au pouvoir. Le 26 juin 1945, l'Entraide Française fait savoir au comité de direction des ADP que les subventions vont s'arrêter, ce qui est confirmé par le Ministre de la santé publique François Billoux, le 10 septembre 1945. Les renseignements généraux pensent que les ADP sont un levier puissant pour reconstruire le PSF. Les membres des ADP vont devenir un vivier de militants et cadres pour les partis de droite[170].Le colonel n'est pas présent lors du lancement du Parti de la Réconciliation Française qui a une durée de vie éphémère car les français veulent passer à autre chose

[170] THOMAS Jean-Paul, *Droite et rassemblement du PSF au RPF, 1936-1953 : hommes, réseaux, cultures : rupture et continuité d'une histoire politique*, Thèse de doctorat, Institut d'études Politiques de Paris, 2002, (dactyl.).

après ce conflit. La Rocque est malade et meurt le 28 avril 1946 ; il est reconnu comme déporté politique le 29 janvier 1949. Il a ses mots durant son internement : « J'ai toujours eu le pressentiment que je ne serai pas le bénéficiaire de mon effort disait un jour La Rocque, dans un moment de lassitude. Il ajoutait : les individus sont rarement récompensés, les collectivités le sont toujours[171]. ».

[171] R. Philipe, *Les Croix de Feu et le P.S.F, op. cit.*

Conclusion de la deuxième partie :

L'héritage PSF est une étape dans la mutation des droites[172] mais son empreinte est limitée à cause de sa durée de vie et l'absence de grandes échéances électorales, surtout celle de 1940 qui devait lui permettre d'avoir une centaine de parlementaires changeant l'équilibre politique de la Troisième République. Ce parti a réalisé une synthèse de plusieurs traditions à Droite : nationale et plébiscitaire, parlementaire et modérée, catholique et conservatrice[173]. L'acceptation du jeu démocratique l'éloigne de son passé ligueur et prouve l'attraction du régime républicain. Ce Mouvement politique fonde toute sa stratégie, de 1936 à 1939, sur une synergie entre son militantisme social débordant et la préparation des élections attendues. C'est le cas en Sarthe où les réunions, en moyennes, atteignent facilement plus de 400 auditeurs avec une pointe lors de celui de Coulaines en août 1937 avec 7000 personnes. Cependant son militantisme va se heurter à un problème de notabilité. Il n'arrive pas à changer la majorité du conseil général et d'arrondissement de la Sarthe en octobre 1937. Cependant avec quatre élus, il réussit à en avoir plus que le Parti Démocratique Populaire, l'Alliance Démocratique ou la Fédération Républicaine. La Troisième République, à partir de la fin du siècle, est une « République des comités » et non celle des partis. Son message de défense des classes moyennes, comme celui du Parti Radical, ne marche pas, car au sein du parti, il n'y a pas assez de cadres ruraux ou de chefs de sections qui soient issues du monde rural. Ces prises de positions sur l'Office du blé, vont lui permettre de récupérer quelques voix de paysans mais les cantons radicaux ne changent pas. Les radicaux peuvent compter aussi sur leur implantation dans les organisations et syndicats agricoles locaux. Le Parti Radical, au niveau local, ne voit pas le PSF comme un adversaire mais il est plus préoccupé par les querelles internes et celles de ses alliées du Front Populaire. Ce parti, qui voit son nombre d'électeurs s'éroder à partir de 1932, veut par tous les moyens conserver le pouvoir. La crise économique ébranle le système, les classes moyennes n'ont plus confiance envers le Parti Radical et le libéralisme parlementaire. Les divisions des partis sur les questions de politique extérieure renforcent le sentiment d'exaspération des français. La coupure entre les formations politiques et l'opinion se renforce durant ces années. Les partis n'encadrent que partiellement l'opinion. Les hommes au pouvoir ne prenant pas compte de certaines transformations économiques et sociales, les recours aux décrets lois sont mal vécus par une République parlementaire en proie à l'inefficacité face à la menace totalitariste. C'est sur cet écart et ce vide que le Parti Social Français engrange des soutiens, surtout chez des personnes qui n'ont jamais eu d'engagements politiques. Sa forme d'action sociale, issue du catholicisme social, va lui permettre de toucher l'ensemble des français ce qui n'était pas le cas des Croix-de-Feu s'adressant à une seule portion de l'opinion. Son

[172] THOMAS Jean-Paul, « Le Parti social français (1936-1945) Une expérience de parti de masses et la préparation d'une relève », in *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, nº 3, n° 109-3, 2002, p. 19-19.
[173] SIRINELLI Jean-François (éd.), *Cultures*, Paris, Gallimard, « Histoire des droites en France », 2006, 771 p.

souhait de réforme de l'Etat et d'un pouvoir autoritaire rencontre une adhésion au sein des français. Cette idée est héritière de la Ligue des Patriotes de Déroulède[174] et du boulangisme[175]. Son message est d'autant reçu que l'on assiste à une massification des médias ; en 1938, on compte plus de cinq millions de postes de radio et plus de 11, 5 millions de quotidiens sont vendus, le prix étant en moyenne 50 centimes, ce qui leur permet d'avoir une grande audience. Remarquons un caractère de la vie politique française, c'est que l'apparition d'une puissance hégémonique aboutit à la constitution d'une coalition de forces hostiles. Le Front de la Liberté en 1937 puis le refus de participer Conseil National de la Résistance vont empêcher à ce parti de prendre le pouvoir, le colonel de La Rocque cristallisant autour de lui les oppositions par rapport à son activité politique et son ambiguïté sur le régime républicain, qu'il va rallier sans vouloir être candidat lors d'une élection[176].

[174] KENNEDY Sean, *Reconciling France against democracy: the Croix de feu and the Parti social français, 1927-1945*, Montreal; Ithaca, McGill-Queen's University Press, 2007, 364 p.
[175] SOUCY Robert, *Fascismes français ? 1933-1939, mouvements antidémocratiques*, Paris, Autrement, 2004.
[176] LA ROCQUE François de, BERSTEIN Serge, LA ROCQUE Hugues de, et al., *Pourquoi je suis républicain : carnets de captivité*, Paris, Éditions du Seuil, 2014, 342 p.

Chapitre III : Le mouvement poujadiste, héritier du Parti social français ?

Introduction :

Le 8 août 1944 au matin, les allemands font sauter les ponts sur la Sarthe en se retirant de la ville. C'est la liesse dans les rues mancelle, une grande fête populaire qui va durer plusieurs journées avec la présence de la 5ème Division Blindée américaine du major-général Oliver qui arrive dans la cité par les routes de Sablé, Laval dont deux détachements s'installent à Pontlieu et Neuville. La même journée le maire vichyste du Mans, Chamolle, est remplacé par Marcel Lecorps (Radical). L'ancien maire du Mans, Henry Lefeuvre est déporté avec Roger Bouvet et Jean-Yves Chapalain pour faits de résistance. Le quotidien *la Sarthe* change de nom et devient le *Maine Libre* avec à sa tête des personnalités socialistes comme Max Boyer, rédacteur de *La République Sociale de l'Ouest*, André Duteil et Jean Cureau, responsable des Jeunes Socialistes en 1939. Ce changement est radical puisque l'ancien directeur de la Sarthe, Albert Lejeune est exécuté. Ces personnalités sont présentes au sein des comités départementaux de la libération qui vont mettre la main mise sur l'ensemble des organisations politiques, sociales et syndicales de la Sarthe. Nous retrouvons des figures entrevues dans la première partie de ce mémoire, Jacques Eynaud, bras-droit de Dorgères, maréchaliste convaincu est arrêté à la libération, mis en surveillance puis relâché tout comme Bernard d'Aillières, député en 1936 qui se voit condamner à l'inégibilité pour ses prises de position en faveur du maréchal dans le journal le *pays fertois*. Quant à Jean Montigny, il poursuit son déplacement politique vers l'extrême droite en étant candidat dans les années 1950 sur une liste Rassemblement National de l'avocat Tixier Vignancour qui est un fervent fidèle à la mémoire du Maréchal comme aux victimes de l'épuration. Michel de Langre, l'ancien président du Parti social français, est président de l'Association des Parents d'élèves de l'Enseignement libre (A.P.E.L) et contribue à des débats concernant la défense de l'école libre face à des Libres Penseurs. Monseigneur Grente a été peu préoccupé par la présence allemande mais il cherche dès la libération à refaire paraitre le quotidien catholique *La Dépêche du Maine* qui devient *La Libre Dépêche du Maine* dont le premier numéro parait le 22 octobre 1944. Ce changement politique ne s'arrête pas là puisque que sur 31 membres du conseil général, vingt sont déchus de leur mandat et dix réhabilités, ce qui va permettre au préfet Costa de nommer vingt nouveaux conseillers généraux. Il va nommer, sans l'aval du GRPF, vingt et un radicaux-socialistes, sept radicaux indépendants et un de la droite. Le seul représentant de la droite est Robert d'Ussel, maire et conseiller général de Précigné sous la couleur du Parti social français avant-guerre. Ce conseil général n'a jamais siégé. Il faut attendre les élections des 23 et 30 septembre 1945 pour voir la victoire de la gauche dans le département avec 57,78% des suffrages exprimées et

un président du conseil général qui est investi le 29 octobre 1945 en la personne de Max Boyer qui a réussi la stabilisation juridique du Maine Libre au cours de cette année. En ce début d'année 1946, Max Duteil se félicite de la démission de de Gaulle le 20 janvier 1946 alors que le père René Baret, dans la *Libre Dépêche du Maine*, s'inquiète du risque d'une vague rouge au sein du gouvernement : « Nous allons vers une dictature communiste. Notre compte est bon. On nous coupera le cou[177]. » La Sarthe d'après-guerre comptabilise 412 214 habitants dont 63,8% sont des ruraux en 1946. Ces ruraux reprennent le système économique locale de la petite exploitation familiale soit 33 150 exploitations agricoles ce qui représente à l'époque 50,4% des actifs à l'époque. La vie rurale s'organise autour du bourg encore appelé « pays » avec le café comme lieu de base de la sociabilité et du commerce. Par contre après 1945, il est rare de faire rater l'école aux enfants lors des travaux des champs grâce à la mécanisation de l'agriculture. L'espace sarthois ne change pas ; il est centralisé au chef-lieu avec une structure en étoile aux branches multiples. L'organisation géographique du département est importante pour cette période de modernisation de l'économie et de réception de mouvements politiques qui reviennent en cette fin des années 1940 après l'approbation par 53,86% des sarthois de la constitution de la IVème République en octobre 1946. Le 23 avril 1948, aux quinconces des jacobins, le député Hubert Lefevre-Pontalis organise une réunion à l'intention « des classes moyennes indépendantes ». En fait, il s'agit d'une réunion du parti paysan qui se reforme avec la présence durant la manifestation de Paul Antier, Camille Laurens et Jean Sourbet. En Sarthe c'est Ernest Levacher qui prend la présidence du mouvement secondé par Noel Leffray puis Roger Caffieri qui se hisse à la tête du parti le 27 janvier 1950 mais, au fond de lui, il reste un militant gaulliste. Ce parti va être la tête de pont du retour de Dorgères qui est soutenu par Hubert Lefèvre-Pontalis. Le 16 janvier 1950, Dorgères est accueilli par Adolphe Besnard, ancien membre des chemises vertes, tout comme les frères Gaston et René Hervé à Mamers. Plus de 500 cultivateurs sont venus entendre le leader rallié au régime de Vichy via la corporation paysanne, condamné à l'indignité nationale puis relevé pour faits de résistance[178]. Il prend encore prétexte de ne pas payer les cotisations relatives aux allocations familiales pour fédérer son mouvement. Dorgères est présent à un meeting à la salle des concerts le 9 mai 1951 avec la présence de Bernard d'Aillières qui souhaite redevenir député. Il a des propos forts contre les forces tripartites de cette IVème République : « des poissons rouges dans le bénitier ». La formule fait rage auprès d'un monde rural qui se modernise à toute vitesse. L'ingénieur Paul Pousset, met en place un plan de modernisation à l'échelle du département pour les équipements structurels et individuels du monde rural, c'est-à-dire l'électrification des campagnes et l'adduction de l'eau qui vont accaparer les missions du Conseil général. L'électrification est en retard dans le

[177] *Libre Dépêche du Maine*, 20 janvier 1946

[178] ROSIER Michel, *Vie politique et sociale de la Sarthe sous la IVe République (1944-1958)*, Paris, L'Harmattan, « Chemins de la mémoire. Série "XXe siècle" », 2012, 539 p., p.80

département puisqu'en septembre 1950, la Sarthe est au 83ème rang sur 90 départements en France métropolitaine ; quant à l'eau, sur 386 communes en 1946, trente-deux ont un service de distribution ; donc il reste 67 281 personnes à desservir pour un coût de deux milliards de francs. Les organisations agricoles de la Sarthe présider par Lucien Chaserant [179]poussent vers cette modernisation des moyens agricoles et la lutte contre la crise des prix comme en 1951 avec celle du prix du lait et celle de la fièvre aphteuse qui touche en juin 1951 plus de 372 communes sur 386 avec 4000 cas. En cette fin 1951, Dorgères n'arrive pas à avoir une grande emprise sur le territoire sarthois, surtout dans le sud-ouest du département où les paysans sont les plus pauvres. Le 10 Juillet 1952, est créé de l'Assurance Vieillesse Agricole qui est géré par la MSA (Mutualité Sociale Agricole) présidée par Ernest Chevreuil, il s'inquiète au préfet des agissements du leader des paysans suite à sa présence le vendredi 29 aout 1952 à la foire aux oignons, à la suite d'un meeting organisé avec Gaston Hervé comme orateur devant 1000 agriculteurs. Au surplus, Dorgères compte sur 2000 adhérents dans le département, avec un maximum de 1000 personnes à certains meetings, mais avec la constitution de plus de cinquante comités locaux surtout à Mamers, Fresnay, la Flèche, La Ferté Bernard, ce qui ressemble à son implantation dans les années trente. Cependant le retour, de Dorgères ne suscite pas l'inquiétude des autorités comme dans ce rapport du préfet Trouillé du 9 mars 1953 : « […] Au surplus Dorgères a rencontré un ennemi puissant sous les auspices des « Organisations agricoles de la Sarthe » qui le combattent à la fois sur le terrain corporatif et le terrain politique. L'agitateur mène compagne contre des institutions sociales gérantes telle la caisse l'Allocations familiales dont les dirigeants cumulent bien des mandats[180]. ». Dorgères ne dit pas son dernier mot et joue son va-tout au marché du Mans, le vendredi 26 mars 1954. Une réunion est autorisée pour 14h à la maison sociale du Mans mais, à 14h25 les partis de gauche sont déjà présents et la réunion est interdite. Dorgères part avec ses partisans déposer une gerbe aux monuments aux morts, square La Fayette. Il déclare qu'il va revenir avant de saluer, selon les uns à la romaine et, selon les autres, à la fasciste [181]! Ce départ n'est que provisoire puisque Dorgères va pouvoir compter sur l'essor d'un mouvement politique, celui d'un petit commerçant de Saint-Céré dans le Lot, en la personne de l'Union de défense des commerçants et des artisans de Pierre Poujade. Comment ce mouvement va-t-il s'inspirer des méthodes des ligues et du Parti social français pour réussir son implantation en Sarthe ?

[179] *Ibid.*

[180] ADS 72 : 660W137 : Rapports mensuels du préfet janvier-décembre 1957 : Rapport du préfet du 9 mars 1953

[181] ADS 72 : 660W137 : Rapport mensuels du préfet janvier-décembre 1957 : RG 1027/243/3 du 26 mars 1954

III.A- Des similitudes entre les deux mouvements

Le mouvement qui nait à Saint-Céré le 21 juillet 1953 a pour origine : l'amnistie fiscale de 1952 du premier ministre Antoine Pinay qui va pénaliser les petits commerçants grâce à la réorganisation de l'administration fiscale qui permet à celle-ci par des brigades polyvalentes de faire trois contrôles à la fois (contributions directes, indirectes et droits d'enregistrement). Les sanctions qui s'en suivent sont exaspérantes pour les commerçants car elles peuvent aller au placement sous séquestre de leur entreprise. Pierre Poujade, ancien militant du parti populaire français au sein de sa branche jeune Union populaire des jeunesses françaises, engage un bras de fer avec les fonctionnaires de l'Enregistrement et les empêche ce 21 juillet de faire un contrôle des commerçants de Saint-Céré. Dans son ouvrage *J'ai choisi le combat*, il évoque la naissance de son mouvement et le nouvel état d'esprit qui nait : « Quelque chose venait de se casser. Le temps des nouveaux seigneurs était révolu… [182]». Celui-ci serait aussi le « bon sens » du Français moyen qui l'autorise à déclarer la guerre au gouvernement, ce que décrie le philosophe Roland Barthe : « Le bon sens est comme le chien de garde des équations petites-bourgeoises, il bouche toutes les issues dialectiques, définit un monde homogène où l'on est chez soi, à l'abri des troubles et des fuites du rêve (entendez d'une vision non comptable des choses) (…). Le langage de M. Poujade montre, une fois de plus, que toute la mythologie petite-bourgeoise implique le refus de l'altérité, la négation du différent, le bonheur de l'identité et l'exaltation du semblable[183]. ». Pierre Poujade, par son histoire représente le mécontentement de toute une classe de la société, une moyenne bourgeoisie que l'inflation contribue à appauvrir durant l'entre-deux guerres et subit les changements socio-économiques de cette période car, en août, 1953 la France est paralysée par une grève sans précédent. Elle nait d'une initiative individuelle dans un centre du tri postal à Bordeaux, elle ne présente pas des revendications claires mais un mécontentement général. En septembre 1953, le gouvernement attise la colère avec la mesure du secrétaire d'Etat au Budget, Henri Ulver, qui décide d'une majoration automatique des pénalités de 100% en cas de fraude si la bonne foi du contribuable n'est pas démontrée. C'est un moyen pour Pierre Poujade de constituer son mouvement le 29 novembre 1953 à Cahors ; l'Union de défense des artisans et commerçants l'U.D.C.A. voit le jour avec une cotisation fixée à 300 francs accompagnée de la parution d'un journal, *L'Union*. Dans son premier numéro sont énumérés d'une manière religieuse les « Commandements du petit commerçant » à l'exemple du premier : « De grand matin te lèveras… Pour travailler très longuement[184]. ».

[182] Pierre Poujade, *J'ai choisi le combat*, Saint Céré, Société Générale des éditions et publications,1955 p.24
[183] ELGEY Georgette, *Histoire de la IVe République, Vol. 2 : De 1956 à janvier 1959. La guerre d'Algérie, le retour du Général, les transformations de la France.*, Paris, JM Laffont Editions, 2018. P.358
[184] *Ibid.*

Le succès foudroyant de ce mouvement s'inscrit dans les grandes jacqueries des laissés-pour-compte du progrès. L'étude de ce mouvement se fait en rapport avec l'étude des Croix-de-Feu et du Parti social français qui vont irriguer le poujadisme dans son organisation, l'origine de ses adhérents et son répertoire d'actions.

III.A.1- L'organisation

En ce début d'année 1954, le préfet de la Sarthe, Pierre Trouillé énonce un climat politique calme dans le département : « La situation a été des plus calmes dans l'ensemble du département. […] Les partis ont, dans l'ensemble, organisés des réunions privés ou publiques peu importantes. [185]». Ce qui concentre l'attention de l'administration préfectorale, ce sont les réunions du mouvement dorgériste qui se poursuivent en mai 1954. Le 7 mai, dans un pré d'un marchand de bestiaux à la sortie nord du Mans, Ernest Levacher, éleveur au Jarrier à Saint-Mars-Sous-Ballon, catholique ardent et hostiles aux lois sociales agraires et anti-coopérateur défend les idées protestataires de la Défense paysanne. Plus de 700 participants et 2 500 agriculteurs sont présents à cette mobilisation. Il poursuit le 4 août 1954 avec un meeting à Ballon, à la salle des fêtes de l'école Notre-Dame, en présence de 800 agriculteurs où les Jeunesses paysannes revêtent, comme en 1935, les chemises vertes comme uniforme[186]. Le mouvement d'Union de la défense des commerçants et des artisans n'émerge dans les rapports mensuels de la préfecture qu'en novembre 1954 : « Les 2 et le 24 novembre 1954, l'Union de défense des commerçants de la Sarthe a tenu deux réunions à Bessé-sur-Braye sous l'impulsion de dirigeants du Loiret et Loir et Cher[187]. ». En cette fin d'année 1954, l'implantation du mouvement va d'une ligne Vendée-Eure-et-Loir-Savoie, le nord de la France n'ayant pas une implantation de qualité[188]. L'Eure-et-Loire compte déjà 3000 membres et ses responsables vont essayer d'imprimer une vague d'adhésion dans l'Est de la Sarthe. C'est le cas avec le premier délégué du mouvement, Roland Drapier, apiculteur à la Ferté-Bernard qui commence de manière discrète à constituer le mouvement et de défendre deux artisans : Corbin mécanicien et Provost, marchand primeurs à Tuffé, qui sont en proies à des problèmes avec l'administration. Roland Drapier ne semble pas poser de problèmes pour les services administratifs du département : « L'union de défense des commerçants et artisans (mouvement Poujade) cherche indiscutablement à s'implanter dans la Sarthe. De l'extérieur viennent des propagandistes. Leurs auditeurs sont assez nombreux mais ne paraissent

[185] ADS 72 : 660W96 : Rapport mensuel de janvier 1954

[186] ROSIER Michel, *Vie politique et sociale de la Sarthe sous la IVe République (1944-1958)*, Paris, L'Harmattan, « Chemins de la mémoire. Série "XXe siècle" », 2012, 539 p.

[187] ADS 72 : 660W96 : Rapport mensuel de novembre 1954

[188] SOUILLAC Romain, *Le mouvement Poujade : de la défense professionnelle au populisme nationaliste, 1953-1962*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, « Sciences Po histoire », 2007, 415 p., p.41

guère disposés à suivre intégralement les consignes de rébellion. Le climat est cependant à surveiller car on a noté deux obstructions à des contrôles[189]. ».

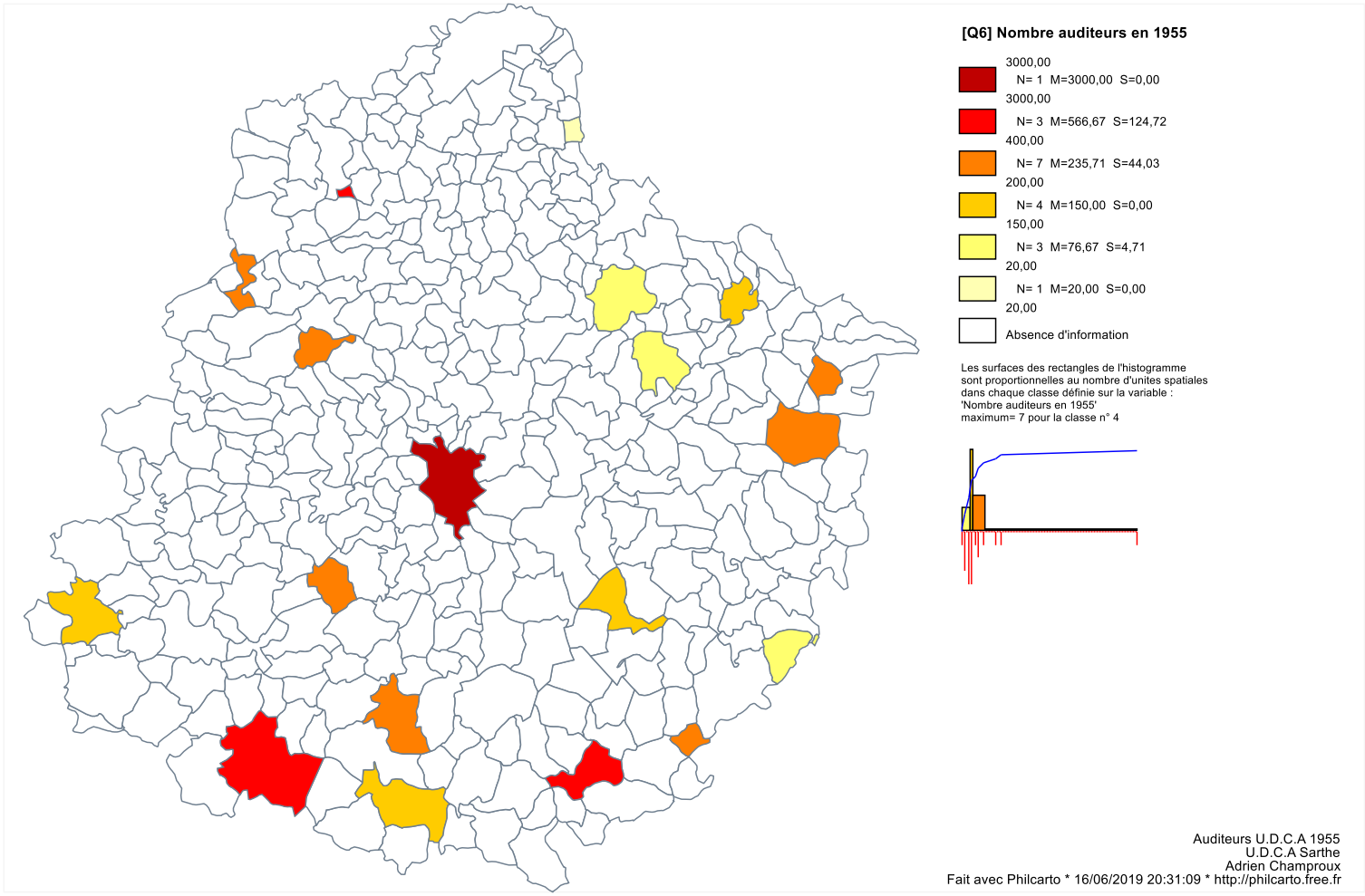
C'est l'année suivante que le mouvement poujadiste va s'implanter en Sarthe comme l'indique le rapport mensuel du préfet Trouillé : « L'Union de défense des commerçants et artisans (Mouvement Poujade) a tenu des réunions à Mamers, Le Lude, Bessé-sur-Braye. Le département de la Sarthe était représenté à la manifestation du 24 janvier à Paris par une délégation de 300 commerçants et artisans environ ne comprenant aucune personnalité de quelque importance. ». 1955 marque aussi les premiers tours de France de Poujade mis en avant par l'hebdomadaire Paris Match qui fait de lui un personnage médiatique, terme qui n'existe pas à l'époque : « Il n'a fallu que quelques mois à Poujade, le Robin des Bois du commerce français, pour accéder à la une des grands journaux (…). En dix-huit mois, il a parcouru 100 000 kilomètres, pris la parole dans plus de 500 meetings, recueilli 600 000 adhésions (…). Un insigne officiel fut créé : sur une carte de France, un coq gaulois agressif avec une patte solidement posée sur Saint-Céré, l'autre sur la capitale[190]. ». Cette agressivité se voit pour l'abrogation du fameux amendement Dorey, député M.R.P de Belfort, qui remet en vigueur une disposition tombée en désuétude datant de la royauté et qui stipule : « prévoyait des peines de prison pour toute rébellion envers les agents du fisc. ».

Les réunions deviennent de plus en plus régulières et dans l'ensemble du département, avec une présence de Poujade le 8 mars à la maison sociale au Mans réunissant plus de 3000 personnes. Les réunions réunissent en moyenne 200 personnes que cela soit à Fresnay-Sur-Sarthe, Sillé-Le-Guillaume, Château-du-Loir, La Suze, Vibraye ou Montmirail. On retrouve ici la carte géographique de l'implantation du Parti social français en partie dans des zones rurales périphériques, en marge pour l'époque. La carte suivante montre le nombre de participants aux réunions par un écart entre le maximum et le minimum pour ces communes du nombres de participants.

[189] ADS 72 : 660W96 : Rapport mensuel de décembre 1954

[190] *Paris Match*, 29 janvier 1955, n°305

Figure 7 : Nombre de participants et lieux de réunions de l'U.D.C.A. en Sarthe 1955



Ces villages connaissent une mutation de l'espace agricole avec l'utilisation du tracteur, soit moins de 3000 tracteurs qui permettent l'exploitation des terres dont la surface moyenne est de 14 hectares à l'époque. Ils ne ressentent pas ces effets de modernisation immédiatement mais plutôt l'exode rural et l'acharnement des contrôles fiscaux qu'ils jugent immérités. Le développement du commerce concentré met à mal aussi les petits commerçants et artisans qui sont au cœur de la vie du village. Cette même année 1955, le Comité départemental d'études économiques et sociales est transformé en comité d'expansion économique de la Sarthe dont le président, Gabriel Pecquereaux, supervise les travaux d'un jeune économiste Georges Pierret qui soutient en 1959 sa thèse : « La nécessité économique de l'aménagement du territoire dans le Maine ». Cette thèse montre le déficit d'équipements de la ville du Mans mais surtout le dépeuplement des zones rurales situées entre 20 et 40 kilomètres du Mans, c'est-à-dire entre le chef-lieu et les petites villes de la périphérie où s'implantent les mouvements poujadistes et dorgéristes. Ces zones rurales « isolées » géographiquement et socialement, subissent une vague de suicides plus importante que dans les

années précédentes malgré le travail de la Fédération Rurale où sont présents des militants du MRP et des anciens de la Jeunesse Agricole Catholique. Cette implantation ne concerne pas que le monde rural mais aussi le milieu citadin ; Le Mans est prisé par les membres poujadistes, surtout en septembre 1955, avec la grève à l'usine Renault qui est une aubaine pour tenter d'unir les commerçants et les ouvriers par l'entremise de Roger Collas, conseiller municipal R.P.F et chef de service à l'usine des F.A.C.E.J. (Entreprise des Forges et Ateliers de construction Electrique de Jeumont). Il est le responsable de l'U.D.O.F. (Union de défense des ouvriers de France) au sein du mouvement. Roger Collas tente d'unir les deux mouvements mais c'est un échec comme le relate le préfet Trouillé : « Dès le début de la tension, les dirigeants du Mouvement Poujade apportèrent aux grévistes l'appui de leur présence et de leurs encouragements. En particulier, M. Bone, le délégué départemental ne manque pas d'assister aux meetings. Il apparait que, dans la Sarthe, les tentatives d'allier l'aile gauche du Mouvement poujade au syndicalisme ouvrier aient été vouées à un très net échec. ». On voit ici apparaitre la figure de Fernand Bone qui va prendre le mouvement en main en mai 1955, bien après des dissensions internes qui vont rythmer ce mouvement. C'est un commerçant en épicerie et bonneterie de Saint-Ouen-en-Belin, cette commune va devenir le centre du mouvement en Sarthe. C'est un ancien chansonnier et employé temporaire dans l'Administration des Contributions Indirectes à Paris. Il ne fait pas mystère de ses adhésions avant-guerre aux Croix-de-Feu et au Parti social français du colonel de La Rocque. Au vu de son passé politique, il va influencer le mouvement en s'aidant des types d'actions menées dans ses anciennes formations. Nous pouvons constater en cette fin d'année 1955 une implantation qui semble durable dans l'ensemble du département et nous pouvons reconstituer par un tableau le bureau départemental du mouvement.

Figure 8 : Bureau départemental de l'U.D.C.A. (1954-1957)

Nom et prénom	Fonction dans le bureau départemental	Profession
DRAPIER Roland	Délégué provisoire (1954- mai 1955)	Apiculteur à la Ferté-Bernard
BONE Fernand	Délégué départemental	Epicier et bonnetier à Saint-Ouen-en-Belin
VITTECOCQ	Secrétaire départemental	Pas de renseignements
LOSSIGNOL Joseph	Comité de vigilance	Pas de renseignements
DAVID Louis	Responsable U.D.A.F (Union de défense des agriculteurs de France)	Pas de renseignements
COLLAS Roger	Responsable U.D.O.F (Union de défense des ouvriers de France)	Chef de service à l'usine F.A.C.E.J du Mans
CHEVRET	Délégué national du mouvement pour la région Ouest en 1955	Pas de renseignements

III.A.2- Le répertoire d'actions

La recomposition des droites advenue après la Libération et les bouleversements de la reconstruction du pays et de sa croissance permise par le plan Marshall redéfinissent drastiquement les modes et les acteurs de manifestations. Les interventions des droites à l'époque sont le seul fait du parti gaulliste et de l'U.D.C.A. . Ce dernier veut se démarquer des partis et du « système » ce qu'atteste le terme « union » dans le choix du nom du mouvement qui n'exclut pas une participation parlementaire. Le répertoire d'action collective des commerçants est étendu et provient de plusieurs influences, celui des manifestations-processions des années 1925-1926, des manifestations-insurrections des années 1930 et des manifestations d'action directe de l'immédiat après-guerre ou « action civique », menée par la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) de Léon Gingembre à partir de 1948. Le mouvement de Saint Céré emprunte au répertoire d'actions déployées au début des années 1930 par Dorgères pour défendre les réfractaires à l'immatriculation aux assurances sociales, mais également des cellules rurales du parti communiste en lutte aux cotés des métayers.

Les actions des poujadistes commencent dans le département au mois de septembre 1954 ; le 8, Ernest Levacher un des leaders du mouvement paysan se voit voir ses biens être mis aux enchères par Me Gaudray. De nombreux militants y assistent dont Dorgères et Pierre Poujade ainsi que Roland Drapier, représentant le mouvement poujadiste en Sarthe. La vente ne peut se faire dans de bonnes conditions et un meeting s'improvise où s'exprime Ernest Levacher, Gaston Hervé et Dorgères pour le mouvement des chemises vertes et Poujade pour son mouvement. Ce rapprochement n'est pas traité de la même façon au sein de leurs journaux respectifs ; dans l'*Union*, Dorgères est confiné au rôle du comparse tandis que le beau rôle est attribué à Pierre Poujade. L'incident marque le passage d'une contestation à l'autre sur fond de déclin des classes moyennes indépendantes. Les deux leaders se retrouvent ensemble le 20 novembre 1954 pour dénoncer le « régime dictatorial Mendès-France[191] ». En moyenne, entre novembre 1954 et février 1955, il y a 25 manifestations. En Sarthe, il y a 13 réunions durant cette même période. Les leaders locaux se retrouvent ensemble à une réunion le 29 novembre 1955 à la Fresnaye-sur-Chedouet, avec la présence de Jacques Gohier le leader U.D.C.A de Mamers, le fameux Levacher, cultivateur à Saint-Mars-sous-Ballon et Gaston Hervé, leader dorgériste local[192] ; cependant les réunions ne sont pas les seuls ressorts des actions du mouvement poujadiste. Cette opposition aux contrôles fiscaux est permise par la mobilisation des adhérents du mouvement qui sont invités à utiliser leurs voitures, comme dans le cas des grands rassemblements des Croix-de-Feu, pour faire une démonstration de force et empêcher le contrôle d'avoir lieu : « Le

[191] M. Rosier, *Vie politique et sociale de la Sarthe sous la IVe République (1944-1958), op. cit.*

[192] ADS 72 :660W133 : Mouvement Poujade-UFF-divers rapport-Renseignements généraux : 29 novembre 1955

mouvement fonctionne comme un service de dépannage, observe Dominque Borne. Le contrôleur constate qu'il est dans l'impossibilité de faire son travail, ou même s'il est prévenu, s'abstient de paraître[193]. ». Cette mobilisation est le fait des chefs de secteurs dans les villes et des bureaux cantonaux qui réagissent à la moindre information obtenue de la part de l'administration : « Dans chaque quartier, dans chaque rue, vous devez recruter parmi les plus dynamiques des gens dévoués à la cause. Ils partent les premiers en alertant tous leurs voisins, ils pourront aussi faire de l'ordre et de la sécurité. Leur nombre n'est pas limité, il varie suivant l'importance et les possibilités de recrutement. [194]». C'est le cas pour M.Martin : le 14 mai 1955 une manifestation a lieu contre son contrôle fiscal à Yvré-l'Evêque[195]. Les réunions permettent une mobilisation et le passage du message politique grâce à une action propagandiste efficace comme le relate le préfet Trouillé dans son rapport mensuel du mois de février 1955 : « La propagande du Mouvement Poujade suscite dans la masse populaire des réflexions qui ne sont généralement pas favorables aux commerçants mais, par contre elle donne à ces derniers une énergie inhabituelle qui peut les pousser, le cas échéant, à prendre des risques. [196]». Ces risques sont le non-paiement de l'impôt en cette année 1955 par dénonciation des forfaits entreprise qui est une action légale et permet d'embouteiller l'administration ou différer le paiement de son tiers provisionnel. C'est la mesure la plus utilisée pour obtenir les revendications du mouvement, énoncés à la Porte de Versailles le 24 janvier 1955 où 200 000 personnes se retrouvent. Par une journée, le 28 mars, les leaders locaux demandent aux artisans et commerçants de fermer leur boutique mais le mouvement ne semble pas être suivi en Sarthe comme le contaste les renseignements généraux du département : « plusieurs commerçants n'ont pas paru décidé à fermer leurs boutiques le 28 mars[197]. ». Cette grève de l'impôt prend fin en mai 1955 après l'abrogation du décret Dorey par le gouvernement Faure. Pierre Poujade va concentrer ses remarques et attaques contre Edgar Faure, preuve d'un discours populiste qui s'adapte à toutes les situations.

[193] TARTAKOWSKY Danielle, *Les droites et la rue : histoire d'une ambivalence, de 1880 à nos jours*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2014, 221 p.

[194] ELGEY Georgette, *Histoire de la IVe République, Vol. 2 : De 1956 à janvier 1959. La guerre d'Algérie, le retour du Général, les transformations de la France.*, Paris, JM Laffont Editions, 2018. P.367

[195] ADS 72 :660W133 : Mouvement Poujade-UFF-divers rapport-Renseignements généraux : 29 novembre 1955

[196] ADS 72 : 660 W96 : Rapports mensuels du préfet : février 1955

[197] ADS 72 :660W133 : Mouvement Poujade-UFF-divers rapport-Renseignements généraux :24 mars 1955

III.A.3- Le discours politique populiste

La tonalité des réunions n'a rien de très original puisque l'on reprend les éléments programmatiques du mouvement, des articles de l'*Union* et les éléments rhétoriques du président du mouvement, Pierre Poujade : antiparlementarisme, xénophobie, antisémitisme et une cible le Président du conseil Edgar Faure : « Edgar Faure ne fait que ce que lui dictent ses maitres. Il conduit la France à sa perte. Il est sous l'emprise des puissances financières apatrides[198]. ». Edgar Faure, dont on se demande s'il ne porte pas un nom juif « Bromberg », est « l'homme le plus néfaste de la République qui vend le Maroc après que Mendès France ait vendu l'Indochine[199]. ». Cette haine des parlementaires se retrouvent dans les rues du Mans comme le relate le préfet Trouillé : Une affiche intitulée « il a osé » hostile à M. Edgar Faure, a été apposé dans de nombreux emplacements au Mans. ». Les affiches placardées annoncent en faite une action lors des quatre jours du Mans à l'occasion de la venue à la manifestation d'Edgar Faure. Cette initiative échoue à cause d'un manque de synchronisation des équipes poujadistes[200]. En cette fin d'année 1955, au cours du congrès régional à Orléans, le mouvement prend un tournant politique après la publication de Pierre Poujade dans *Fraternité Française* d'un programme ; les renseignements généraux notent que la nature du mouvement change au cours de ce congrès : « Cet appel confirme que le Mouvement Poujade sort délibérément du rôle de défense du commerce qu'il s'était fixé à ses débuts[201]. ». Pierre Poujade veut opérer une refonte des institutions de la République tout comme le Parti social français favorable à cette réforme de l'État ainsi que les gaullistes. Il veut une réforme fiscale et s'occuper des problèmes de l'Union française et de l'Algérie. Pour lui ce sont les « valeurs morales et spirituelles qui doivent contribuer à unir les peuples sans distinction de race ou de confessions[202]. ». Ces valeurs sont celles de la France chrétienne, alors que l'électorat chrétien se détourne de ce personnage qui a l'image d'un populiste extrémiste. Un contraste s'impose à cette époque car la France connait une expansion sans précédent : nous sommes en pleine « Trentes Glorieuses » pour reprendre le titre de l'ouvrage de l'économiste Jean Fourastié[203]. Les technologies font irruption dans la vie quotidienne et consacrent un nouvel ordre industriel qui voit la disparition des métiers des ouvriers spécialisés. Le regroupement industriel entraine la production en grande série ce qui fait dire à Louis Armand, un des acteurs de cette révolution technologique à propos des mutations en cours : « Seule une grande dimension

[198] Procès-verbal d'une réunion publique de l'U.D.C.A. tenue le 25 octobre 1955 à la salle Wagram, préfecture de police, commissariat de police du quartier des Ternes.

[199] Réunion de la section du premier secteur de la Seine de l'U.D.C.A., le 19 octobre 1955, dans un cinéma du XVIIIème arrondissement.

[200] ADS 72 : 660W96 : Rapports mensuels 1947-1955 : septembre 1955

[201] ADS 72 : 660W133 : Note des renseignements généraux sur l'U.D.C.A. : note du 28 août 1955

[202] *Fraternité Française,* 14 juillet 1955

[203] FOURASTIE Jean, *Les Trente glorieuses ou la révolution invisible*, Pluriel, Fayard, Paris, 1ère édition, 1979,2011

permet la mise en œuvre des techniques de la deuxième phase de la révolution industrielle (…). Pour obtenir des objets de qualité à prix réduit, il faut les produire en grande quantité (…). Il faut produire beaucoup de moteurs (par exemple) pour faire de bons moteurs. Pourquoi ? D'abord parce que les recherches supposent des dépenses qui ne peuvent pas être amorties sur un petit nombre de moteurs. Ensuite, parce que les machines faites pour produire un type de pièces en grande quantité peuvent être d'une précision telle que nulle main ne saurait l'égaler (…). Bref, on est conduit à construire de vastes usines pour disposer d'un outillage approprié. Pour le faire fonctionner de façon continue (il coûte cher), pour l'amortir dans de bonnes conditions, il faut des débouchés toujours plus grands (…). On peut même dire, à propos de nombreux outils modernes, qu'ils doivent être produits en quantité, sinon ils ne peuvent pas être produits du tout. C'est vrai de l'automobile et des appareils ménagers, mais aussi des autoroutes ou des habitations, des boites de conserve ou des stylos à bille[204]. ». La transformation économique se voit au Mans avec l'usine Renault qui est le symbole de cette deuxième révolution industrielle. Elle concentre un cinquième de la main d'œuvre industrielle du département, 40% des effectifs de l'industrie mancelle et 75% des effectifs des industries métallurgiques et électriques c'est-à-dire que la ville mancelle devient un « relais de la concentration parisienne » par cette activité de mono-industrie qui doit permettre la croissance économique du département.

Le populisme joue sur cette peur d'une modernisation devenue un impératif pour les artisans, les petits employés, les commerçants qui se sentent menacés par l'industrialisation et l'urbanisation. La peur sera employée par le mouvement poujadiste à l'aube de cette année 1956 qui va la voir entrée au sein du Palais Bourbon.

[204] ARMAND Louis et DRANCOURT Michel, *Plaidoyer pour l'avenir*, Calmann-Lévy, Paris, 1961, pp.67-71

III.B- Fernand Bone, symbole de cet héritage

Pour comprendre la réussite politique de ce mouvement nous allons étudier le parcours politique de Fernand Bone qui reflète les évolutions politiques et économiques du département notamment dans les cantons périphériques de la Sarthe où le mouvement va s'implanter.

III.B.1- Du militant PSF à la délégation de l'U.D.C.A.

La stratégie d'encerclement du centre du département se poursuit par le mouvement poujadiste en Sarthe. Les réunions en cette fin d'année 1955 sont nombreuses, plus de 16 réunions avant l'élection du 2 janvier 1956 qui se déroule à Fresnay-sur-Sarthe, Le Lude, Montmirail, Mamers, Noyen-sur-Sarthe, Chateau-du-Loir. Le bureau départemental est statué le 24 octobre et c'est Fernand Bone qui va propager la rhétorique poujadiste en Sarthe. Il se déplace aussi dans les autres départements dans le Maine et Loire et l'Orne. Militant avant-guerre Croix-de-Feu et au Parti Social français, il est rompu au combat politique et à la résistance, ayant été déporté pour des actes de cette nature. Après la guerre, il revient à Saint Ouen-en-Belin où il est né le 6 décembre 1903. Ayant eu une activité syndicale avant-guerre, en 1936, en tant que le secrétaire fondateur du Syndicat professionnel français du spectacle, il reprend cette activité en étant membre de la Chambre de commerce du Mans et de la Sarthe. Son activité d'épicier-bonnetier connaît des travers. Sa fiche biographique constitué par les renseignements généraux[205] indique son activité politique avant 1955 : « Depuis qu'il est revenu en Sarthe, il a manifesté des sympathies pour le R.P.F. En 1955 aux élections municipales, il a été candidat avec cette étiquette dans la commune de ST Ouen en Belin. Il n'a recueilli que 50 voix sur 333 suffrages exprimés. » C'est un trait caractéristique en Sarthe, où certains militants du R.P.F sont attirés par le poujadisme dans la détestation de ce régime parlementaire et des formes de militantisme ; par contre on compte peu de résistants au sein de ce mouvement. Fernand Bone trouve dans l'U.D.C.A. un mouvement pour assouvir son ambition politique : « Farouchement anti-communiste et assez ambitieux, il cherche à jouer un rôle dans la vie publique. Aussi le mouvement Poujade a-t-il trouvé en lui d'emblée un militant convaincu. Il a accepté dès le début de l'introduction du Poujadisme dans la Sarthe la responsabilité de l'U.D.C.A. dans le canton d'Ecommoy.[206] ».L'anticommunisme est un trait de ce mouvement, politique pourtant selon la note des renseignements généraux sur la position des partis politique vis à vis de l'U.D.C.A., voici ce que l'on peut lire de la section communiste sarthoise : « Le Parti communiste, selon le grand principe que tout ce qui met le pays en difficulté le sert, est d'accord avec l'U.D.C.A. sur tous les

[205]ADS72 : 660W133/ Renseignement sur l'U.D.C.A. : Fiche sur Fernand Bone
[206]ADS72 : 660W133/ Renseignement sur l'U.D.C.A. : Fiche sur Fernand Bone

points à l'exception du problème des Coopératives et des Économistes[207]. ». Ce positionnement est tactique, puisque les communistes jouent aussi le rôle du parti extrême qui souhaite renverser le jeu politique de la IVème République qu'ils ont contribué à faire naître. Fernand Bone mène un parti en pleine ascension qui souhaite prendre le pouvoir comme le remarque les renseignements généraux de la Sarthe : « L'U.D.C.A. pratique la politique de la main tendue à toutes les catégories sociales. Ses orateurs ne manquent pas une occasion de déclarer que leur Mouvement est ouvert à tous : paysans, ouvriers, professions libérales, intellectuels et même à certains fonctionnaires. [208]».

III.B.2- Les élections législatives de janvier 1956

L'annonce de la dissolution de l'Assemblée vaut à l'UDCA une conversion électorale alors que Poujade professe un apolitisme et un rejet du « système » doublés d'un antiparlementarisme virulent et d'un populisme à chacun de ses discours.

La Sarthe est physiquement un pays de transition entre le massif armoricain à l'Ouest et le bassin parisien à l'est d'une part, les collines de Normandie au nord et la vallée du Loir au sud. Son unité tient de son hétérogénéité qui exclut la radicalité[209]. C'est une terre de marche qui permet de faire le succès des mouvements politiques comme celui de Poujade. L'.U.D.C.A. va exploiter avec merveille le sentiment antiparlementaire des français avec le slogan qui marche auprès des citoyens : « Sortez les sortants ! ». Ce slogan prouve une volonté de rupture avec le système politique et social, plus largement avec les normes du monde parlementaire, tout en souhaitant l'intégrer pour le changer. C'est une campagne nerveuse qui entraine plus de dix listes en Sarthe. La Défense paysanne est incapable de se mettre d'accord sur la constitution d'une liste ; Gaston Hervé refuse le leadership alors qu'Ernest Levacher pousse celui-ci vers l'action politique. On pense même à un moment d'unir la liste de Fernand Bone à celle des dorgéristes ce qui est craint dès 1955, par les renseignements généraux : « Toutefois dernièrement le Président National de la D.P., M.Hervé, qui réside dans la Sarthe, a écrit une lettre ouverte à Poujade pour lui demander d'envisager des actions communes. D'après M.Chevret, orateur régional pour l'Ouest de l'U.D.C.A, le bureau de cette organisation aurait favorablement à l'appel. [210]». Cette liste est menée par Hubert Lefèvre Pontalis, ancien député gaulliste, qui a perdu son siège en 1951 en mal avec les gaullistes sociaux dirigés par Jean-Yves

[207]ADS 72 : 660W133/ Renseignement sur l'U.D.C.A. : Note d'information 1609/141/2 : position des partis politiques vis à vis de l'U.D.C.A. (Mouvement Poujade) dans la Sarthe.

[208] ADS 72 : 660W13/ Renseignement sur l'U.D.C.A. : Note d'information 1287/274/4 : rapports entre le Mouvement Poujade, la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F. N.S.E.A.) et la Défense Paysanne dans la Sarthe

[209] BUSSI Michel, LE DIGOL Christophe, VOILLOT Christian, et al., *Le tableau politique de la France de l'Ouest d'André Siegfried : 100 ans après, héritages et postérités*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

[210] ADS 72 : 660W13/ Renseignement sur l'U.D.C.A. : Note d'information 1287/274/4 : rapports entre le Mouvement Poujade, la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F. N.S.E.A.) et la Défense Paysanne dans la Sarthe

Chapalain, maire du Mans et Raymond Dronne, parlementaire d'Ecommoy. La campagne est rythmée par le slogan des poujadistes et domine les réunions où les poujadistes sont des contradicteurs permanents grâce à leurs 6000 adhérents et la constitution de comités cantonaux comme suit :

Figure 9 : Les responsables cantonaux de l'U.D.C.A. en Sarthe :

Nom et prénom	Fonction dans le bureau cantonal	Profession
BERTHELOT Pierre	Président du comité de Bessé-sur-Braye	Pas de renseignements
LETANG Jacques	Vice-Président du comité de Bessé-sur-Braye	Pas de renseignements
LEBERT	Secrétaire du comité de Bessé-sur-Braye	Pas de renseignements
JOUANNEAU Roland	Président du comité de Château-du-Loir (1955-1957)	Pas de renseignements
CHEVALIER	Secrétaire-adjoint du comité de Château-du-Loir (1955-1957)	Pas de renseignements
BERTHELOT René	Président du comité de Château-du-Loir (1957-1958)	Industriel
EVEILLEAU Félix	Secrétaire du comité de Château-du-Loir (1957-1958)	Agent d'assurance et puisatier
PLOQUIN Gérard	Trésorier du comité de Château-du-Loir (1957-1958)	Cuisinier
COMBASTEIX Robert	Président du comité du Grand Lucé	Chiffonier

M. BIGOT	Vice-président du comité du Grand Lucé	Épicier
M.DENIAU	Secrétaire du comité du Grand Lucé	Marchand de produits vétérinaires
DUPEU Louis	Trésorier du comité du Grand Lucé	Photographe
JAMIN Maurice	Président du comité de la Flèche (1955-1958)	Pas de renseignements
GERARD Raymond	Vice-Président du comité de la Flèche (1955-1958) puis Président (1958-1959)	Charcutier
CHERRIER Jean-Baptiste	Vice-Président du comité de la Flèche	Pas de renseignements
BRIARD Paul	Secrétaire du comité de la Flèche (1955-1959)	Droguiste
POTTIER Daniel	Trésorier du comité de la Flèche	Commerçant ambulant en confections
SORET Raymond	Président du comité du Lude	Chaprentier
HITIER Charles	Vice-Président du comité du Lude	Commerçant en nouveauté et confection
TOURNADE Jean	Secrétaire du comité du Lude	Droguiste
BOIVIN Maurice	Secrétaire-Adjoint du comité du Lude	Fabricant de meubles anciens
GUINET Victor	Trésorier du comité du Lude	Armurier
L'HELGUEN François	Trésorier-Adjoint du comité du Lude	Commerçant et mécanicien

VETS Gabriel	Président du comité de Sablé-sur-Sarthe	Commerçant en chaussure
RIVIER Georges	Vice-Président du comité de Sablé-sur-Sarthe	Artisan tôlier
PIED Maurice	Secrétaire du comité de Sablé-sur-Sarthe	Cafetier
PANCHER Alphonse	Trésorier du comité de Sablé-sur-Sarthe	Garagiste

Lors d'une réunion à Ecommoy le 13 décembre 1955, Fernand Bone qualifie le futur ministre Christian Pineau de « Kapo dans les camps de déportation [211]». La campagne électorale mobilise aussi des références ligueuses avec le nationalisme du tournant du siècle, le souvenir de la Révolution ou plus occasionnel celui de la Résistance, les exigences antifiscales et de violentes invectives envers contre les « bradeurs » de l'empire colonial sont présentes durant les réunions du mouvement poujadiste ; en effet les français ont encore en mémoire la défaite de Diên Biên Phu en 1954 où le régiment du deuxième d'infanterie de marine (RIMA) d'Auvours a été mis à contribution. Fernand Bone conduit la liste de l'Union Fraternité Française avec son acolyte Roger Collas et Louis David qui est un adhérent du mouvement dorgériste selon sa fiche de renseignement : « Depuis plusieurs années, il adhère à la Défense Paysanne de DORGERES.[…] Le parti de DORGERES étant en perte de vitesse dans la région de Mézeray, M. David a adhéré au Mouvement POUJADE depuis plusieurs mois[212]. ». En octobre 1955 il est devenu le responsable de l'UDAF. Le quatrième de la liste, André Gaubert, est un ancien engagé dans la division Leclerc, démobilisé en mars 1946, c'est un gaulliste car « Le père de l'intéressé est président de l'Association amicale des anciens de la France libre. Le candidat lui-même est membre du Bureau Départemental de l'Association Amicale des Anciens de la 2ème Division Blindée. » ; habitant au Mans, il est de tendance R.P.F comme Roger Collas. Le dernier candidat de cette liste, Lucien Touchard, est un novice en politique : « Responsable cantonal de la Section de l'U.D.C.A. de la Suze, dont il a été un des organisateurs. N'a pas manifesté d'activité

211 ROSIER Michel, *Vie politique et sociale de la Sarthe sous la IVe République (1944-1958)*, Paris, L'Harmattan, « Chemins de la mémoire. Série "XXe siècle" », 2012, 539 p., p.400

212 ADS72 : 1134W538 : Documents de la préfecture sur l'organisation des législatives de 1956 : Renseignement sur l'U.D.C.A. : Fiche sur André Gaubert

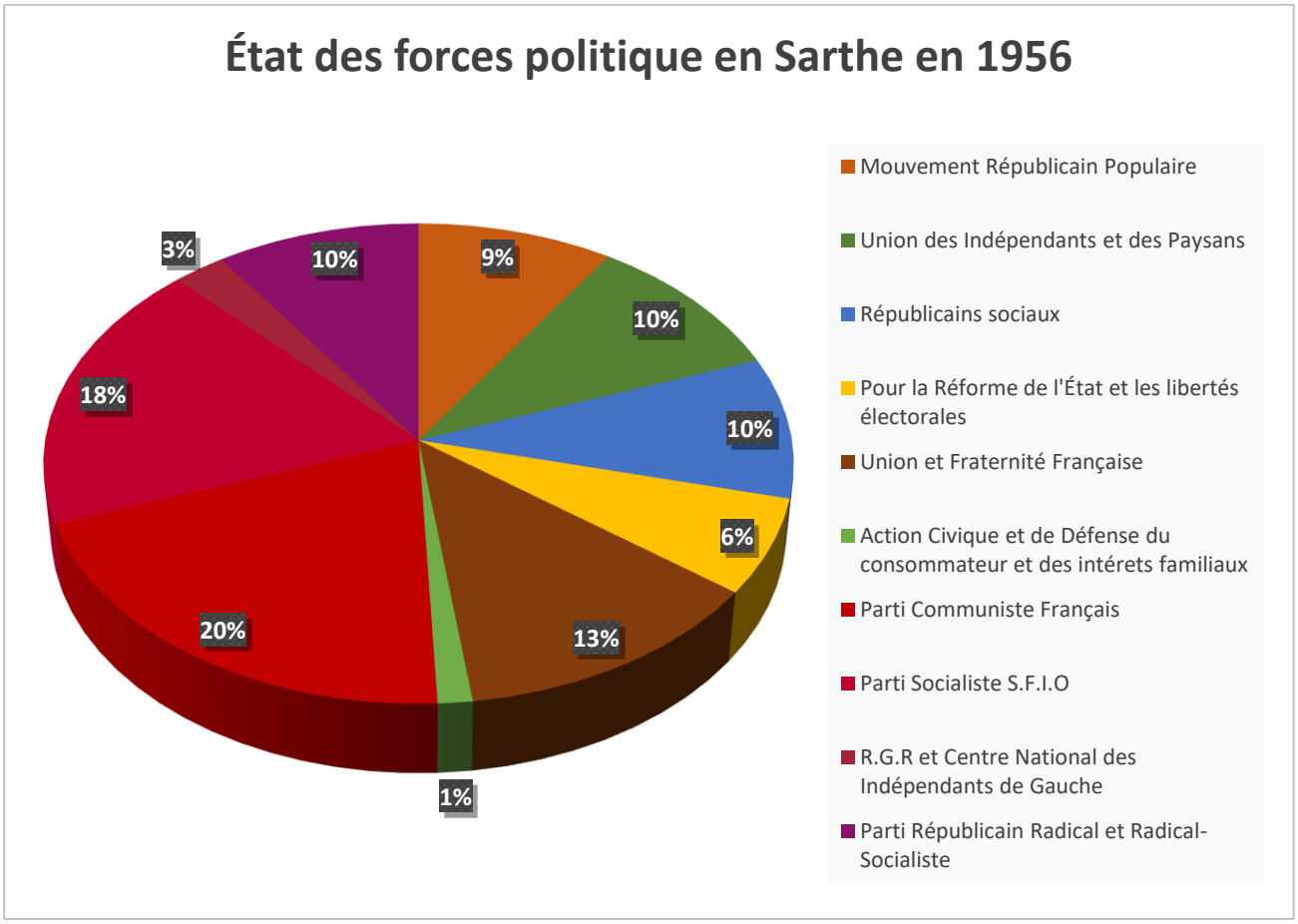
politique ni participé aux compétitions électorales jusqu'à ce jour[213]. ». Le mouvement joue sur un deuxième tableau grâce au système des apparentements qui permet de s'unir à la liste d'Action Civique de Défense des Consommateurs et des Intérets Familiaux mené par Alexis Fauvel. Celui-ci a sollicité déjà les suffrages des sarthois en juin 1946 en étant présent sur une liste d'Indépendants mené par Henri Lasseray ; en cinquième position, la liste a recueilli 2,23% des suffrages exprimées. Il est le père de 14 enfants, représentant en bois d'exploitation, de scierie et de menuiserie et pourtant son profil politique ne retient pas l'attention des services de renseignements : « Sa conduite, sa moralité et son attitude sont correctes. Sans influence, le candidat tête de liste de l'Action Civique de Défense des Consommateurs et des Intérets Familiaux court au-devant d'un échec certain. ». Le second de sa liste, Jean Perrichot, est un ancien droguiste qui a fait faillite puis il est embauché à la F.A.C.E.J où il rencontre Roger Collas. Tout comme le précédent les renseignements généraux ne lui portent guère d'attention car c'est son premier scrutin et il n'a pas une activité politique débordante. Le troisième, Louis Chevalier, est un conducteur de car de la compagnie S.T.A.O mais il ne peut faire campagne en raison d'une maladie tout comme le quatrième de liste, Antonin Guillot, cafetier-épicier à Coëmont. Selon les renseignements généraux : « L'intéressé aurait eu dans sa vie de nombreux déboires et son état de santé est déficient. Sa conduite et sa moralité sont bonnes. […] Bien considéré dans son voisinage, mais n'a pas d'influence[214]. ». Le dernier de cette liste des « non-influents », est Roland Jouanneau, artisan tapissier de Château-du-Loir, président de la section cantonale de Château du Loir, pour lequel c'est aussi sa première élection.

Sur l'ensemble des candidats, la sociologie poujadiste est respectée même avec des anciens militaires et résistants, certains provenant du mouvement gaulliste depuis le retrait de celui-ci après la défaite aux législatives en 1951. Le 2 janvier, c'est une victoire pour la liste U.F.F de Fernand Bone qui obtient 26 104 voix soit 13,21% des suffrages exprimés en déjouant les pronostics du préfet Pierre Trouillé : « […] les dernières réunions de la liste BONE suscitent un véritable enthousiasme. Pour autant, je n'en concluais pas un succès de l'U.D.C.A. étant persuadé que les apparentés arracheraient du justesse un 3ème siège[215]. » L'épicier-bonnetier de Saint-Ouen-en Belin accède au palais Bourbon en prenant un siège aux républicains sociaux. La liste de Lefèvre-Pontalis nommé « Pour la Réforme de l'Etat et les libertés électorales » qui soutien Dorgères obtient 6,36% des suffrages exprimées, ce qui est beaucoup mieux que les 1,34% de la liste d'Alexis Fauvel. Si l'on ajoute les scores des listes poujadistes et celle de l'Action Civique de Défense des Consommateurs et des Intérets Familiaux ont obtient le score de 14,55% soit 27 265 voix, c'est-à-dire le troisième score de ce scrutin derrière le

[213] ADS72 : 1134W538 : Documents de la préfecture sur l'organisation des législatives de 1956 : Renseignement sur l'U.D.C.A. : Fiche sur Lucien Touchard
[214] ADS72 : 1134W538 : Documents de la préfecture sur l'organisation des législatives de 1956 : Renseignement sur l'U.D.C.A. : Fiche sur Antonin Guillot
[215] ADS 72 : 1134W512 : Résultats législatives 1956 : Analyse politique des résultats du préfet Pierre Trouillé

parti communiste à 20%, les socialistes de Christian Pineau à 18,10%, ce qui donne le rapport de force politique suivant dans le département :

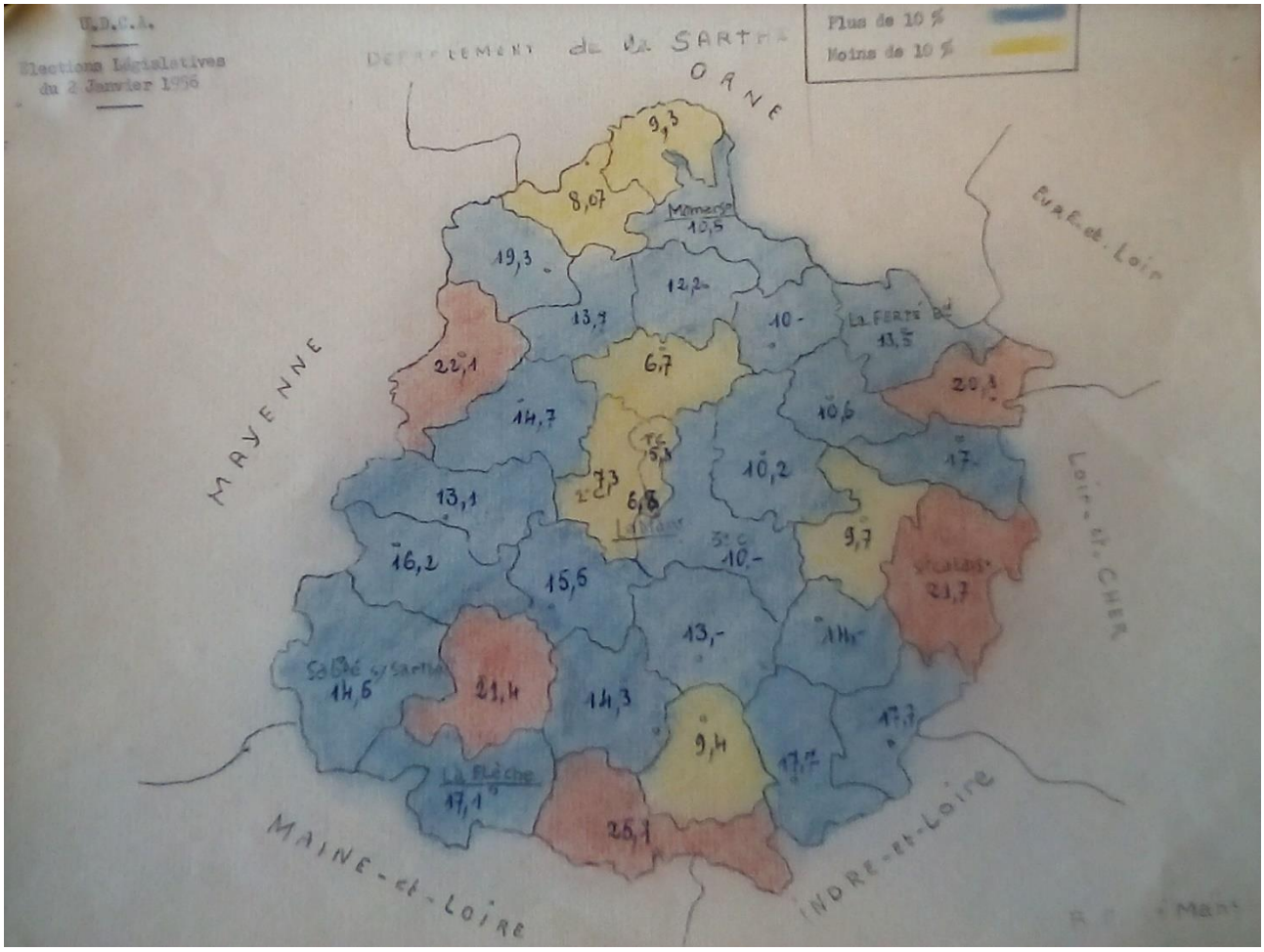
Figure 10 : État des forces politique en Sarthe en 1956



Le vote poujadiste réalise ses meilleurs scores dans les cantons du Lude (25,16%), Malicorne (21,47%), 20,12% dans le canton de Montmirail, 19,30% dans le canton de Fresnay-sur-Sarthe, 17,10 % dans celui de la Flèche, 17,70% dans celui de Château du Loir, 14,3% dans le canton de Sablé-sur-Sarthe, comme nous pouvons le constater à travers les meilleurs scores de l'U.F.F. dans les cantons en Sarthe[216].

[216] ADS 72 : 1134W543 : Résultats électoraux par circonscription de janvier 1956

Figure 11 : Résultats de l'U.D.C.A. dans les cantons lors des législatives de 1956



(Photographie prise par un *Samsung A7,* le 18 avril 2019 issu du fonds 1134W543 : Résultats électoraux par circonscription de janvier 1956)

Cependant le score est très faible au Mans 7,99% et 0,34% pour les dorgéristes, 9, 47% dans le canton de Mayet acquis aux idées républicaines, 8,07% dans celui de Saint Paterne et 6, 70% dans celui de Ballon. La résistance du sud-est du département s'exerce aussi sur les dorgéristes qui réalisent plus de 17% dans le canton de Fresnay-sur-Sarthe, 14,04% dans celui de Malicorne, 13,48% dans celui de Marolles-les-Braults et une percée dans le deuxième canton du Mans avec 11,7% des suffrages exprimés. Ces derniers scores montrent d'une part les limites du mouvement à cause de l'audience des notables des autres partis comme Christian Pineau ou bien même Paul Goussu qui est réélu en 1956 sur la liste « Union des Indépendants et des Paysans » mais aussi d'une faiblesse du score au Mans expliquée par le poids mineur des artisans et commerçants dans la population de la ville qui est en pleine croissance démographique. Les ouvriers habitent dans la banlieue du Mans ou encore dans les villes alentours comme Arnage. Le vote pour les mouvements poujadistes et dorgéristes reflètent un vote des périphéries du département, là où le progrès économique est moindre

et la peur de la modernisation se font sentir. Les sarthois ont favorisés durant ce scrutin plus que dans les autres départements les extrêmes de gauche et de droite.

C'est une victoire le 2 janvier 1956 à l'échelle nationale ; avec plus de 2,5 millions de voix, le mouvement peut constituer un groupe parlementaire avec 52 députés qui auront au début de la mandature pour mot d'ordre : « Nous défendons la structure traditionnelle de l'économie française » alors que la France plonge dans le marketing et les grandes surfaces[217]. Poujade a su trouver les mots pour une ruralité en plein changement, en s'adressant au peuple des couches préindustrielles, petits blancs des bastions coloniaux menacés. Il a bénéficié du mécontentement général puis du report de l'électorat R.P.F envers sa liste ainsi que du vote des conservateurs et d'un nombre important de voix d'abstentionnistes. Le populisme protestataire continue le combat du philosophe Alain des « petits » contre les « gros », culture historique qui vient de l'école laïque[218]. La mue en un groupe parlementaire se fait de manière délicate car il faut gérer des personnalités très différentes et qui ne partagent pas la même opinion sur les nombreux sujets de l'époque comme l'économie, l'Algérie. Ce sont les élections professionnelles qui vont commencer à sonner le glas des espérances poujadistes.

[217] ELGEY Georgette, *Histoire de la IVe République, Vol. 2: De 1956 à janvier 1959. La guerre d'Algérie, le retour du Général, les transformations de la France.*, Paris, JM Laffont Editions, 2018.p.400

[218] BERSTEIN Serge, « L'affrontement simulé des années 1930 », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 1, vol. 5, 1985, p. 39-54.

III.B.3- Les élections syndicales et professionnelles

Le mouvement qui est à la base, celui d'une défense professionnelle des commerçants et artisans, va produire son effort pour influencer les syndicats professionnels. Ils se heurtent dès 1955 à l'hostilité de la F.N.S.E.A selon un rapport des renseignements généraux : « Quant à la F.N.S.E.A, ses dirigeants départementaux sont hostiles à la Défense Paysanne et au Mouvement Poujade qui est anti-coopératif et qu'ils traitent avec un certain mépris. Au congrès départemental de la F.N.S.E.A. qui s'est tenu au Mans dans le courant du mois de Mars dernier, les responsables nationaux et départementaux ont clairement fait connaitre leur hostilité à l'égard du « Poujadisme » et du « dorgérisme ». [219]». Elle rejoint l'opinion du fonctionnaire du trésor sur le mouvement : « En général, ils estiment que le promoteur du Mouvement et ses lieutenants exploitent une situation qui n'est pas nouvelle mais n'est pas particulièrement favorable. Et si des formules lapidaires n'apportent rien de concret elles portent et lui permettent de faire salles combles[220]. ». Ce succès est assuré auprès de la Fédération des Industriels, Commerçants et Artisans de la Sarthe qui a une sympathie à l'égard de l'U.D.C.A. . Cependant la personnalité des dirigeants locaux empêche tout rapprochement : « Dans la Sarthe cette prise de contacts n'est pas possible, en raison de la personnalité même des dirigeants du Mouvement de St Céré qui, sur divers plans, ont toujours lutté contre la F.I.C.A. On peut donc dire que cette organisation voit d'un œil intéressant et assez sympathique le Mouvement Poujade, mais ne peut l'appuyer[221]. » cela n'empêche pas le mouvement de réaliser une performance lors des élections à la chambre de commerce du Mans, le 4 décembre en 1955, en obtenant 73% des suffrages exprimés. Elle obtient une représentation auprès des petits et moyens chefs d'entreprises, des commerçants et artisans plus les indépendants, surtout dans les périphéries du département, et préfigure le succès de 1956. Ce sont les professions ciblées par le mouvement. Le mouvement essuie un échec en janvier 1957 à la chambre des métiers de la Sarthe comme le relate François Collaveri, le nouveau préfet de la Sarthe : « Le Mouvement Poujade a essuyé, le 14 janvier, un échec total lors du renouvellement du bureau de la Chambre des Métiers de la Sarthe. Totalisant désormais 11 sièges dans cet organisme à la suite des élections du 16 décembre 1956, il n'a pas réussi, grâce à la cohésion des élus de l'Union des Syndicats Artisanaux, à faire élire un seul des siens. [222]». L'échec se renouvelle puisque le 3 décembre 1957, on élit de nouveaux représentants à la chambre de commerce : une liste poujadiste face à celle du président Pecquereaux et Armand Dorise ; elle gagne les électeurs

[219] ADS 72 : 660W13/ Renseignement sur l'U.D.C.A. : Note d'information 1287/274/4 : rapports entre le Mouvement Poujade, la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F. N.S.E.A.) et la Défense Paysanne dans la Sarthe

[220] ADS 72 : 660W13/ Renseignement sur l'U.D.C.A. : Note d'information 1848/190/8 : A/S opinion de fonctionnaire du Trésor sur le Mouvement Poujade

[221] ADS 72 : 660W13/ Renseignement sur l'U.D.C.A. : Note d'information 905/210/5 : Position de la Fédération des industrielles, Commerçants et Artisans de la Sarthe à l'égard de l'U.D.C.A.

[222] ADS 72 : 660 W98 : Rapports mensuels 1957 : janvier 1957

de la troisième catégorie surtout dans les périphéries par rapport au centre. Mais deux poujadistes ont voté pour l'élection de Pecquereaux dont Jacques Chaussumier, poujadiste de 1955, qui devient trésorier de la Chambre. Cette perte de vitesse s'explique par des maux qui minent le mouvement dans sa gestion quotidienne et parlementaire[223].

[223] SOUILLAC Romain, *Le mouvement Poujade : de la défense professionnelle au populisme nationaliste, 1953-1962*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, « Sciences Po histoire », 2007, 415 p.

III.C- Un mouvement divisé

La division est inhérente à ce mouvement politique dès le début, Poujade a plusieurs disputes avec des membres de celui-ci. Des personnalités atypiques rejoignent ce mouvement et l'empêche de devenir crédible auprès des sarthois. Les ennuis financiers et politiques vont poursuivre ces membres dès l'implantation du mouvement.

III.C.1- Division au niveau parlementaire

Suite à l'élection du 2 janvier 1956, le Groupe parlementaire U.F.F. (Union et fraternité française) entre en scène par des actions et réunions de ses membres nouvellement élus. Le 22 mars 1956, Jean-Marie Le Pen, le plus jeune élu de cette assemblée, doit être l'orateur d'un meeting à la maison sociale au Mans mais la réunion ne peut se dérouler à cause de la présence des militants des partis et syndicats de gauche ; un tract a été distribué la veille par le parti communiste pour dire « Que le fascisme ne passera pas ! ». Ce député cristallise la haine des partis de gauche à cause de son anticommunisme farouche dont il a fait preuve au palais Bourbon le 3 février 1956 : « Quand un orateur du parti communiste vient me donner des leçons de respect de la loi de mon propre pays, je me sens obligé de lui rappeler qu'avec ces 52 hommes sont entrés à l'Assemblée les 80 000 cadavres de la guerre d'Indochine qu'il y a entre son groupe et nous[224]. » Les adhérents du mouvement poujadistes sont obligés de se réfugier dans un restaurant aux Hunaudières. Le député Le Pen revient au Mans le 12 juin 1956, où cette fois-ci, il s'exprime devant 400 adhérents avec Fernand Bone, Delbille le président du mouvement en Indre-et-Loire et le commandant Sauvage, héros de l'expédition Normandie-Niemen. La présence d'anciens ou actuels militaires est de plus en plus présente dans les réunions du mouvement à l'image des Croix-de-Feu où la communauté combattante et le souvenir de la guerre est une composante essentielle du mouvement. Ce glissement vers l'extrême-droite se poursuit, le groupe parlementaire comptant parmi ses plumes des transfuges de l'Action française, du PPF de Doriot et se réfère au vocabulaire maurassien avec des expressions comme « lois naturelles », fantasme d'un grand soir comme La Rocque « grand rendez-vous d'Octobre », utilisation d'une stratégie plébiscitaire de la part de Poujade et la défiance vis-à-vis de la capitale. L'invalidation de l'élection de onze députés du groupe U.F.F. va porter un coup d'arrêt au mouvement, qui a enfreint la loi du code électorale du 5 octobre 1946 modifié par la loi n°51-519 du 9 mai 1951 qui stipule : « plusieurs listes ne pourront avoir, dans la même circonscription, le même titre ni être rattachées au même parti ou à la même organisation. [225]» mais il proteste car rien, dans la correspondance des préfets avant le 2 janvier, n'avance cette loi surtout que Poujade avait été claire

[224] SOUILLAC Romain, *Le mouvement Poujade : de la défense professionnelle au populisme nationaliste, 1953-1962*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, « Sciences Po histoire », 2007, 415 p., p.190

[225] SOUILLAC Romain, *Le mouvement Poujade : de la défense professionnelle au populisme nationaliste, 1953-1962*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, « Sciences Po histoire », 2007, 415 p., p.200

sur le fait qu'il existait trois types de listes pour voter pour son mouvement. En Sarthe, c'est le cas avec les listes d'Alexis Fauvel et Fernand Bone qui ne sont pas touchées par cette manœuvre des parlementaires de gauche souhaitant ainsi affaiblir le groupe Union et fraternité française. Le député poujadiste sarthois s'implique dans les débats des invalidations en disant en séance : « si vous renvoyez nos amis dans leurs départements, ils y feront un travail certainement plus efficace que celui qui se fait dans cette assemblée. Ils sauront défendre les braves gens de la France là où ils sont… ». Le groupe parlementaire passe à trente députés, ce qui n'empêche pas les autres à poursuivre le travail parlementaire et militant.

Fernand Bone poursuit son travail de parlementaire et de responsable local en allant faire comme Poujade en avril 1956 une tournée interdépartementale (Eure et Loir , Loir et Cher, Indre et Loir, l'Orne) et, à la fin de l'année, il empêche un contrôle fiscal de ses activités comme en 1955, en réunissant plus 8 500 artisans et 9 000 commerçants, comme en atteste une note d'information des renseignements généraux : « Pour recouvrer la totalité des redevances de M. Bone, le percepteur d'Ecommoy vient de lui signifier par lettre que passé la date du 30 septembre 1955, il allait engager contre lui la procédure de recouvrement par voie judiciaire[226]. ». La mobilisation laisse espérer au mouvement de prospérer encore dans le département mais, à partir du milieu 1956, son audience chute et la dissidence de Demarquet, Dides et Le Pen entraine la baisse de fréquentation des milieux nationalistes. Pour réagir Poujade élabore une théorie politique dans une brochure *Notes et essais sur le poujadisme* , où il rejette le capitalisme, le communisme et la modernité ; il se veut un élan vital car l'instinct doit être la boussole fondamentale de l'action politique à travers le nationalisme et le patriotisme, ce qui est écrit par le secrétaire national, Alexis Rozières : « Le poujadisme se conçoit comme la révolte de l'humain contre les modes de vie qui détruisent l'intégrité de l'homme individuel, familial, social, national. Il s'inscrit dans l'histoire de la lutte de l'homme contre l'asservissement aux organismes économiques, sociaux et politiques qui font fi des lois naturelles[227]. ». Ce constat vaut aussi pour Dorgères qui est élu en 1956 dans son département de l'Ille et Vilaine sous l'étiquette poujadiste ; l'élu va vite comprendre qu'il faut une union des forces au niveau parlementaire. L'union se fait par l'entremise de l'ancien ministre, leader paysan réputé Paul Antier, le 16 mai 1957, avec la formation d'un intergroupe « de défense des commerçants, artisans, paysans et travailleurs indépendants ». C'est une union qui peut permettre aux poujadistes de se relancer : « une lettre de M. Pierre Poujade dans laquelle le Président National se plaint amèrement de l'isolement où il se trouve, ainsi que la poignée de militants fidèles, dans la lutte menée par le

[226] ADS 72 : 660W133 : Renseignements généraux sur l'U.D.C.A. : Note d'information : Situation fiscale du Président Départemental de l'U.D.C.A. de la Sarthe du 27 septembre 1955

[227] *Notes et essais sur le poujadisme*, Saint-Céré, sans mention d'éditeur, 1957, p.4

Mouvement[228]. » et aux dorgéristes d'élargir leurs actions en créant derrière un parti politique en promouvant la « Réforme de l'État » qui est chère à de nombreux mouvements depuis la IIIème République dont ceux du colonel de La Rocque[229]. Le préfet de la Sarthe et les renseignements généraux de la Sarthe ne s'inquiètent pas de cette union en juillet 1957 : « Dans ces conditions la question d'une entente entre Dorgéristes et Poujadistes ne se pose pas dans le département. Par ailleurs, les tentatives faites par les Poujadistes pour rassembler les agriculteurs ont fait long feu[230]. » cependant fin juillet 1957, Fernand Bone rejoint le parti paysan de Paul Antier avec l'intention de ne plus être embêté dans des problèmes personnels avec les membres locaux poujadistes. En juin 1957, une manifestation régionale a lieu à la Ville aux Clères où elle réunit 150 à 200 poujadistes. Le leader de l'U.D.C.A. regrette la rareté de ses adhérents dans cette manifestation de l'intergroupe. Les renseignements généraux dans une note remarquent la non présence de Gaston Hervé, agriculteur à Duneau et Président de la Défense Paysanne en Sarthe à cette réunion : « […] avait déclaré qu'il n'assisterait pas à cette réunion en prétextant que son travail saisonnier ne lui permettait pas[231]. ». Le nouveau député paysan participe de la tournée de l'entente Poujade-Antier-Dorgères qui sillonnent la campagne sarthoise à travers les villages de Beaumont-sur-Sarthe, Luché Pringé, La Chapelle d'Aligné, Cerans-Foulletourte, Ecommoy. Le succès est relatif car seulement 100 personnes sont présentes à Beaumont-sur-Sarthe. On voit que le mode opératoire des tournées interdépartementales de leaders politiques a toujours son utilité avec l'utilisation de la voiture qui permet d'impressionner les populations locales. Les propos sont assez agressifs et on applique les slogans poujadistes sur les problèmes de la paysannerie ce qui ne permet pas à celle-ci de se tourner ses suffrages vers l'intergroupe ; on veut pour preuve que Dorgères prend rapidement ces distances avec celui-ci. Ce regroupement ne marche pas en raison des dissensions entre les trois leaders mais aussi de la peur des paysans de voir l'U.D.C.A. ravir l'électorat agricole du parti paysan. Lors du comice agricole à Thoiré-sous-Contensor, mécontent qu'on ne lui donne pas la parole, Fernand Bone s'empare du micro, annonce son départ et quitte la salle dans l'indifférence générale[232]. Celle-ci fait deviner la fin de l'influence des mouvements U.D.C.A et Défenses paysanne qui sont minés par les querelles internes à leurs mouvements[233].

[228] ADS 72 :660W133 :

[229] RICHARD Gilles, *Histoire des droites en France de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017, 634 p.

[230] ADS 72 : 660W133 : Renseignements généraux sur l'U.D.C.A. : Note d'information du 26 juillet 1957

[231] ADS 72 : 660W133 : Renseignements généraux sur l'U.D.C.A. : Note d'information du 30 juin 1957

[232] ROSIER Michel, *Vie politique et sociale de la Sarthe sous la IVe République (1944-1958)*, Paris, L'Harmattan, « Chemins de la mémoire. Série "XXe siècle" », 2012, 539 p., p.500

[233] ROSIER Michel, *Vie politique et sociale de la Sarthe sous la IVe République (1944-1958)*, Paris, L'Harmattan, « Chemins de la mémoire. Série "XXe siècle" », 2012, 539 p., p.500

III.C.2- Division au niveau local

Le mouvement connait des divisions dès la formation du mouvement en Sarthe qui s'opposent les dirigeants de l'U.D.C.A. de manière personnelle ou bien sur l'orientation du mouvement.

Dès la constitution du bureau du mouvement en 1955, les premiers dissentiments s'expriment entre Roland Drapier à la tête du mouvement depuis septembre 1954 comme délégué provisoire et un homme rompu à l'action politique Fernand Bone. Roland Drapier est présent à toutes les réunions du mouvement en Sarthe jusqu'à l'été 1955 car il souhaite, pour la constitution du bureau départemental, une élection alors que le délégué de la région Ouest, Chevret veut l'établissement de celui-ci rapidement. Les renseignements généraux font état du retrait de Roland Drapier dans une note d'information : « M. Drapier s'est retiré volontairement prétextant ses obligations professionnelles[234]. ». Ce prétexte fallacieux va lui permettre de baisser les activités du mouvement dans le canton et le nord Sarthe. Pour preuve, durant la campagne des législatives qui ont un succès notoire en Sarthe, Fernand Bone se retrouve face à sept personnes à Bonnétable le 29 octobre 1955 ou seulement 70 personnes à Fresnay-sur-Sarthe la veille. Le dissentiment est affiché après les élections lors d'une réunion à La Ferté-Bernard le 8 février 1956. C'est le problème de ce mouvement où l'on accorde la confiance à la personne la plus dynamique comme au sein des ligues durant les années 1930. Fernand Bone ne fait pas l'unanimité après les élections législatives de 1956 ; il est en proie à des dissensions avec M. Vittecocq, son secrétaire départemental, qui n'approuve pas le tournant politique de ce qui était à la base une association : « Ce refus d'obédience se cristallise autour du secrétaire départemental, M. Vittecocq qui approuvé par un grand nombre de militants cantonaux, estime que l'U.D.C.A. aurait dû se cantonner dans la défense des commerçants et artisans, but originel du mouvement poujade. [235]». Les griefs sont aussi sur sa participation à l'élection manquée de Pierre Poujade dans le premier secteur de la Seine, le 27 janvier 1957 alors que des moyens énormes sont mis en place, plus de 500 militants provinciaux encadrent ceux de Paris et dix millions de francs sont débloqués pour la campagne, ce qui n'empêche pas la défaite : « Sa participation à la campagne électorale dans le premier secteur de la Seine, surtout depuis la défaite cuisante de Poujade, est dénoncé à peu près unanimement comme une erreur impardonnable[236]. ». Vittecocq va prendre la suite du mouvement après le ralliement de Fernand Bone au parti paysan de Paul Antier, ce qui n'empêche pas l'essoufflement général du mouvement qui passe à environ 900-950 adhérents selon les renseignements généraux. Il lance la formation d'une section syndicale ouvrière d'obédience poujadiste par l'entremise de Joseph Lossignol qui est avant responsable du comité de vigilance dans

[234] ADS 72 : 660W133 : Renseignements généraux sur l'U.D.C.A. : Note d'information du 30 juin 1957
[235] ADS 72 : 660W133 : Renseignements généraux sur l'U.D.C.A. : Note d'information du 30 décembre 1957
[236] ADS 72 : 660W133 : Renseignements généraux sur l'U.D.C.A. : Note d'information du 11 février 1957

le département de l'U.D.C.A. Le mouvement se stabilise un moment avec un siège au Mans au Café du Chalet, rue Pasteur au Mans. Ce qui n'empêche pas une minorité d'activiste de poursuivre des opérations après le départ de Fernand Bone à l'exemple de la journée de grèves des automobilistes organisée par l'U.D.C.A. contre la taxe sur les automobiles avec la vignette c'est un échec comme celui de la « montée sur Paris » qui est un coup de force dans l'eau égal au passage à l'heure H de La Rocque en 1935[237]. Ce mouvement paye son caractère corporatif et brouillon à cause des associations à côté de celle de l'U.D.C.A. mais en même temps ce mouvement recourt aux énergies militantes ce qui ne peut exclure les ambitions propres aux hommes politiques. L'échec est aussi la résistance des syndicats de tous les milieux professionnels qui se sont unis contrairement aux Croix-de-Feu et au Parti social Français, l'U.D.C.A. ne peut compter sur l'influence des réseaux du cardinal Grente ou bien des actions chrétiennes. Le mouvement étant de nature trop nationaliste ne plait guère à un électorat chrétien qui est capté par le M.R.P. . Le mouvement se dirige sans énergie avec moins de militants dans la dernière année de la IVème République.

[237] KECHICHIAN Albert, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes : Travail, famille, patrie*, Champs Vallon., 2014.

III.C.3- Un mouvement qui ne peut empêcher le changement de régime

Les évènements algériens s'accélèrent en ce début d'année 1958, la fin de la IVème République qui n'arrive pas à trancher la volonté algérienne de devenir indépendante. Cette volonté est incomprise par le mouvement poujadiste pour qui les modérés ont bradés l'Empire colonial. Les paysans français proches de la Défense Paysanne se sépare aussi du mouvement poujadiste en ce début d'année 1958 : « L'usage fait par Poujade et son entourage du titre de « Rassemblement Paysan » est dénoncé par l'organe dorgériste comme un abus « une véritable escroquerie morale[238] ». » Le rapport trimestriel du préfet Collaveri montre la fin de l'influence du mouvement Poujade au sein du département : « Les dernières réunions depuis février confirment la lassitude des militants et le désintéressement des commerçants et artisans[239]. ». Ceci se vérifie aux élections cantonales de 1958, seulement quatre candidats poujadistes sont présents : René Berthelot dans le canton de Mayet, il est le responsable cantonal de l'U.D.C.A. à Château-du-Loir, réputé sa violence en parole, il n'obtient que 262 voix soit 7,87% des suffrages exprimés. Michel Devault, candidat dans le canton de Pontvallain, c'est le représentant de l'Union et Fraternité Française pour la Sarthe et obtient 425 voix soit 13,32% des suffrages faisant presque autant que le score de 1956 qui est de 15,81%. Roger Collas, second de la liste poujadiste en 1956, se présente sur le canton de la Suze et n'obtient que 352 voix soit 9,06% des suffrages exprimés soit deux fois moins de voix qu'en 1956. Le dernier candidat Raymond Gérard, ancien militant R.P.F et élu comme administrateur de la Chambre des Métiers de la Sarthe sur une liste poujadiste en décembre 1956, n'obtient pour sa part que 358 voix soit 5,22% des suffrages exprimés. Tous les candidats poujadistes ne sont pas assez bien implantés dans un sud Sarthe qui vote encore massivement pour des candidats divers gauche ou radicaux-socialistes. Si on additionne toutes les voix des candidats poujadistes soit 1397 voix, c'est 2,24% des suffrages exprimés soit l'avant dernière position en termes de force politique d'un département qui rebascule à gauche depuis 1946. Le préfet note à propos de ces élections cantonales d'avril 1958 : « Je noterai que l'U.F.F. a joué un rôle pratiquement inexistant. Sa perte d'influence très sensible dans un scrutin personnel confirme son déclin[240]. » Jean Doreau, radical indépendant, devient le président de ce nouveau conseil général[241]. Le mouvement donne encore une illusion de sa force en organisant des réunions hebdomadaires comme le note le préfet François Collaveri : « Par l'entretien d'une permanence hebdomadaire au siège de l'U.D.C.A. au Mans, les responsables départementaux cherchent à encore à donner au public l'illusion d'une influence en laquelle, ils ne croient plus eux-mêmes[242]. » Ces illusions perdues vont se voir avec le vote contre la révision

[238] ADS 72 : 660W133 : Renseignements généraux sur l'U.D.C.A. : Note d'information du 4 avril 1958
[239] ADS 72 : 660W99 : Rapport trimestriel de la préfecture : février-mars-avril 1958
[240] ADS 72 : 1134W565 : 29 avril 1958 : rapports des préfets sur les élections cantonales-département de la Sarthe
[241] M. Rosier, *Vie politique et sociale de la Sarthe sous la IVe République (1944-1958), op. cit.*
[242] ADS 72 : 660W99 : rapport trimestriel de la préfecture : mai-juin-juillet 1958

constitutionnelle de Fernand Bone le 27 mai 1958. Le 30 mai 1958, une manifestation est organisée au Mans de la place Stalingrad à la place des Jacobins pour la République et le fascisme, qui regroupe entre 5000 et 15 000 personnes selon les différents organismes de gauche. Cela n'empêche pas l'investiture du général le 1er juin 1958, avec le vote pour des députés Paul Goussu, Fernand Bone et les contres de Robert Manceau et Christian Pineau. Raymond Dronne a été empêché de voter par les communistes par ses prises de paroles. Le lendemain la loi pour la révision constitutionnelle de la IVème République est approuvée par l'ensemble des députés sarthois sauf Christian Pineau absent lors du vote[243]. La réforme de l'Etat prôné par Poujade arrive avec les évènements d'Algérie et non par la victoire de son mouvement essoufflé et déporté vers l'extrême-droite de l'échiquier politique.

[243] M. Rosier, *Vie politique et sociale de la Sarthe sous la IVe République (1944-1958), op. cit.*

Conclusion de la partie :

La Sarthe compte, du 10 juillet 1956 à la fin 1958, 650 contrôles des agents du Trésor ; à la marge ce sont des adhérents de l'U.D.C.A. qui en sont victimes. Le mouvement va prospérer grâce à un vote à droite durant l'époque de la part du département qui se défait de sa tradition trop attachée à la IIIème République. Fernand Bone est à la fois l'illustration et l'échec de ce mouvement qui va s'isoler de manière politique et sociale par des conflits latents en interne. L'élection de janvier 1956, reste traversée par la ligne « Siegfried », c'est-à-dire la géographie politique du département avec l'est et le sud-est qui vote pour des candidats modérés républicains et le nord et nord-ouest du département pour des candidats de droite ou conservateurs[244]. Le changement à l'époque provient du basculement de l'électorat radical qui va vers la gauche (canton de Tuffé) ou de manière plus régulière vers la droite dans le grand sud-est (cantons de la Chartre-sur-le-Loir, La Ferté Bernard, Le Lude et Montmirail). Cette géographie électorale est due aussi à l'implantation avant-guerre du Parti Social Français, pour preuve le canton de Montmirail qui constitue une des sections les plus actives de ce parti puis du mouvement Poujadiste. L'U.D.C.A. par son fonctionnement ne ressemble pas au parti de La Rocque qui souhaite s'immiscer dans toute la vie d'une personne alors que le mouvement poujadiste s'adresse tout d'abord aux travailleurs par l'ensemble des associations qui s'agrègent autour de l'U.D.C.A. , ce qui rend compliqué sa transformation en parti politique. Le succès est relatif pour le mouvement poujadiste et celui de Dorgères qui profite du vide à droite depuis la Libération. Ils ne parviennent pas à déstabiliser les notables locaux ni les organisations agricoles qui sont puissantes dans le département comprenant l'importance de moderniser le monde rural sarthois et prendre en compte ses revendications. Celles-ci reprennent le goût d'une passion égalitaire que les deux partis extrêmes ont su reprendre sinon conceptualisé, ce goût des sarthois pour la modestie des revenus comme des ambitions qui va de pair avec un refus de l'apparence et de l'affichage qui recouvrent des sensibilités aussi fortes que fidèles. Durant cette période de la fin de la IVème République, des parlementaires comme Christian Pineau ou Jean Letourneau sont vus comme des bourgeois, ce qui va précariser leur implantation au niveau local, en plus d'une attitude qui a du mal à supporter le jeu d'une opinion démocratique qui peut s'avérer d'un scrutin à un autre[245]. L'échec de ces mouvements extrémistes provienne aussi du souvenir du 6 février 1934 dans la mémoire vive des adversaires qui vaut toutefois à ces manifestations de droite de ressusciter périodiquement le spectre de son possible retour. Ce rôle stratégique que les droites ont su conférer à la rue, même durant les années 1950, ne peut empêcher le sentiment qu'elles ont *in fine* perdu la partie durant la crise des

[244] Sous la direction de BUSSI Michel, LE DIGOL Christophe, VOILLOT Christian, *Le tableau politique de la France de l'Ouest d'André Siegfried : 100 ans après, héritages et postérités*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016., p.50
[245] ROSIER Michel, *Vie politique et sociale de la Sarthe sous la IVe République (1944-1958)*, Paris, L'Harmattan, « Chemins de la mémoire. Série "XXe siècle" », 2012, 539 p., p.500

années 1930[246]. Ces hommes de droite qui gardent un rôle social dans leurs cantons comme Robert d'Ussel, maire et conseiller général de Précigné jusqu'à 1964, membre du Parti social français est un des seuls hommes de l'époque ne souffrant pas d'une collusion avec le régime de Vichy. N'étant pas forcément affilié à un parti en cette fin de période, il ne peut être élu à la dernière élection sénatoriale du 8 juin 1958 qui voit la réélection des notables locaux : Philippe d'Argenlieu, militant R.P.F et ancien président des exploitants agricoles, Jean-Yves Chapalain, ancien résistant et maire R.P.F du Mans, Robert Chevalier, maire de Mamers et vice-président de l'association des maires de la Sarthe lui aussi gaulliste. La campagne pour approuver la nouvelle constitution a lieu durant la période des comices agricoles, moment de rencontres et de recommandation des notables. Cette campagne qui a des références plébiscitaires est portée par le oui du cardinal Grente qui vient de fêter le 10 juin la quarantième année de son épiscopat. Le département vote à 82,22% pour le Oui à la constitution de la Vème République, ce qui correspond au vote du Non du 13 octobre 1946 pour approuver la constitution de la IVème République. Le mouvement poujadiste ne présente plus qu'un candidat en novembre 1958 en la personne de René Berthelot, mécanicien à Vouvray-sur-Loir dans la troisième circonscription où il fait un score insignifiant à l'exemple du groupe parlementaire qui perd les trente députés et réalisant que 3,30% des suffrages exprimés. Ce mouvement ne connait qu'une existence relative dans l'histoire politique du département ses partisans revenant dans le giron gaulliste quand d'autres partent vers l'agrégation de l'extrême-droite qui porte un candidat en 1965, en la personne de Jean-Louis Tixier Vignancour dont le directeur de campagne n'est autre que l'ancien député poujadiste, Jean-Marie Le Pen.

[246] TARTAKOWSKY Danielle, *Les droites et la rue : histoire d'une ambivalence, de 1880 à nos jours*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2014, 221 p.

Conclusion du mémoire :

L'étude des trois mouvements laissent paraitre des permanences, ruptures et continuités. Les permanences sont celles d'un département qui conservent sa géographie électorale selon les analyses d'André Siegfried et Paul Bois[247]. La Sarthe accueille en son sein les phénomènes politiques extrémistes et populistes avec plus ou moins de succès comme le mouvement poujadiste qui fait une percée éphémère lors des élections législatives de 1956. Ces mouvements qui utilisent les moyens de communications et d'informations qui percent à partir des années trente, exerçant une propagande au sein des classes moyennes qui sont en pleines transformations durant la période de ce mémoire. L'utilisation des mêmes méthodes de militantisme sont à noter surtout que le Parti social français est un précurseur sur la façon de gérer et organiser un parti en cette fin des années 1930. L'industrialisation, la mécanisation des méthodes agricoles transforment le paysage sarthois et la Sarthe devient à partir des années 1950, un département à majorité urbaine. L'implantation de ces mouvements se font dans les zones périphériques du département. La périphérie est perçue comme une exclusion sociale et économique par les personnes y habitant, c'est à dire qu'ils ont une représentation personnelle de leur condition et du regard de la société comme étant en marge de la modernité économique et sociale. Les ruraux vont vire durant la période le passage d'une solidarité traditionnelle à une solidarité moderne qui passe par le développement du mode de vie urbain. L'Église durant la période perd de son influence suite à l'échec du projet d'un catholicisme national chère au colonel de La Rocque[248]. Le cardinal Grente reste pourtant proche des dirigeants locaux durant l'ensemble de son épiscopat grâce à un réseau très important auprès des laïcs qui vont au fil des sermons suivent ses positions politiques. La notabilité est un facteur important jusqu'à la fin de la période pour se faire élire au sein du département, les modérés sont suivis par les sarthois sauf si ce sont des personnalités trop « bourgeoises » comme Christian Pineau, qui ne laissent dans les souvenirs de ceux-ci, une image d'un parlementaire préférant les cercles de discussions aux joutes verbales du monde politique. Cette confiance à des hommes connus et bien implantés dans le paysage politique locale, se voit par les élections des parlementaires condamnés après-guerre à l'exemple de Bernard d'Aillières dans son canton de la Fresnaye-sur-Chedouet ou bien Paul Goussu qui fait un retour dans l'hémicycle en 1956. Un exemple atypique est celui de Robert d'Ussel, membre du Parti social français, maire et conseiller général de Précigné-sur-Sarthe, il le reste après la guerre jusqu'en 1958, ayant des ambitions politiques, il ne va pas vers le mouvement de Saint Céré pour assouvir son

[247] BUSSI Michel, LE DIGOL Christophe, VOILLOT Christian, et al., *Le tableau politique de la France de l'Ouest d'André Siegfried : 100 ans après, héritages et postérités*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016. P.270

[248] NOBECOURT Jacques, *Le colonel de La Rocque (1885-1946), ou, Les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, « Pour une histoire du XXe siècle », 1996, 1194 p.

ambition, préférant cultiver sa figure de notable et poursuivre la continuité politique d'un département qui s'ancre à droite en ce début de Vème République. Le notable radical disparait des mémoires des sarthois préférant les hommes de « terrains » qui connaissent le territoire et non les phénomènes extrémistes qui menacent cet équilibre, d'une population qui préfère la modestie des ambitions et non l'exubérance politique. Celle-ci étant un frein pour l'implantation pour de nombreuses ligues et mouvements politiques de 1932 à 1958.

SOURCES

ARCHIVES PUBLIQUES

Archives départementales de la Sarthe :

Série M : Cabinet de la préfecture de la Sarthe

1M190 : surveillance de l'état d'esprit de la population : rapports mensuels, 120 pièces numérotées de 11 à 130, 1935-1939 : du préfet de la Sarthe et des sous-préfets de la Flèche et Mamers.

1M191 : surveillance de l'état d'esprit de la population :1930-1933.

1M192 : surveillance de l'état d'esprit de la population : rapport hebdomadaire sur l'état de l'opinion publique dans la Sarthe.

1M195 : parti social français : Rapports et notes de la préfecture et des renseignements généraux concernant les activités du parti de 1936 à 1939.

1M 379 : note sur le Vicomte de Dreux-Brézé et sur les conseillers généraux et d'arrondissements.

1M384 : notes et renseignements sur les syndicats en Sarthe en 1936.

1M386 : contrôle des réunions publiques : affiches, tracts, comptes-rendus et rapports de police : arrondissement de la Flèche : rapport mensuel du sous-préfet de la Flèche au préfet du Mans (1924-1928).

1M388 : contrôle des réunions publiques : affiches, tracts, comptes-rendus et rapports de police : notes des renseignements généraux sur les réunions des syndicats et des ligues de 1919 à 1930.

1M391 : contrôle politique des partis politiques et des associations syndicales : rapports de police, affiches, tracts, liste des adhérents ou sympathisants, états des intervenants aux réunions, comptes-rendus des meetings, congrès, réunions : croix-de-Feu.

1M392 : contrôle politique des partis politiques et des associations syndicales : rapports de police, affiches, tracts, liste des adhérents ou sympathisants, états des intervenants aux réunions, comptes-rendus des meetings, congrès, réunions : ligue de la défense paysanne.

1M448 : Contrôle des candidats : liste des déclarations de candidatures : discours, professions de foi, tracts, comptes rendus des réunions publiques pour les élections de 1937-1939.

1M484 : revue du 14 juillet (1934-1939) : éléments de préparation à la cérémonie du 14 juillet au Mans.

3M594 : élections législatives de 1936 : ensemble de la propagande électorale et des résultats électoraux par cantons et des notes des renseignements généraux sur les candidats aux législatives de 1936.

4M 287 : parti social français pour le département de la Sarthe : dépôt des statuts de la fédération en 1938 en loi 1901 et échanges entre la préfecture et le ministère de l'intérieur concernant les affaires du président du parti, La Rocque.

Série W : Cabinet de préfecture de la Sarthe

660 W96 : évolution générale du pays 1947-1953 : rapports mensuels du préfet de la Sarthe.

660W97 : évolution générale du pays : 1954-1956 : rapports mensuels du préfet de la Sarthe

660 W98 : évolution générale du pays : 1957 : rapports sur les évolutions politiques, économiques du pays.

660 W99 : rapport trimestriel de la préfecture 1957- 1958 : rapports trimestriels du préfet sur l'état du département de la Sarthe.

660 W133 : contrôle politique des partis politiques et des associations syndicales : rapports de police, affiches, tracts, liste des adhérents ou sympathisants, états des intervenants aux réunions, comptes-rendus des meetings, congrès, réunions : renseignements généraux sur l'U.D.C.A.

1134W512 : Résultats législatives 1956 : ensemble des documents de la préfecture concernant les résultats pour les législatives de 1956 par cantons et arrondissements.

1134W538 : Documents de la préfecture sur l'organisation des législatives de 1956 : ensemble de la propagande électorale et des résultats électoraux par cantons et des notes des renseignements généraux sur les candidats aux législatives de 1956.

1134W564 : élections cantonales 17 et 24 avril 1955 : ensemble de la propagande électorale et des résultats électoraux par cantons et des notes des renseignements généraux sur les candidats aux cantonales de 1955.

1134W565 : élections cantonales 20 et 27 avril 1958 : ensemble de la propagande électorale et des résultats électoraux par cantons et des notes des renseignements généraux sur les candidats aux cantonales de 1958.

1134W 543 : résultats électoraux par circonscription de janvier 1956 : carte des résultats des législatives par cantons et par liste présente lors du scrutin de janvier 1956.

ARCHIVES PRIVÉES

Papiers La Rocque aux Archives nationales (451 AP) : AN 451, AP 1 à 286 (fonds privés sur la vie et l'action publique de François de La Rocque de Séverac avec de nombreux documents administratifs sur le fonctionnement du mouvement Croix-de-Feu puis sur le Parti social français et la période de la Deuxième guerre mondiale).

Papiers La Rocque aux Archives d'histoire contemporaine de la Fondation nationale des Sciences politiques (FNSP) : compléments au fonds privé déposé aux Archives nationales. Le fonds conservé à la FNSP est en cours de classement.

SOURCES IMPRIMÉES

DRIEU LA ROCHELLE Pierre, *Socialisme fasciste*, Ars Magna Editions,2016, 243p.

DUVERGER Maurice, *Les partis politiques,* Paris, Seuil, Points politiques, 1981,564p.

FOURASTIÉ Jean, *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979, 300p.

POUJADE Pierre, *J'ai choisi le combat*, Saint Céré, Société Générale des éditions et publications,1955

PSF, *Parti Social Français, une mystique, un programme,* Société d'éditions et d'abonnements, Paris, décembre 1936, *BNF GALLICA*

Pourquoi j'ai adhéré au Parti Social Français, Société d'éditions et d'abonnements, Paris, décembre 1936.

Le Parti Social Français devant le pays conférence prononcé le 21 mai 1937 par Edmond Barrachin.

LA ROCQUE (lieutenant-colonel de), *Service Public*, Bernard Grasset, 1934, *BNF Gallica*

SOURCES JOURNALISTIQUES

Le Bonhomme Sarthois (1896-1940) : consultation à l'espace Patrimoine de la médiathèque Louis Aragon du Mans

10 à 15 000 exemplaires. C'est l'organe du Parti Radical, journal peu politisé qui met du temps avant de prendre une position contre le phénomène des ligues.

La Dépêche du Maine (1934-1944) côte PER 49 aux archives départementales de la Sarthe
5 à 10 000 exemplaires jusqu'en 1963. Journal hebdomadaire, conservateur catholique dont le gérant est Jean Chaudourne, directeur du journal, Léon Porteboeuf. Le journal est domicilié au 41 rue du Docteur Leroy. Le journal défend tous les mouvements catholiques sur la période et ceux qui s'en approchent comme les Croix-de-Feu, le Parti social français avec une haine farouche envers le Front Populaire ou les communistes.
Le Flambeau : mensuel : Organe de propagande des Croix-de-Feu qui n'a pas un titre local en Sarthe, au Mans il est lu par plus de 700 personnes en juin 1936.
La Liberté du Maine (1937-1940): côte PER 58 aux archives départementales de la Sarthe
Organe du Parti social français de la Sarthe et de la Mayenne. Ce mensuel apparait en 1937 et disparaît quand la Seconde Guerre mondiale éclate. Son gérant est comme pour la *Dépêche du Maine*, Jean Chaudourne ; sa rédaction et son administration sont au 3 rue du Parterre au Mans. Le rédacteur en chef est Léon Landeau. S'y succèdent les comptes-rendus des réunions, des conférences, des meetings du colonel de La Rocque et chaque point du programme PSF y est développé et explicité. Présence de nombreux articles consacrés à la défense du parti contre les attaques répétées de la gauche.
L'Ouest-Éclair (1895-1944) : consultation à l'espace Patrimoine de la médiathèque Louis Aragon du Mans
Quotidien fondé par l'Abbé Félix Trochu (1868-1950) et Emmanuel Desgrées du Loû (1867-1933), modéré, catholique, son tirage est le plus grand pour la région Ouest. Le 1er août 1944, il devient le *Ouest-France* suite à la Libération, il défend les positions des catholiques sociaux avec une opinion favorable à la construction européenne.
Le Petit Journal : *BNF Gallica* (1937-1941) :
Quotidien parisien républicain, conservateur, fondé par Moise Polydore Millaud qui est paru de 1863 à 1944. À partir du 14 juillet 1937 il devient l'un des organes du Parti Social français qui ne peut enrayer le déclin du titre. La devise du PSF « Travail, Famille, Patrie » emprunté aux Croix-de-Feu repris par la suite en 1940 par le régime de Vichy, figure sur le bandeau du quotidien, à gauche du titre. La Rocque est directeur du journal et président de son conseil d'administration en avril 1938 jusqu'à son arrestation en mars 1943. Ce journal lui permet de commenter les actualités et la vie politique française et international.
La République Sociale de l'Ouest (1919-1939) : consultation à l'espace Patrimoine de la médiathèque Louis Aragon du Mans.
2000 à 2500 exemplaires entre 1934 et 1939. Fondé par Olivier Heuzé en 1919, disparait en 1948. Le rédacteur chef est André Tellier, actif adversaire des Ligues, milite au sein des comités antifasciste et

à des meetings du Front commun. Principal journal de gauche en Sarthe. Attaques à l'encontre des Croix-de-Feu et à partir de 1937 contre le PSF.

La Sarthe (1868-1940) : consultation à l'espace Patrimoine de la médiathèque Louis Aragon du Mans. Journal fondé par Alphonse-Alfred Haentjens (1824-1884), quotidien de centre-droit, conservateur, démocratique et libéral, il est celui qui est le plus lu à l'époque dans le département. Il devient lors de la libération du Mans, *Le Maine Libre*, prend une autre orientation plus sociale avec la défense des syndicats et des organisations de gauche.

L'Unité Ouvrière et Paysanne de la Sarthe (1936-1939) : consultation à l'espace Patrimoine de la médiathèque Louis Aragon

Organe régional du Parti communiste, bimensuel.

BIBLIOGRAPHIE

Contexte générale de la France sous la Troisième République :

BONAFOUX-VERRAX Corinne, *À la droite de Dieu : la Fédération nationale catholique, 1924-1944*, Paris, Fayard, « Nouvelles études contemporaines », 2004, 658 p.

BONHOMME Éric, *Culture et politique sous la Troisième République*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, « Parcours universitaires Histoiref », 2017, 362 p.

CHOLVY Gérard et HILAIRE Yves-Marie, *Histoire religieuse de la France contemporaine. 2 : 1880 - 1930*, Toulouse, Bibliothèque historique Privat, 1989, 457 p.

GOGUEL François, *La politique des partis sous la IIIème République*, Seuil., Paris, Seuil, 1958, 566 p.

___, *Géographie des élections françaises de 1870 à 1951*, Armand Colin., Paris, Armand Colin, 1951, 144 p.

HUGUENIN François, *Histoire intellectuelle des droites*, Paris, Perrin, 2013.

MAYEUR Jean Marie, *La vie politique sous la Troisième République : 1870-1940*, Paris, Editions du Seuil, « Points. Histoire », 1984, 445 p.

MIQUEL Pierre, *La Troisième République*, Paris, Fayard, 1989, 739 p.

POULAT Émile, « Le Saint-Siège et l'action française, retour sur une condamnation », in *Revue Francaise d'Histoire des Idées Politiques*, n° 1, N° 31, 2010, p. 141-159.

RÉMOND René, *Les droites en France*, Paris, Aubier Montaigne, « Collection historique », 1982, 544 p.

RICHARD Gilles, *Histoire des droites en France de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017, 634 p.

SIRINELLI Jean-Francois, *La France de 1914 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2016, 672 p.

SIRINELLI Jean-François (éd.), *Cultures*, Paris, Gallimard, « Histoire des droites en France », 2006, 771 p.

___ (éd.), *Politique*, Paris, Gallimard, « Histoire des droites en France », 2006, 794 p.

DELLA SUDDA Magali « La suppression de l'hebdomadaire dominicain Sept », in *Vingtieme Siecle. Revue d'histoire*, n° 4, n° 104, 5 novembre 2009, p. 29-44.

WINOCK Michel, *La France politique 19.-20. Siècle*, Paris, Editions du Seuil, 2ème édition, 2003,608p. (1ère édition, 1999)

Crise des années 1930 et enjeux du fascisme :

ANGENOT Marc, « L'immunité de la France envers le fascisme : un demi-siècle de polémiques historiennes », in *Études françaises*, n° 1, vol. 47, 2011, p. 15-42.

BERNARD Mathias, « L'antiparlementarisme de droite dans la France des années 1930 », in *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n° 3, n° HS 9, 15 novembre 2013, p. 99-111.

BERSTEIN Serge, *La France des années 30*, 4. éd., [Nachdr.]., Paris, Colin, « Collection Cursus », 2003, 186 p.

___, « L'affrontement simulé des années 1930 », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 1, vol. 5, 1985, p. 39-54.

___, « La France des années trente allergique au fascisme », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 1, vol. 2, 1984, p. 83-94.

BERSTEIN Serge, WINOCK Michel et JEANNENEY Jean-Noël (éd.), *Fascisme français ? la controverse*, Paris, CNRS Éditions, 2014, 253 p.

BORNE Dominique et DUBIEF Henri, *La crise des années 30 : 1929 - 1938*, Paris, Éditions du Seuil, « Nouvelle histoire de la France contemporaine », 1998, 324 p.

DOBRY Michel (éd.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, « Bibliothèque Albin Michel. Idées », 2003, 460 p.

GENTILE Emilio, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, « Collection Folio Histoire », 2004, 528 p.

GOETSCHEL Pascale et LOYER Emmanuelle, *Histoire culturelle de la France, de la Belle Époque à nos jours*, Armand Colin, 5ème édition, 2018 (1ère édition, 1994)

JOLY Laurent, « Fascisme et antisémitisme dans la France des années 1930 : une irrésistible convergence ? », in *Revue d'histoire moderne contemporaine*, n° 2, n° 62-2/3, 9 octobre 2015, p. 115-136.

PAXTON Robert O., « The Five Stages of Fascism », in *The Journal of Modern History*, n° 1, vol. 70, 1998, p. 1-23.

SOUCY Robert, *Fascismes français ?1933-1939, mouvements antidémocratiques*, Paris, Autrement, 2004.

STERNHEL Zeēv, *Ni droite, ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Ed. Complexe, « Historiques », 1992, 470 p.

WEBER Eugen, *La France des années trente : tourments et perplexités*, Paris, Fayard, 1995.

WINOCK Michel, *La fièvre hexagonale : les grandes crises politiques de 1871 à 1968*, Postface inédite., Paris, Éditions du Seuil, « Collection Points Histoire », 2ème édition, 2009 (1ère édition 1986), 475 p.

Histoire politique locale :
BUSSI Michel, LE DIGOL Christophe, VOILLOT Christian, Le *tableau politique de la France de l'Ouest d'André Siegfried : 100 ans après, héritages et postérités*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.
COLLET Robert, *Essai sur la vie politique au Mans et dans la Sarthe sous la IIIème République : 1870-1939*, Le Mans, 1960, 77 pages p.
MARACHE Corinne, « La responsabilisation politique du monde paysan dans les campagnes françaises (1830-1930) », in *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, nº 1, n° 5, 2006, p. 73-90.
MIOSSEC Marie-Sophie, *Les ligues de droite à la transformation en partis politique à travers la presse sarthoise du 7 février 1934 à 1939*, Mémoire, Université du Maine, 1994, 141p. (dactyl.).
POISSON Emmanuel, « Ligues de droite et d'extrême droite au Mans », in *La Province du Maine*, Tome 12, 1999, pp.27-74
___, *Les ligues de droite et d'extrême droite au Mans du premier cartel des Gauches au 6 février 1934*, Mémoire, Université du Maine, 1955, 175 p.(dactyl.).
ROSIER Michel, *Vie politique et sociale de la Sarthe sous la IVe République (1944-1958)*, Paris, L'Harmattan, « Chemins de la mémoire. Série "XXe siècle" », 2012, 539 p.
___, « Entre Corporatisme et politique une forme de la contestation paysanne : du premier au second dorgérisme dans la Sarthe (1935-1959) », in *La Province du Maine*, vol. 107, 2005, p. P.441-472.
___, « L'attitude des parlementaires sarthois le 10 juillet 1940 », in *La Province du Maine*, 1991.
VIGREUX Jean, « Les campagnes françaises et la politique (1830-1914) », in *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, nº 1, n° 5, 2006, p. 54-72.

Situation du nationalisme et des ligues :

BERSTEIN Serge, THOMAS Jean-Paul et JEANNENEY Jean Noël (éd.), *Le PSF : un parti de masse à droite : 1936-1940*, Paris, CNRS Éditions, 2016, 348 p.

CAMPBELL Caroline, *Political belief in France, 1927-1945: gender, empire, and fascism in the Croix de Feu and Parti Social Français*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2015, 286 p.

LEE DOWNS Laura, « « Nous plantions les trois couleurs ». Action sociale féminine et recomposition des politiques de la droite française : Le mouvement Croix-de-Feu et le Parti social français, 1934-1947 », in *Revue d'histoire moderne contemporaine*, nº 3, n° 58-3, 2 novembre 2011, p. 118-163.

ELGEY Georgette, *Histoire de la IVe République, Vol. 2 : De 1956 à janvier 1959. La guerre d'Algérie, le retour du Général, les transformations de la France.*, Paris, JM Laffont Editions, 2018, 1056p.

FERRAGU Martine, *Les Croix de Feu et le PSF en Indre et Loire 1934-1940*, Mémoire, Université de Tours, 1973, (dactyl.).

FLORIN Jean-Pierre, « Des Croix de Feu au Parti Social Français : une mutation réussie ? L'exemple de la Fédération du Nord (1936-1939) », in *Revue du Nord*, nº 233, vol. 59, 1977, p. 233-271.

PREVOSTO Jacques, *Le PSF dans le département du Nord*, Mémoire de DES, Université Paris X, 1971, (dactyl.).

KALMAN Samuel et KENNEDY Sean (éd.), *The French right between the wars: political and intellectual movements from conservatism to fascism*, First paperback edition., New York, Berghahn Books, 2016, 264 p.

KECHICHIAN Albert, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes : Travail, famille, patrie*, Paris, Champ Vallon, 2014, 410p.

KENNEDY Sean, *Reconciling France against democracy: the Croix de feu and the Parti social français, 1927-1945*, Montreal; Ithaca, McGill-Queen's University Press, 2007, 364 p.

KUPFERMAN Fred et MACHEFER Philippe, « Presse et politique dans les années Trente : le cas du Petit Journal », in *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, nº 1, vol. 22, 1975, p. 7-51.

LA ROCQUE François de, BERSTEIN Serge, *Pourquoi je suis républicain : carnets de captivité*, Paris, Éditions du Seuil, 2014, 342 p.

LE ROUX Bruno, *Le mouvement Croix de Feu et le PSF dans le Finistère*, Mémoire, Université de Brest, 1996, (dactyl.).

MACHEFER Philippe, « L'Union des Droites, le P.S.F. et le Front de la Liberté, 1936-1937 », in *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, nº 1, vol. 17, 1970, p. 112-126.

NOBÉCOURT Jacques, *Le colonel de La Rocque (1885-1946), ou, Les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, « Pour une histoire du XXe siècle », 1996, 1194 p.

PASSMORE Kevin, « La droite entre les deux guerres : psychologie des foules, sciences de l'organisation et publicité moderne », in *Politix*, nº 2, N° 106, 5 décembre 2014, p. 31-57.

___, *From liberalism to fascism: the right in a French province, 1928-1939*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 2002, 353 p.

PAXTON Robert O., *French peasant fascism: Henry Dorgère's Greenshirts and the crises of French agriculture, 1929-1939*, New York, Oxford University Press, 1997, 244 p.

RUDAUX Philippe, *Les Croix de Feu et le P.S.F*, Editions France Empire., Paris, Editions France-Empire, 1967, vol. 1, 400 pages p.

RYMELL John, *Militants and Militancy in the Croix de Feu and Parti Social Français: Patterns of Political Experience on the French Far Right (1933-1939)*, University of East Anglia, 1990, (dactyl.).

SOUILLAC Romain, *Le mouvement Poujade : de la défense professionnelle au populisme nationaliste, 1953-1962*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, « Sciences Po histoire », 2007, 415 p.

DELLA SUDDA Magali, « La charité et les affaires. Le cas de la ligue patriotique des françaises (1901-1914) », in *Entreprises et histoire*, nº 3, n° 56, 2009, p. 11-29.

TARTAKOWSKY Danielle, *Les droites et la rue : histoire d'une ambivalence, de 1880 à nos jours*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2014, 221 p.

THOMAS Jean-Paul, « Le Parti social français dans le Nord (1936-1945) », in *Revue du Nord*, nº 2, n° 370, 2007, p. 341-360.

___, *Droite et rassemblement du PSF au RPF, 1936-1953 : hommes, réseaux, cultures : rupture et continuité d'une histoire politique*, Thèse de doctorat, Institut d'études Politiques de Paris, 2002, (dactyl.).

___, « Le Parti social français (1936-1945) Une expérience de parti de masses et la préparation d'une relève », in *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, nº 3, n° 109-3, 2002, p. 19-19.

___, « Les effectifs du parti social français », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 2, n° 62, 1999, p. 61-83.

WINOCK Michel, « Retour sur le fascisme français », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 2, no 90, 1 mai 2006, p. 3-27.

WINOCK Michel et AZÉMA Jean-Pierre (éd.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éditions du Seuil, « Collection XXe siècle », 2015, 327 p.

TABLE DES FIGURES

Chapitre I : Les Croix-de-Feu et les Chemises Vertes, itinéraires des ligues

Page 19 : Figure 1 : Composition du bureau départemental des Croix-de-Feu en Sarthe

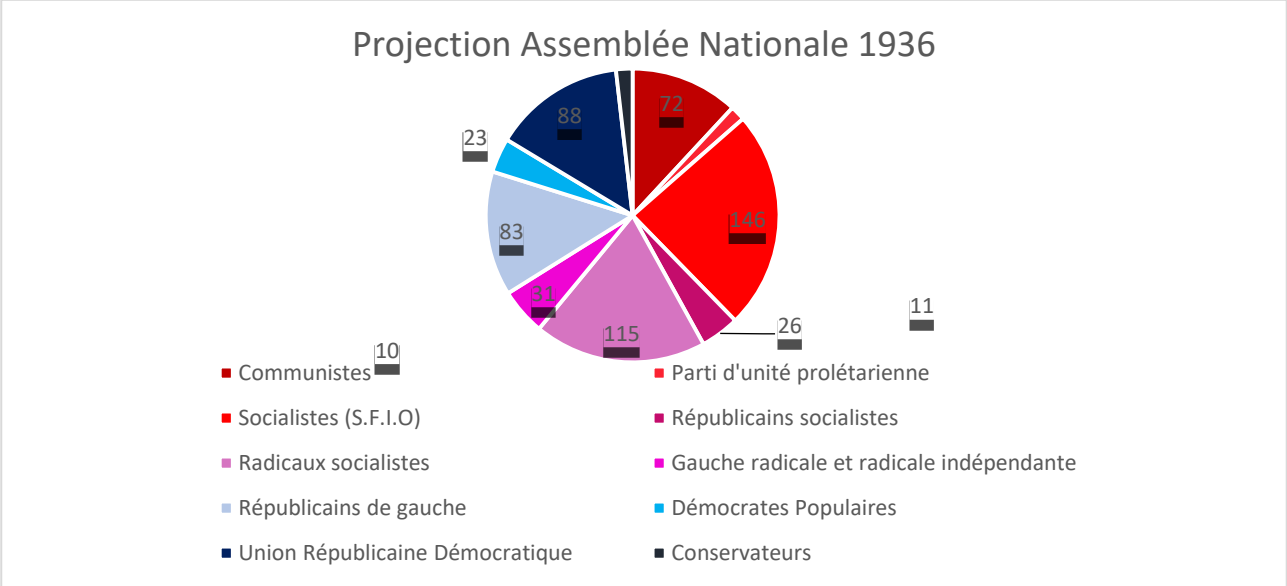
Nom et Prénom	Fonction au sein du bureau départemental	Profession
LAGARDE Joseph	Président	Général en retraite
MET Charles	Vice-président	Colonel en retraite
CHARLENT Antoine	Vice-président	Commandant en retraite
DEQUINDRY Henri	Vice-président	Représentant de commerce
DESCHE Albert	Vice-président	Directeur de l'Alimentation sarthoise
HERVE Auguste	Secrétaire	Secrétaire administratif du *Mutilé Sarthois*
LHOMME Maurice	Trésorier	Gérant de commerce
GOUSSAULT Maurice	Délégué à la propagande et chef de la section du Mans	Colonel en retraite
M.SALMON	Responsable des Volontaires Nationaux	Absence d'information
Mme. PAGEOT	Déléguée à la propagande	Absence d'information

Page 26 : Figure 2 : Composition des sections Croix-de-Feu de la Sarthe

Nom de la section	Nom et Prénom	Responsabilité au sein de la section	Profession
Bonnétable	M. PATRY	Chef de la section	Absence d'informations
Bonnétable	M. DUBAU	Responsable Volontaires Nationaux	Absence d'informations
La Flèche	METAYER Charles	Chef de la section	Ancien officier d'active
La Ferté-Bernard	M.PALADEAU	Chef de la section	Absence d'informations
La Ferté-Bernard	M.MACE	Volontaires Nationaux	Absence d'informations
Le Mans	GOUSSAULT Maurice	Chef de la section	Colonel en retraite
Le Mans	REBOULEAU Victor	Secrétaire	Général de réserve
Le Mans	ROY Philippe	Trésorier	Colonel en retraite
Mamers	De MORAS Charles	Chef de la section	Chef de bataillon en retraite
Mamers	M. BEAUDIN	Vice-président	Capitaine de réserve
Saint-Calais	M. DE GRAMMONT	Chef de la section	Absence d'informations
Sablé	DESALAY Charles puis M. LEBOSSE	Chefs de la section	Agent d'affaires et retraité des PTT

Sablé	Madame LEBOSSE et Madame DESALAY	Chefs de la section féminine	Absence d'informations
Sablé	DESALAY Charles	Responsable Volontaires nationaux	Agent d'affaires
Sillé-Le-Guillaume	TOUZARD Robert	Chef de la section	Docteur en médecine

Page 31 : Figure 3 : Projection de l'Assemblée Nationale 1936

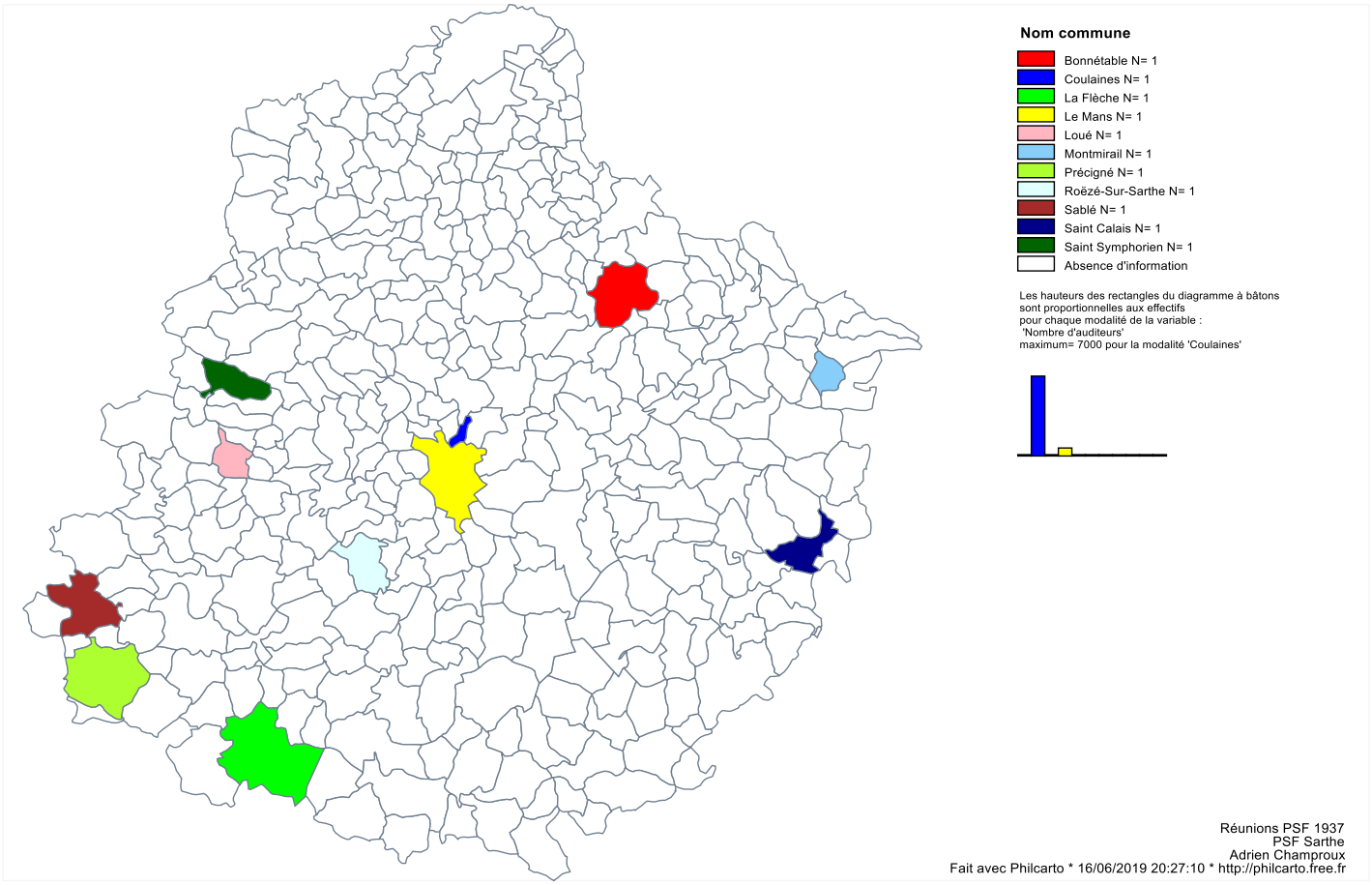


Chapitre 2 : Des Croix-de-Feu au Parti social français

Page 53 : Figure 4 : Municipalités classées par nuances politiques et nombre de délégués sénatoriaux

Municipalités classées par nuances politiques en 1936	**Municipalités**	**Délégués sénatoriaux**
Conservateurs et URD	132	240
Démocrates Populaires	0	0
Républicains de Gauche	54	91
Radicaux indépendants	33	52
Radicaux socialistes	152	370
Union Socialistes Républicaines	1	2
S.F.I.O.	4	29
Douteux	10	22

Page 56 : Figure 5 : Réunions du Parti social français en Sarthe en 1937



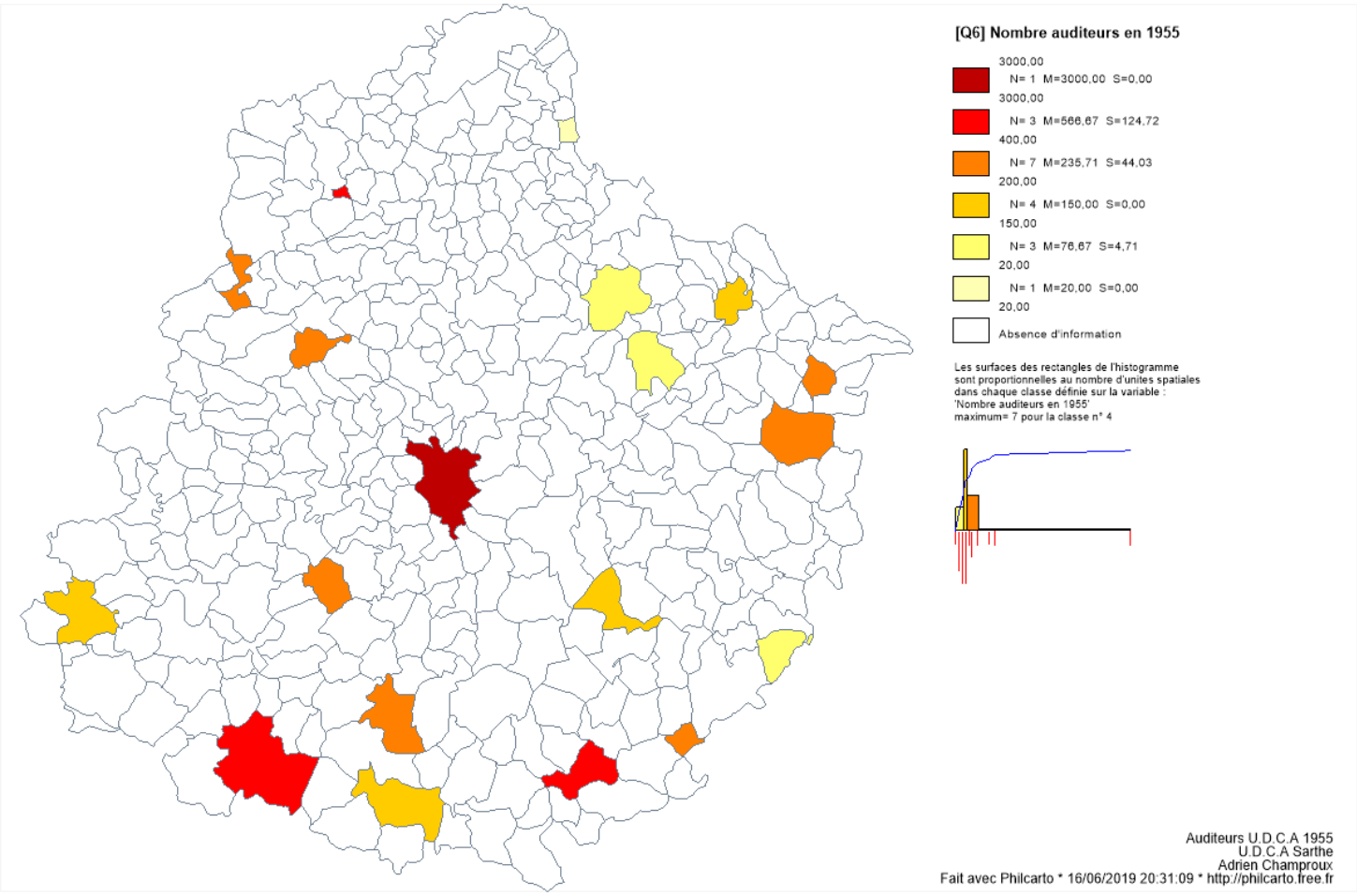
Page 57 : Figure 6 : Désignation des conseillers généraux et d'arrondissements 1937

Désignation des cantons	Nom des conseillers
Ballon	Rouzay (Radical-Socialiste)
Beaumont sur Sarthe	Docteur Bruneau (Parti social français)
Bonnétable	De La Rochefoucauld (URD)
Bouloire	Papillon (Radical-Socialiste)
Brûlon	D'Andigné (Radical de Gauche)
Chartre-sur-le-Loir	Gourmont (Radical-socialiste)
Château-du-Loir	Perrin (Républicains Indépendants)
Conlie	Emery (Radical Indépendant)
Ecommoy	Estrabeau (Radical-Socialiste)
Le Grand-Lucé	Berger (Radical-Socialiste)
La Ferté Bernard	Desnos (Radical-Socialiste)
La Flèche	Docteur Buquin (Radical-Socialiste)
Fresnay- sur-Sarthe	Joseph Caillaux (Radical Socialiste)
La Fresnaye-sur-Chedouet	Bernard d'Aillières (URD)
Le Lude	Lenail (Radical)
Malicorne	Tessier (Républicain de Gauche)
Mamers	Desjouis (URD)
Le Mans (1er canton)	Xavier Mordret (LP)
Le Mans (2ème canton)	Boucher (Radical-Socialiste)
Le Mans (3ème canton)	Le Guet (S.F.I.O.)

Marolles-Les-Braults	Poisson (Radical-Socialiste)
Mayet	Renou (Radical)
Montfort-le-Rotrou	Galpin (Radical)
Montmirail	Montigny (Radical)
Pontvallain	Chaplin (Radical-Socialiste)
Sablé	De La Vaissière et Deslandes (URD)
Saint Calais	Docteur Morisot (Radical-Socialiste) et Jardin (S.F.I.O.)
Saint Paterne	Bernard (Radical-Socialiste)
Sillé-le-Guillaume	(Vicomte) De Dreux Brézé (Parti Social Français)
La Suze	Paul Goussu (PDP)
Tuffé	Bontemps (Radical Socialiste)
Vibraye	Bougereau (Radical-Socialiste)

Chapitre III : Le mouvement poujadiste, héritier du Parti social français ?

Page 78 : Figure 7 : Nombre de participants et lieux de réunions de l'U.D.C.A. en Sarthe 1955



Page 80 : Figure 8 : Bureau départemental de l'U.D.C.A. (1954-1957)

Nom et prénom	Fonction dans le bureau départemental	Profession
DRAPIER Roland	Délégué provisoire (1954- mai 1955)	Apiculteur à la Ferté-Bernard
BONE Fernand	Délégué départemental	Epicier et bonnetier à Saint-Ouen-en-Belin
VITTECOCQ	Secrétaire départemental	Pas de renseignements
LOSSIGNOL Joseph	Comité de vigilance	Pas de renseignements
DAVID Louis	Responsable U.D.A.F (Union de défense des agriculteurs de France)	Pas de renseignements
COLLAS Roger	Responsable U.D.O.F (Union de défense des ouvriers de France)	Chef de service à l'usine F.A.C.E.J du Mans
CHEVRET	Délégué national du mouvement pour la région Ouest en 1955	Pas de renseignements

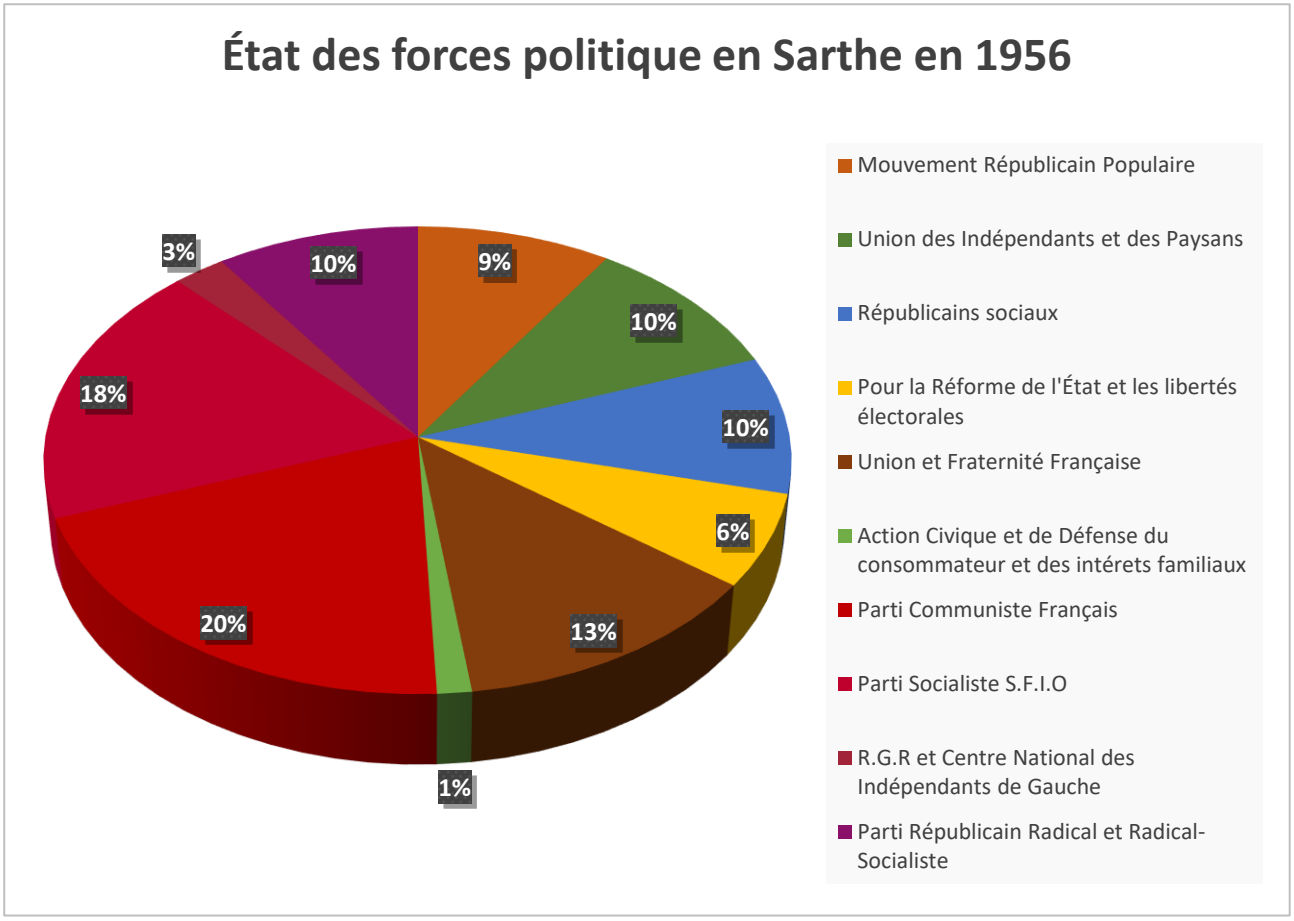
Pages 87-89 : Figure 9 : Les responsables cantonaux de l'U.D.C.A. en Sarthe :

Nom et prénom	Fonction dans le bureau cantonal	Profession
BERTHELOT Pierre	Président du comité de Bessé-sur-Braye	Pas de renseignements
LETANG Jacques	Vice-Président du comité de Bessé-sur-Braye	Pas de renseignements
LEBERT	Secrétaire du comité de Bessé-sur-Braye	Pas de renseignements
JOUANNEAU Roland	Président du comité de Château-du-Loir (1955-1957)	Pas de renseignements
CHEVALIER	Secrétaire-adjoint du comité de Château-du-Loir (1955-1957)	Pas de renseignements
BERTHELOT René	Président du comité de Château-du-Loir (1957-1958)	Industriel
EVEILLEAU Félix	Secrétaire du comité de Château-du-Loir (1957-1958)	Agent d'assurance et puisatier
PLOQUIN Gérard	Trésorier du comité de Château-du-Loir (1957-1958)	Cuisinier
COMBASTEIX Robert	Président du comité du Grand Lucé	Chiffonier
M. BIGOT	Vice-président du comité du Grand Lucé	Épicier

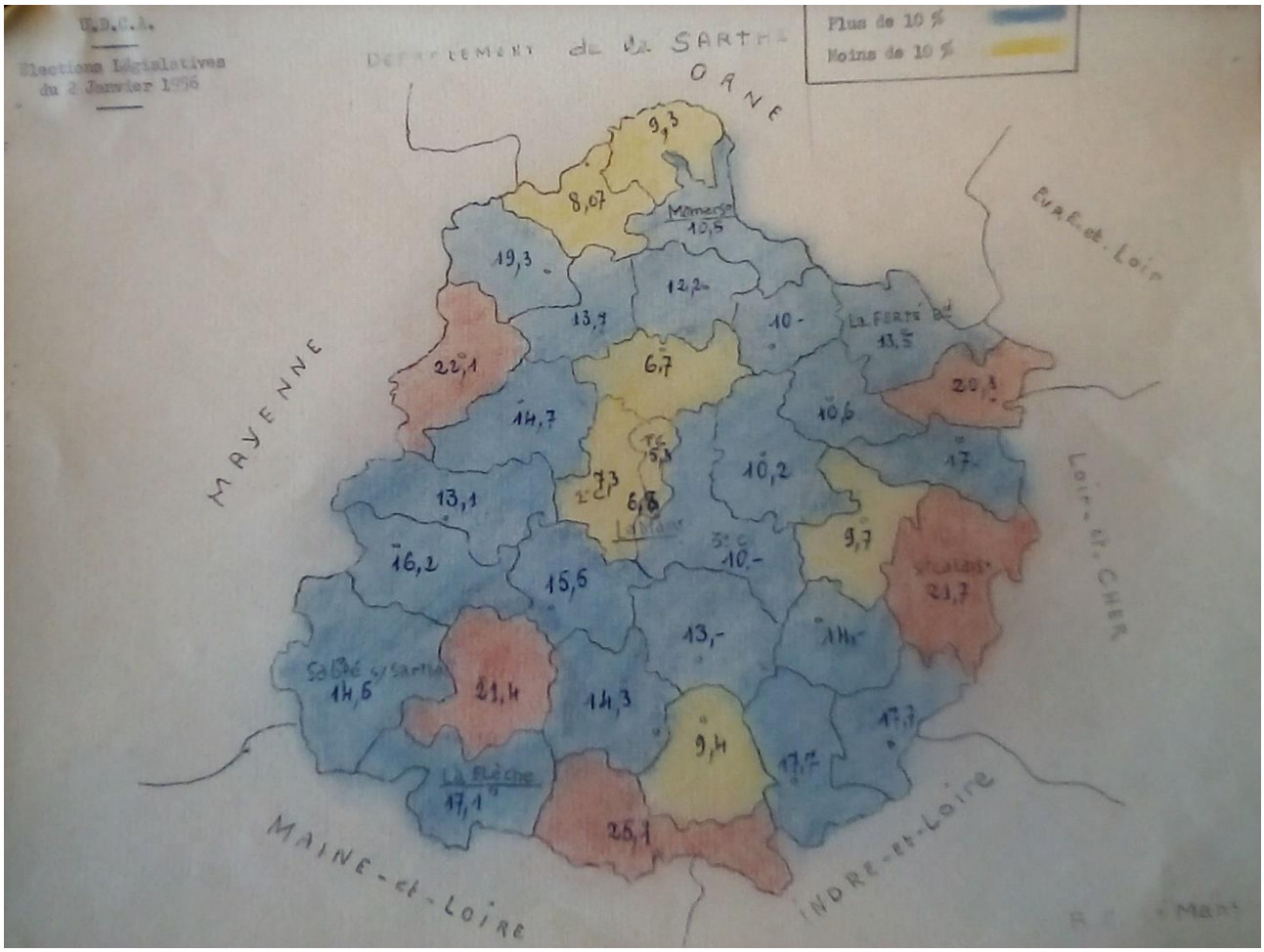
M.DENIAU	Secrétaire du comité du Grand Lucé	Marchand de produits vétérinaires
DUPEU Louis	Trésorier du comité du Grand Lucé	Photographe
JAMIN Maurice	Président du comité de la Flèche (1955-1958)	Pas de renseignements
GERARD Raymond	Vice-Président du comité de la Flèche (1955-1958) puis Président (1958-1959)	Charcutier
CHERRIER Jean-Baptiste	Vice-Président du comité de la Flèche	Pas de renseignements
BRIARD Paul	Secrétaire du comité de la Flèche (1955-1959)	Droguiste
POTTIER Daniel	Trésorier du comité de la Flèche	Commerçant ambulant en confections
SORET Raymond	Président du comité du Lude	Chaprentier
HITIER Charles	Vice-Président du comité du Lude	Commerçant en nouveauté et confection
TOURNADE Jean	Secrétaire du comité du Lude	Droguiste
BOIVIN Maurice	Secrétaire-Adjoint du comité du Lude	Fabricant de meubles anciens
GUINET Victor	Trésorier du comité du Lude	Armurier
L'HELGUEN François	Trésorier-Adjoint du comité du Lude	Commerçant et mécanicien

VETS Gabriel	Président du comité de Sablé-sur-Sarthe	Commerçant en chaussure
RIVIER Georges	Vice-Président du comité de Sablé-sur-Sarthe	Artisan tôlier
PIED Maurice	Secrétaire du comité de Sablé-sur-Sarthe	Cafetier
PANCHER Alphonse	Trésorier du comité de Sablé-sur-Sarthe	Garagiste

Page 90 : Figure 10 : État des forces politique en Sarthe en 1956



Page 91 : Figure 11 : Résultats de l'U.D.C.A. dans les cantons lors des législatives de 1956



Photographie prise par un *Samsung A7*, le 18 avril 2019 issu du fonds 1134W543 : Résultats électoraux par circonscription de janvier 1956.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE 2
REMERCIEMENTS 4
LISTE D'ABRÉVIATION 5
Introduction : la contestation ligueuse 6
Une querelle historiographique 10
Chapitre I : Les Croix-de-Feu et les Chemises Vertes, itinéraires des ligues 15
Introduction : 15
I.A- L'implantation de la ligue Croix-de-Feu 18
I.A.1- Un mouvement urbain 18
I.A.2- Des actions de propagandes régulières 21
I.A.3- Une dépendance à l'égard de Paris 22
I.B-Le 6 février 1934, l'acmé ligueuse 23
I.B.1- Absence de réactions des ligues 24
I.B.2- Une population qui ne se préoccupe pas de ce qui se passe à Paris 25
I.B.3- Le Front Populaire ou le chemin de la dissolution 30
I.C- Les chemises vertes dorgéristes 35
I.C.1- Une ligue dynamique 35
I.C.2- Les paysans sarthois rétifs 40
I.C.3- Les limites des chemises vertes 41
Conclusion de la première partie : 42
Chapitre II : Des Croix-de-Feu au Parti social français 43
Introduction : 43
II.A-De la ligue au parti, la méfiance des autorités 44
II.A.1- Organisation 44
II.A.2- Réaction de la presse lors de sa création 47
II.A.3- Une adhésion ligueuse 49
II.B- De l'implantation aux élections 51
II.B.1- Les élections cantonales et d'arrondissement de 1937 51
II.B.2- Les élections municipales du Mans de 1938 58
II.B.3- Une menace pour la droite républicaine sarthoise 62
II.C- La Seconde Guerre mondiale et la disparition du mouvement 64
II.C.1- Une activité militante qui s'essouffle 64
II.C.2- Juin 1940, la Sarthe passe sous le giron allemand 66

II.C.3- La dissolution du parti en 1942 ... 68
Conclusion de la deuxième partie : ... 70
Chapitre III : Le mouvement poujadiste, héritier du Parti social français ? ... 72
Introduction : ... 72
III.A- Des similitudes entre les deux mouvements ... 75
III.A.1- L'organisation ... 76
III.A.2- Le répertoire d'actions ... 81
III.A.3- Le discours politique populiste ... 83
III.B- Fernand Bone, symbole de cet héritage ... 85
III.B.1- Du militant PSF à la délégation de l'U.D.C.A. ... 85
III.B.2- Les élections législatives de janvier 1956 ... 86
III.B.3- Les élections syndicales et professionnelles ... 94
III.C- Un mouvement divisé ... 96
III.C.1- Division au niveau parlementaire ... 96
III.C.2- Division au niveau local ... 99
III.C.3- Un mouvement qui ne peut empêcher le changement de régime ... 101
Conclusion du mémoire : ... 105
SOURCES ... 107
ARCHIVES PUBLIQUES ... 107
ARCHIVES PRIVÉES ... 109
SOURCES IMPRIMÉES ... 109
SOURCES JOURNALISTIQUES ... 109
BIBLIOGRAPHIE ... 112
Contexte générale de la France sous la Troisième République : ... 112
Crise des années 1930 et enjeux du fascisme : ... 113
Histoire politique locale : ... 114
Situation du nationalisme et des ligues : ... 115
TABLE DES FIGURES ... 117
Chapitre I : Les Croix-de-Feu et les Chemises Vertes, itinéraires des ligues ... 117
Chapitre 2 : Des Croix-de-Feu au Parti social français ... 120
Chapitre III : Le mouvement poujadiste, héritier du Parti social français ? ... 124
TABLE DES MATIÈRES ... 131
ENGAGEMENT DE NON PLAGIAT ... 133
RÉSUMÉ DU MÉMOIRE ... 134

ENGAGEMENT DE NON PLAGIAT

Je soussigné CHAMPROUX Adrien, déclare être pleinement conscient que le plagiat de documents ou d'une partie d'un document publiée sur toutes formes de support, y compris l'internet, constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée.

En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources que j'ai utilisé pour écrire ce mémoire.

Le 1/06/2019

Signature :

RÉSUMÉ DU MÉMOIRE

Ce mémoire donne la perspective d'une étude de la vie politique et sociale du département de la Sarthe des années 1930 à l'avènement de la Vème République. Le prisme de l'étude des ligues au Parti social français à son héritage poujadiste permet de comprendre les mutations socio-économiques du département. Le succès de ces phénomènes politiques sont étudiés à travers les sources partisanes, journalistiques locales et des archives départementales par les fonds de la préfecture de la Sarthe, des sous-préfectures et des rapports des renseignements généraux. Le caractère populiste et extrémiste de ces mouvements est examiné à l'aune d'une question historiographique qui fait réfléchir les historiens depuis les années 1970. En parallèle les réseaux du Cardinal Grente sont étudiés pour comprendre le facteur catholique des projets des ligues et du Parti social Français. L'implantation de ces mouvements politiques est étudiée par la réalisation d'une géographie et sociologie électorale qui met en avant les espaces périphériques du département qui adoptent la rhétorique de ces ligues, partis face à la modernisation de l'économie et de la société. Le succès est relatif par la présence d'associations, syndicats, partis politiques partageant la défense des classes moyennes, idéal républicain de ces formations durant toute la période. Cependant ces mouvements vont permettre la modernisation des appareils politiques qui deviennent des partis de militants malgré l'importance de la figure notable de l'élu qui traverse l'histoire politique de la Sarthe. Un département qui donne après la guerre ses suffrages aux formations de droite durant les élections cantonales et législatives. Les Croix-de-Feu, le Parti social français et le mouvement poujadiste profitent d'un relatif vide à droite de l'échiquier politique pour opérer des succès relatifs face à des formations ne donnant pas des réponses adéquates aux problèmes des français. Ceux-ci poursuivent la recherche durant cette période d'une constitution adéquate à leurs aspirations face aux bouleversements des deux conflits mondiaux.

Mots-clefs : Croix-de-Feu – Parti social français- Poujade- Catholicisme social- Sarthe

Abstracts:

This work gives a perspective for studying the political and social life of the Sarthe department since the 1930's to the coming of the fifth Republic. The studying of the leagues to the Parti social français and the poujadism heritage let to know the social and economic mutations of this department. The success of these politics' phenomena was studying by many sources like local newspapers and the archives departementales of la Sarthe for the prefecture's archives collections, the sub-prefecture's and the general information notes. The populism and extremism character of these politics movements was examined by historiographical question who think about historians since the 1970's. In parallel, the cardinal Grente networks were studying to know the Catholics projects of the leagues and the Parti social français. The site of implementation is studying by a geographical and sociological electorate who show the peripheral regions of the department which choose the leagues and parties rhetoric's, to cope with the economics and social modernization. The success is relative because the associations, the trade union and moderate parties who defend the republican ideal of these formations during the period. However, these movements want to change the political formations with the militant's organizations in spite of the role of the notable political figures who cross the political history in Sarthe department. A department who give after the war the majority of votes to the right during the cantonales and legislatives elections. The Croix-de-Feu, the Parti social français and poujadism movements to make the most of the opportunity to the right empty to operate relative success face to the political formations don't give to the adequate answers for the French population. These chase the research during this period of adequate constitution to their aspirations in front of the upheaval of the two world conflicts.

Key-words : Croix-de-Feu- Parti social français-Poujade- Catholicisme social-Sarthe